



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Le Ministre aux Relations avec le Parlement

DDI 60.480
ENTRÉ le 22.12.2020

Madame la Présidente
du Conseil d'État
Luxembourg

Personne en charge du dossier:
Jean-Luc Schleich
☎ 247 - 82954

Luxembourg, le 21 DEC. 2020

Réf. CE / SCL : 60.480 – 2071 / nb

Objet : Projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen.

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de soumettre à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

Je joins en annexe une note relative à l'objet et au contenu du projet du dossier, le texte du projet, l'exposé des motifs, le commentaire des articles, la fiche d'évaluation d'impact, la fiche financière, le dossier de classement, les avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature, de la Commune de Mamer, de la Commune de Kehlen et de l'Administration de la nature et des forêts ainsi qu'une lettre de la Fondation Hëllef fir Natur.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Premier Ministre,
Ministre d'État,
Le Ministre aux Relations
avec le Parlement


Marc Hansen



Note au Conseil d'Etat

concernant le projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen

Objet et contenu du dossier

L'intention de la déclaration de la zone « Engelsratt / Werwelslach » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle a été approuvée par le Gouvernement en conseil dans le cadre de l'approbation du Plan National concernant la Protection de la Nature en date du 13 janvier 2017.

Le lancement de l'enquête publique concernant la déclaration de la zone « Engelsratt / Werwelslach » sous forme de réserve naturelle avait été approuvé par le Gouvernement en conseil en sa séance du 20 juillet 2018.

Le dossier comprend : l'exposé des motifs, le projet du règlement grand-ducal et son annexe, le dossier de classement, le commentaire des articles, la fiche financière et la fiche d'impact. De même, l'avis du Conseil supérieur concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (daté au 16 avril 2018) est joint au dossier. Les observations, ainsi que les avis respectifs du conseil communal de Mamer (daté au 3 juin 2019) et de Kehlen (daté au 10 mai 2019) ont été transmis à la suite de l'enquête publique réalisée dans les deux communes.

Le texte de l'avant-projet de règlement grand-ducal ci-joint, ainsi que la délimitation de la zone protégée ont été adaptés à la suite de l'enquête publique, tout en se basant sur les propositions de l'avis de l'Administration de la nature et des forêts (daté au 27 octobre 2020).

A la suite de l'enquête publique et prenant en considération les remarques pertinentes du public et des deux communes concernées, le projet de règlement grand-ducal a été approuvé par le Gouvernement en conseil en sa séance du 25 novembre 2020 et sera introduit dans la procédure réglementaire.

Le dossier incluant le projet de règlement grand-ducal sous objet est soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34, 35 et 37 à 45 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu l'avis émis par les conseils communaux des communes de Mamer et de Kehlen après enquête publique ;

Vu l'avis de la Chambre d'agriculture ;

Les avis ... [*Chambre des métiers et Chambre de commerce à demander*] ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national, la réserve naturelle « Engelsratt / Werwelslach », sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen, chevauchant en partie la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » référencée sous le code LU0001018.

Art. 2. La zone protégée d'intérêt national « Engelsratt / Werwelslach » d'une étendue totale de 152,18 hectares, se compose de deux parties :

1° la partie A, d'une étendue de 99,16 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la commune de Mamer, section A de Mamer-Nord et section E de Capellen, et de la commune de Kehlen, section A de Kehlen et section B d'Olm, sous les numéros :

a) Commune de Mamer, section A de Mamer-Nord :

1, 2/1825, 2/3335, 3/1826, 4/1827, 4/1828, 19, 22, 23, 24/131, 24/132, 24/670, 24/671, 24/672, 25, 27/1235, 29/1239, 29/1240, 29/2465, 30, 37, 38/1933, 38/1934, 48/4608, 48/4609, 49/4611, 51/2727, 51/2760, 55/2729, 57/2863 partie, 58 partie, 60, 61, 62,

63/1550, 63/1551, 89/1836 partie, 89/1837, 90/1287, 90/1288, 90/1289, 90/1290, 91/1379, 92/1380 partie, 115, 116/1409, 117/1410, 117/1411, 117/1907, 118/1469, 118/2736, 118/2737, 118/2963, 118/2964, 120/2738, 120/2739, 121, 122, 123/4192, 124/172, 126/2827, 126/2828, 126/3338, 127/2740, 127/2741, 170/2458, 173/4193, 234/1997 partie, 235/1114, 239/2493, 240/2556, 241, 242, 243, 244, 245/3340, 246, 247/1493, 248 partie, 393/2847, 394/2038, 394/846, 394/847, 395/1583, 395/1584, 396/1250, 396/1251, 397/1794, 397/2497, 398/1199, 398/1200, 398/673, 400/2498, 401, 402, 404/1904, 404/1905, 405/1612, 405/1613, 409/4194 partie, 410/4195 partie ;

b) Commune de Mamer, section E de Capellen :

1, 2, 7/78, 8 partie, 21/792 partie, 45/79, 77/657 ;

c) Commune de Kehlen, section A de Kehlen :

2765/2319 partie, 2765/2320, 2765/5234, 2772/5235 ;

d) Commune de Kehlen, section B d'Olm :

203, 217/367, 217/368, 204/1419, 205 ;

2° la partie B, d'une étendue de 53,02 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la commune de Mamer, section A de Mamer-Nord et section E de Capellen, sous les numéros :

a) Commune de Mamer, section A de Mamer-Nord :

18/1574 partie, 18/1575 partie, 18/2989, 20/1878, 20/2722, 28/1236, 28/1237, 28/1238, 28/2, 31, 32/2517, 33, 34, 35/508, 35/509, 36/2604, 38/425, 39/426, 39/427, 39/428, 40/1195, 40/1196, 41, 42, 43/2518, 45, 46/2605, 46/2606, 47, 47/2, 47/3, 47/795, 48/1935, 49/1768, 50, 56/2723, 56/2724, 57/2863 partie, 57/2864, 58 partie, 59, 64, 64/2, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73/4614, 73/4615, 76/2399 partie, 77/4620 partie, 77/4622 partie, 78/801, 78/968, 79/2607, 81/1770, 81/1771, 81/2562, 81/3, 82/1577, 83/2684, 83/2685, 84/1830, 85/1831, 86/1832, 86/1833, 87/1880, 87/2466, 87/2467, 88, 89/1836 partie, 92/1380, 92/1881, 92/1983, 92/677, 94/1984, 94/1985, 95/1986, 98, 99, 100, 101/2886, 103/2887, 104, 104/2, 105/163, 105/164, 106/1990, 107/1991, 108/1992, 108/1993, 109/1214, 109/1215, 110, 111/1994, 113/709, 114/1995, 114/3336, 114/3337, 191/2400, 192, 193/1293, 193/2468, 193/2469, 193/3, 194, 195, 196 partie, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224/1777, 225/1778, 226, 227, 228, 229, 230/1996, 230/3339, 231, 234/1997 partie, 236/1998, 236/1999, 237/2000, 248 partie, 249, 249/2, 250/2001, 250/2002, 250/2003, 250/830, 251/1937, 252/831, 254, 256, 257/1273, 257/1274, 257/2004, 257/2005, 257/2006, 257/2007, 257/2008, 258/2608, 258/2609, 259/2610, 260/2611, 260/2612, 266 partie, 267/1691 partie, 268/832, 269/1295, 269/1296, 269/1297, 269/1580, 270/3341, 272/1581, 272/1582, 275, 276, 278, 279, 280, 376/2009, 379/2890, 385/2891, 386/2892, 386/2893, 389/2021, 390/743, 391/2, 391/438, 392/2023, 392/2024, 393/2846 ;

b) Commune de Mamer, section E de Capellen :

42/795 partie, 73/663, 74/128, 76/130, 76/131.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée d'intérêt national est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Sont interdits dans l'intégralité de la zone protégée, partie A et partie B :

- 1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;
- 2° le dépôt de déchets ;
- 3° les travaux susceptibles de modifier le régime hydrique ou dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées, la dégradation, la destruction ou la pollution des sources ;
- 4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations légères d'affût de chasse et de ruches apicoles ; en outre, cette interdiction ne s'applique pas :
 - a) à la mise en place de miradors ;
 - b) aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des constructions existantes ;
 - c) aux abris légers nécessaires à l'exploitation agricole ou apicole de la zone protégée, dans la seule partie B.

Les exceptions visées sous les points a) à c) restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, désigné ci-après comme « le ministre » ;

- 5° le changement d'affectation des chemins communaux, ruraux ou forestiers, ou des pistes cyclables ;
- 6° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, sauf dans les chemins consolidés existants ; les interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes restent soumises à autorisation préalable du ministre ;
- 7° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- 8° toute coupe rase en forêt feuillue sur des surfaces dépassant 0,3 hectare ;
- 9° toute coupe rase de peuplements de résineux dépassant 0,5 hectare ;
- 10° la perturbation, la capture ou la mise à mort d'animaux appartenant à la faune sauvage indigène, à l'exception de ceux considérés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;
- 11° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies munies d'un revêtement à base de macadam, d'asphalte ou de béton ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
- 12° l'usage d'avions, drones ou autres engins télécommandés ;
- 13° la circulation à vélo et à cheval en dehors des chemins existants, sauf dans le cadre de l'exploitation forestière réalisée avec des chevaux de traits ;
- 14° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi précitée du 18 juillet 2018, ou encore à une distance inférieure à 10 mètres à partir de la crête des berges des cours d'eau permanents ou temporaires ;

- 15° le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux, le retournement ou le réensemencement.

Art. 4. Sont en outre interdits dans la seule partie A de la zone protégée :

- 1° le dépôt de matériaux, à l'exception des grumes sur les lieux d'entreposage ;
- 2° le drainage et l'entretien de drainage ;
- 3° la circulation à pied en dehors des chemins existants ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
- 4° la circulation avec chien non tenu en laisse, sans préjudice de l'exercice de la chasse ;
- 5° la circulation surfacique avec des engins motorisés dans le contexte de l'exploitation forestière, à l'exception de la circulation des engins sylvicoles sur les chemins existants ou sur des layons de débardage distancés les uns des autres de 40 mètres au minimum ;
- 6° l'appâtage du gibier sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi précitée du 18 juillet 2018 ;
- 7° l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages et de parties de ces plantes appartenant à la flore indigène, sans préjudice de l'exploitation agricole, ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée ;
- 8° le sursemis des prairies et pâtures permanentes ;
- 9° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage ;
- 10° la transformation de peuplements de feuillus en peuplements de résineux ou l'augmentation du taux de recouvrement de résineux dans la strate arborée des peuplements de feuillus, ainsi que la plantation de résineux ou d'autres essences allochtones.

Art. 5. Au sein de la partie A, une partie des forêts soumises au régime forestier sera gérée comme réserve forestière intégrale avec une surface minimale de 30 ha. Un plan de gestion spécifique de la réserve naturelle « Engelsratt / Werwelslach » ou le plan de gestion de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » déterminera l'emplacement de la partie réserve forestière intégrale.

Art. 6. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures prises :

- 1° dans l'intérêt de la conservation, la gestion et la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national ;
- 2° dans le cadre de la réalisation du réseau cyclable national conformément à la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;
- 3° dans l'intérêt de la recherche archéologique, de la conservation et restauration du patrimoine historique et culturel dans la zone protégée d'intérêt national.

Toutes ces mesures visées sous 1° à 3° restent toutefois soumises à autorisation préalable du ministre.

Art. 7. Notre ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et notre ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché du Luxembourg.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Le Ministre des Finances

Exposé des motifs

concernant le projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen

Le présent projet de règlement grand-ducal vise de classer la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen, située entre les localités de Capellen et d'Olm et Kehlen, en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, conformément aux articles 2 et 38 à 45 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature. A cet effet, un dossier de classement a été établi qui sera la base de la procédure de classement prévue par la loi.

Le classement de la zone protégée « Engelsratt / Werwelslach » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de protection de la nature telle que fixée par le « Plan National pour la Protection de la Nature », approuvé en date du 13 janvier 2017 par le Conseil de Gouvernement.

Outre sa valeur écologique pour des biotopes et espèces protégées au niveau national, la future réserve naturelle est à considérer comme une des zones noyau à haute valeur biologique de la zone Natura2000 « LU0001018 – Vallée de la Mamer et de l'Eisch » qui a été désignée dans le cadre de la mise en œuvre de la « Directive Habitats » (92/43/CEE). Ainsi, le classement du site « Engelsratt / Werwelslach » est également à considérer en tant que mesure réglementaire pour la mise en œuvre du réseau Natura2000 en vertu des articles 34 à 37 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et comme telle sera grevée de servitudes et de charges prévues par l'article 42 de la même loi.

La future zone protégée « Engelsratt / Werwelslach » est constitué d'un complexe paysager de biotopes et d'habitats de haute qualité : elle comprend une vaste forêt de chênaie-charmaies exceptionnellement bien structurée et une zone humide adjacente de prairies maigres de fauche riches en espèces, de prairies humides, d'eaux stagnantes, ainsi que de prairies à Molinie très rares au Luxembourg. La zone protégée comprend également des terres agricoles qui constituent un habitat pour plusieurs espèces d'oiseaux protégées au niveau national et européen : p.e. la Pie-grièche écorcheur et les deux espèces de milans. Les chênaies-charmaies abritent plusieurs espèces de chauves-souris dont notamment le Murin de Bechstein.

Hors, la diversité biologique, la zone est également fort appréciée par la population locale pour sa valeur récréative. Nombreux sont les promeneurs qui recherchent recueil ou les sportifs qui s'y exercent. La zone est traversée par plusieurs sentiers et chemins à ces effets.

Notamment la partie A de cette zone, notamment les chênaies-charmaies ainsi que les biotopes et habitats des milieux ouverts sont gérés depuis plusieurs années par l'Administration de la nature et des forêts, respectivement la station biologique Sicona selon un plan de gestion visant le maintien de l'état de conservation favorable desdites zones. La haute valeur écologique demeure dans la conservation de la mosaïque paysagère des différents types de biotopes.

La plus-value de la désignation en tant que zone protégée réside dans la réglementation voire l'interdiction de certaines pressions exercées sur la réserve. A titre d'exemple, l'obligation de rester sur les nombreux chemins balisés permet de diriger les visiteurs à travers l'entièreté de la réserve, tout en préservant des zones de tranquillité pour la diversité biologique.

De plus amples informations quant à la valeur écologique de la zone « Engelsratt / Werwelslach » figurent dans le dossier de classement ci-joint.

Commentaires des articles

Ad article 1^{er} : Cet article formule l'objectif du présent règlement grand-ducal qui est la désignation d'une zone appelée « Engelsratt / Werwelslach » en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il précise la situation géographique de la zone en précisant les communes concernées. En plus, cet article indique que la zone sous question se chevauche en partie avec une zone protégée d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter en tant que mesure réglementaire de ladite zone d'intérêt communautaire.

Ad article 2 : Cet article indique la surface en hectares de la réserve naturelle proposée, liste les numéros des parcelles cadastrales visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national et énonce que la zone est constituée de deux parties, l'une nommée partie A, l'autre partie B. Il précise que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle ne portent pas de numéro cadastral, cependant sont également visées par la désignation de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la réserve naturelle est précisée sur base d'un plan topographique annexé au règlement grand-ducal.

Ad article 3 : L'article 3 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants de la totalité de la zone, les parties A et B.

Ad 1^{er} à 3^e point : ces trois points interdisent les différents types d'activités de mouvement de sol et de sous-sol, de dépôt ou d'enlèvement de matériaux ou encore d'utilisation des eaux ou de changement du régime hydrique impactant ou risquant d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage.

Ad 4^e point : il interdit la mise en place de différentes constructions qui impactent ou risquent d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes, habitats d'espèces et espèces, ainsi que la beauté du paysage, hormis les légers affûts de chasse et des ruches apicoles. L'article prévoit des exceptions pour la mise en place de miradors ou les interventions relatives à l'entretien ou au renouvellement des constructions existantes. L'article prévoit également l'exception des installations pour des abris légers pour l'exploitation agricole ou apicole de la zone, cependant uniquement pour la partie B de la zone. Ces exceptions restent cependant soumises à autorisation du ministre.

Ad 5^e point : ce point interdit tout changement d'affectation des chemins communaux, ruraux ou forestiers, ou encore des pistes cyclables.

Ad 6^e point : à l'instar du 4^e point, ce point interdit l'installation de moyens de transport ou de communication, tout en prévoyant une exception pour les installations déjà existantes, ainsi que les installations desdits moyens dans le gabarit des chemins consolidés existants. Ces exceptions restent cependant soumises à autorisation du ministre.

Ad 7^e point : il interdit le changement d'affectation des sols tout en précisant que la destruction, dégradation ou réduction de fonds présentant des biotopes en vertu de ladite loi est interdite.

Ad 8^e et 9^e points : il régleme l'exploitation forestière en précisant différents seuils maximaux pour les coupes rases et en interdisant la plantation de résineux ou d'essences allochtones qui risqueraient d'impacter ou dégrader les différents habitats ouverts ou forestiers.

Ad 10^e point : il interdit toute perturbation, capture - temporaire ou définitive - ou destruction de tout animal indigène dans la réserve naturelle.

Ad 11^e à 13^e points : ces points régleme différents types de circulation dans la zone ou l'usage de différents engins qui impacterait ou risquerait d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes ou habitats d'espèces ou qui risqueraient de perturber plus précisément la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et les ayants droit.

Ad 14^e point : il interdit l'utilisation de différentes substances nocives sur les biotopes et les habitats visés par ledit article 17.

Ad 15^e point : il régleme l'exploitation agricole en interdisant le renouvellement des prairies permanentes par labourage des prairies permanentes (habitats des espèces protégées), même temporaire, ou par emploi d'herbicides totaux.

Ad article 4 : L'article 4 liste les différentes servitudes grevées aux fonds et interdictions imposées aux propriétaires et exploitants uniquement dans la partie A de la zone.

Ad 1^e point : supplémentaement aux points 1^o et 2^o de l'article 3, ce point interdit le dépôt de matériaux dans la partie A de la zone, à l'exception de certains dépôts temporaires nécessaires à l'exploitation forestière.

Ad 2^e point : supplémentaement au point 3^o de l'article 3, ce point interdit tout drainage et entretien de drainage dans la partie A de la zone.

Ad 3^e point : supplémentaement aux points 11^o à 14^o de l'article 3 qui régleme la circulation, ce point régleme également la circulation à pied dans la partie A de la zone. A l'instar des points 11^o à 14^o de l'article 3, des exceptions sont exprimées pour les propriétaires et les ayants droit.

Ad 4^e point : supplémentaement aux points 11^o à 14^o de l'article 3 qui régleme la circulation, ce point impose que les chiens soient tenus en laisse dans la partie A de la zone, à l'exception dans le cadre de l'exercice de la chasse.

Ad 5^e point : supplémentaement aux points 11^o à 14^o de l'article 3 qui régleme la circulation, ce point précise différentes interdictions relatives l'exploitation forestière.

Ad 6^e point : l'exercice de la chasse restant permis dans la zone, ce tiret régleme la chasse en interdisant l'appâtage du gibier sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de ladite loi du 18 juillet 2018, uniquement dans la partie A de la zone. L'appâtage consiste dans l'apport

d'une alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché.

Ad 7^e point : il interdit toute atteinte aux plantes sauvages de la partie A de la zone, hormis dans le cadre de l'exploitation forestière et agricole ou des travaux à réaliser pour garantir la sécurité publique. Afin de pouvoir respecter la conditionnalité dans le cadre de l'exploitation agricole, la lutte mécanique ou thermique des adventices reste autorisée.

Ad 8^e point : il interdit le semis d'espèces d'herbes compétitives et concurrentielles dans la partie A de la zone, impactant d'autres espèces rares de la flore.

Ad 9^e point : supplémentaires au point 15° de l'article 3, ce point interdit toute utilisation de différentes substances nocives pour les biotopes, les habitats d'espèces et les espèces dans la partie A de la zone. La fertilisation et le chaulage risquent d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides tuent les rongeurs et posent indirectement un risque pour les rapaces qui mangent les rongeurs empoisonnés et les fongicides sont connus d'impacter indirectement différentes espèces d'insectes.

Ad 10^e point : il régit l'exploitation forestière dans la partie A de la zone en interdisant la transformation de forêts feuillues en forêts résineuses, l'accroissement du taux de résineux des boisements feuillus, ou encore la plantation de résineux ou d'autres essences allochtones qui risqueraient d'impacter ou dégrader les différents habitats forestiers.

Ad. article 5 : Cet article prévoit l'installation d'une ou plusieurs zones au sein de la partie A où toute exploitation forestière est supprimée. Les emplacements exacts de ces zones sans exploitations seront déterminés par plan de gestion, soit spécifique à la zone protégée d'intérêt national, soit par le plan de gestion de la zone spéciale de conservation « Vallée de la Mamer et de l'Eisch ».

Ad. article 6 : Cet article prévoit la possibilité de déroger aux servitudes, interdictions et réglementations disposées par les articles 3 et 4 s'il s'agit de mesures de conservation, de gestion ou de promotion pédagogique prises dans l'intérêt de la zone, de mesures prises dans le cadre de la construction de pistes cyclables nationales ou de raccordements vers ce réseau ou de mesures de conservation du patrimoine historique et culturel de la zone. Ces activités restent soumises à autorisation.

Ad. article 7 : Cet article comporte la formule exécutoire.

FICHE FINANCIERE

Intitulé du projet : Avant-projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen.

Ministère initiateur : Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Suivi du projet par: Monsieur Gilles Biver

Tél: 2478-6834

Courriel: gilles.biver@mev.etat.lu

En complément à la note, à l'exposé des motifs et au dossier de classement, il convient de relever que les interdictions et réglementations prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal n'impliqueront, en ce qui concerne les mesures de gestion proprement dites, la mise à disposition que de faibles moyens financiers.

Les mesures de conservation et de gestion courantes et déjà existantes - instaurées dans le cadre de la mise-en-œuvre de la gestion d'une zone Natura2000 - se focalisent surtout sur la gestion, voire la restauration des habitats qui sont à l'origine de la déclaration de cette zone protégée, précisément les chênaies, ainsi que les prairies humides, maigres ou mésophiles.

Les dépenses relatives à la désignation proprement dite de la zone protégée d'intérêt national seront imputées sur les crédits ordinaires de l'Administration de la nature et des forêts, et sont estimées comme suit :

- 1) suivi scientifique : 3.000 €/an,
- 2) sensibilisation du publique (panneaux) : 3.000 € (montant unique).

Conseil supérieur pour la Protection de la Nature

[Extrait du] Rapport de la réunion du 16 avril 2018

Présents :

M. Tom Conzemius
M. Gilles Biver
M. Jan Herr
M. Pascal Pelt
M. Ben Geib
M. Roger Schauls
M. Guy Colling
Mme Nora Elvinger
M. Winfried van Loë (invité Privatbësch)
M. Michel Dostert (invité Privatbësch)
M. Dierk Fabian (invité bureau d'études Zeyen-Baumann)
M. Jean-Claude Kieffer (invité bureau d'études efor-ersa)
M. Mike Reckel (invité MDDI)

Excusés :

Mme Nora Welschbillig
M. Jean-Claude Kirpach
M. Mikis Bastian
M. Jean-Paul Lickes
M. Hubert de Schorlemer
M. Marc Weyland

[...]

3. Zone protégée d'intérêt national « Engelsratt/Werwelslach » (présentation par M. Dierk Fabian)

La déclaration de la zone « Engelsratt/Werwelslach » s'inscrit pleinement dans la politique nationale en matière de la protection de la nature telle que fixée par le « Plan National pour la Protection de la Nature ». Elle y figure dans l'annexe E « Les zones d'intérêt national » sous le numéro ZPIN 18.

La valeur écologique de la future zone protégée réside dans la présence des vieux types d'habitats naturels forestiers, ainsi que des prairies à Molinie aux milieux ouverts, représentant des habitats d'espèces remarquables, rares ou menacées de la faune et de la flore. Le territoire a été subdivisé en zone très prioritaire A et zone prioritaire B. De plus amples informations de la zone ont été exposées, respectivement figurent dans le dossier de classement.

La population très élevée du gibier constitue une des plus fortes pressions pour la conservation du site. Ainsi, le CSPN suggère à l'Administration de la nature et des forêts d'envisager des chasses administratives.

Remarques concernant l'avant-projet du règlement grand-ducal :

Plusieurs membres du CSPN ne sont pas d'accord par rapport au point 4 c) de l'article 3, relatif à l'élargissement ou au redressement de la voirie publique existante, de l'avant-projet du règlement grand-ducal et ont proposé de le supprimer ; Monsieur Pascal Pelt s'abstient de cette opinion.

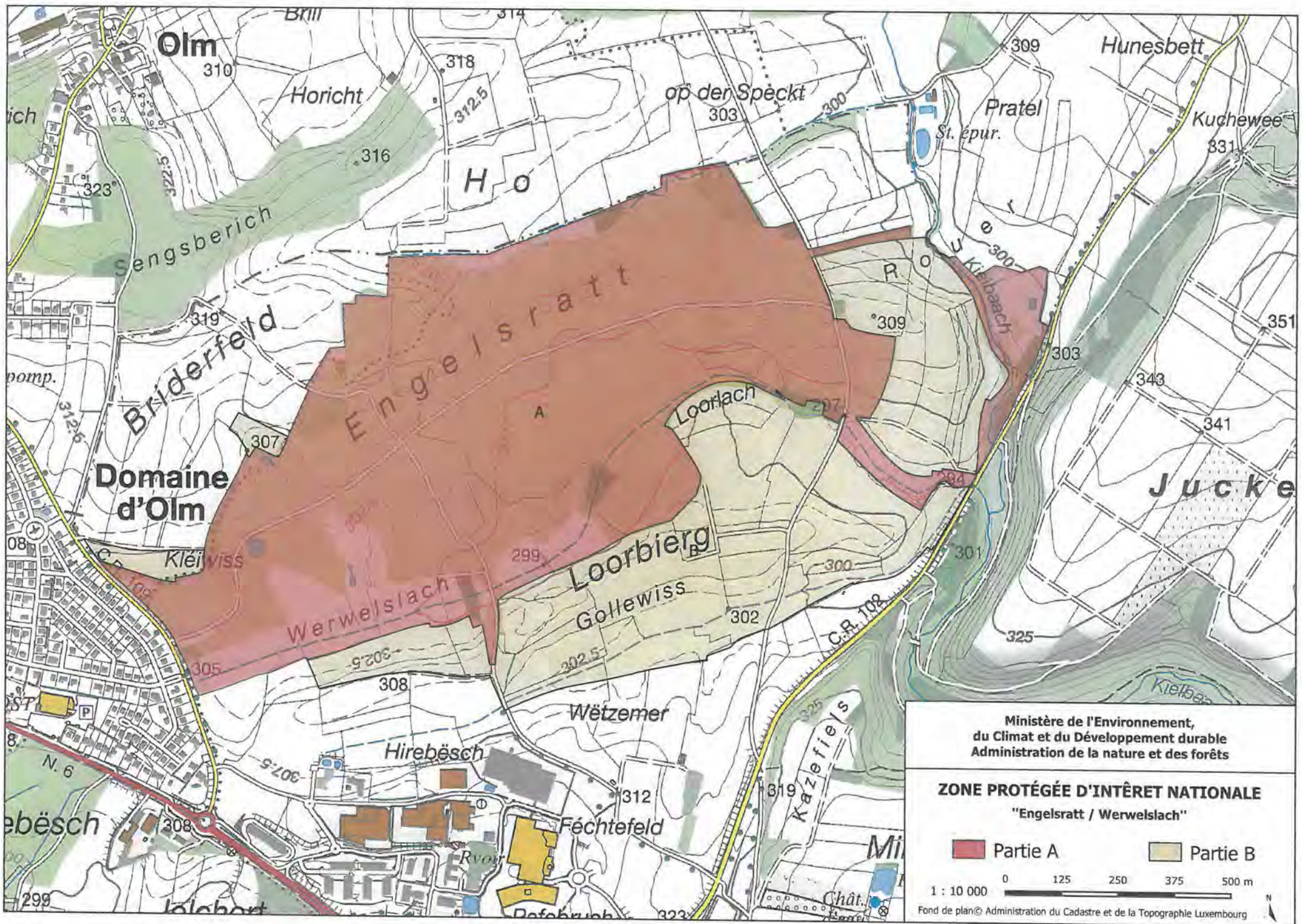
Le CSPN votait unanimement de supprimer le point 11 de l'article 3 concernant l'interdiction de la divagation d'animaux domestiques, étant donné qu'aucun contrôle sur les chats errants p.ex. ne serait possible.

Le CSPN attire également l'attention sur le fait que l'usage d'avions, drones ou autres engins télécommandés (point 13 de l'article 3) peut être accordé dans certains cas sous condition de disposer d'une autorisation de l'administration de la navigation aérienne.

Le CSPN a remarqué qu'il existe un problème de communication et de définition de la notion « Kirrungen (appâtage) » et conseille de l'adapter par celle proposée de la chambre d'agriculture : (interdiction de) l'appâtage au niveau des biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Ces remarques faites, le CSPN avise favorablement le dossier et les documents relatifs à l'avant-projet de la zone protégée d'intérêt national « Engelsratt/Werwelslach »

[...]



Dossier de classement

2018

Réserve Naturelle

« Engelsratt / Werwelslach »

ZPIN18



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

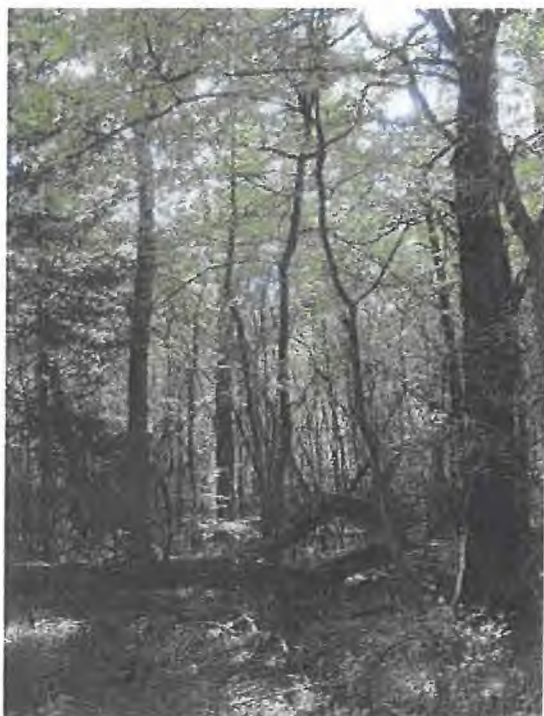
Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement

2018

Zone de protection d'intérêt national sous forme de réserve Naturelle

« Engelsratt / Werwelslach » - ZPIN 18



Dossier de classement

„Engelsratt / Werwelslach“

Koordination :

Ministère du Développement durable et des Infrastructures

Département de l'Environnement

Gilles Biver

gilles.biver@mev.etat.lu

Bearbeitung:

Dierk Fabian



Zeyen+Baumann sàrl T: +352 33 02 04

9, rue de Steinsel F: +352 33 28 86

L-7254 Bereldange

www.zeyenbaumann.lu

Fertigstellung des Dossiers: 6. Juli 2018

INHALTSVERZEICHNIS

1	Einleitung	1
2	Kenndaten des Gebietes	2
2.1	Lage und Beschreibung des Gebietes	2
2.2	Flächengröße und administrativer Status	4
3	Abiotische Grundlagen	6
3.1	Topographie	6
3.2	Geologie	6
3.3	Böden	6
3.4	Hydrographie	10
3.5	Klima	10
3.6	Historische Entwicklung	10
4	Vegetation und Fauna des Schutzgebietes	13
4.1	Biotoptypen und Flora	13
4.2	Fauna	26
4.3	Vorbelastungen und Beeinträchtigungen	34
5	Vorschläge für Schutz-, Pflege- und Entwicklungsmaßnahmen	35

Kartenverzeichnis

Karte 1	Lageplan	5
Karte 2	Reliefstrukturen	8
Karte 3	Bodentypen	9
Karte 4	Historische Landnutzung / Ferraris-Karte	12
Karte 5	Übersichtsplan geschützter Biotoptypen	25
Karte 6	Übersichtsplan der Vorkommen geschützter Tierarten	33
Karte 7	Ziele und Maßnahmenvorschläge	37

Anhang

Liste der Katasterparzellen im Naturschutzgebiet

1 Einleitung

Das geplante Naturschutzgebiet Engelsratt / Werwelslach umfasst einen hochwertigen Biotop- und Landschaftskomplex feuchter Standorte mit einem ausgedehnten, außergewöhnlich gut strukturierten alten Eichen-Hainbuchen-Wald und einem angrenzenden Biotopkomplex aus artenreichen Mähwiesen, Feuchtwiesen, Stillgewässern und den in Luxemburg nur noch sehr selten vorkommenden Pfeifengraswiesen. Das Schutzgebiet schließt darüber hinaus den innerhalb der landwirtschaftlich genutzten Flächen liegenden Lebensraum von mehreren national und auf europäischer Ebene geschützten Vogelarten und das Gewässernetz des Gebietes ein. Hier kommen unter anderem Neuntöter, Braunkehlchen und die beiden Milanarten vor.

Ein erstes Ausweisungsdokument wurde im Jahr 2002 für das wesentlich größere, bis nach Mersch reichende Schutzgebiet „Mamertal“ ausgearbeitet, welches damals auch die Bereiche Werwelslach und Engelsratt umfasste und im Jahr 2012/2013 in die Ausweisungsprozedur gegeben wurde. Das vorliegende Dossier stellt die überarbeitete und aktualisierte Grundlage zur Ausweisung des Gebietes nach Art. 39-45 des Naturschutzgesetzes dar.

Im neuen Ausweisungsdossier wird das Naturschutzgebiet „Engelsratt / Werwelslach“ vom Natur- und Landschaftsschutzgebiet „Mamerdall“ abgetrennt und einem eigenen Ausweisungsverfahren unterzogen. Dies ermöglicht eine auf die spezifische Situation angepasste Definition der Schutz- und Entwicklungsziele für die beiden Gebiete, die sich in ihren standörtlichen Voraussetzungen und der Ausprägung ihrer typischen Biotoptypen deutlich voneinander unterscheiden.

Ziel der Neubearbeitung war auch eine Integration der inzwischen vorliegenden Grundlagendaten in die Schutzgebietsabgrenzung, insbesondere des Biotopkatasters, der Kartierung der Waldtypen und des Schutzgebietssystems Natura-2000, sowie zwischenzeitlich angedachter und realisierter durchgezogenen öffentliche Projekte.



Abb. 1 Blick vom Waldrand Engelsratt nach Süden auf die Zond d'activités Capellen



Abb. 2 Charakteristisches Landschaftsbild im westlichen Teil des Gebietes

2 Kenndaten des Gebietes

2.1 Lage und Beschreibung des Gebietes

Das geplante Naturschutzgebiet liegt im nördlichen Teil der Gemeinde Mamer und wird derzeit land- und forstwirtschaftlich genutzt. Die äußeren Grenzen des Gebietes bilden im Westen das Wohngebiet „Domaine d'Olm“ bzw. der C.R. 109; nach Süden der „Parc d'activités Capellen“ an der Autobahn A 6; im Osten der C. R. 102 und nach Norden die Gemeindegrenze zwischen Mamer und Kehlen.

Das Schutzgebiet umfasst eine Fläche von 181,93 ha. Seine Ausdehnung beträgt von Westen nach Osten ca. 2 km und von Süden nach Norden ca. 1,1 km; jeweils an der breitesten Stelle gemessen.

In der „Naturräumlichen Gliederung Luxemburgs“ (*Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture & Administration des Eaux et Forêts 1995*) liegt das geplante Naturschutzgebiet an der Grenze der beiden Wuchsbezirke „Eisch-Mamer-Gutland“ und „Südliches Gutland“.

Beide Wuchsbezirke liegen hier im Bereich toniger Mergelgesteine des Lias und weisen nahezu identische Standortbedingungen auf. Dementsprechend sind auf den schweren bis mittelschweren, feuchten bis stark vernässten Böden in den Geländesenken frische bis feuchte Waldtypen und Feuchtbiotope ausgebildet. Die Landnutzungen verteilen sich zu 45,5 % auf Wald und Gebüsch, zu 7,3 % auf Feucht- und Extensivgrünland und zu 47,2 % auf Dauergrünland, Äcker und das Feldwegesnetz.

Die auf der Grundlage der Waldkartierung (ANF 2017) und der Biotoptypenkartierung (OBS 2016) ermittelten Landnutzungen nehmen innerhalb des Schutzgebietes die folgenden Flächenanteile ein:

Biotop- bzw. Nutzungstyp	Fläche in ha	Anteil in %
Stieleichen-Hainbuchenwald	53,44	29,54 %
Waldmeister-Buchenwald	21,33	11,71 %
Sonstiger / junger Laubwald	5,29	2,90 %
Nicht standortheimischer Laubwald	0,25	0,13 %
Nadelforst	0,80	0,44 %
Kahlschlag Nadelforst	0,98	0,54 %
Gebüsch / Vorwald feuchter Standorte	0,47	0,26 %
Gebüsch / Vorwald mittlerer Standorte	1,23	0,68 %
Feuchtwiese	3,88	2,12 %
Pfeifengraswiese	1,27	0,70 %
Artenreiche Mähwiese	2,73	1,50 %
Großseggenried	0,26	0,13 %
Röhricht	1,38	0,76 %
Stillgewässer im Offenland*	0,11	0,06 %
Mardellen im Wald*	0,12	0,06 %
Naturnaher Bachlauf	0,35	0,18 %
Feuchte Hochstaudenflur	0,05	0,03 %
Dauergrünland	65,92	36,14 %
Acker	21,33	11,71 %
Wege und Straßen	0,74	0,41 %
Gesamt	181,93	100 %

** Im Engelsratt sind weitere Mardellen vorhanden, die nicht einzeln auskartiert wurden. Diese sind in die Biotoptypen Stieleichen-Hainbuchen-Wald und Waldmeister-Buchenwald integriert*

2.2 Flächengröße und administrativer Status

Die Abgrenzung des Schutzgebietes wurde auf der Basis aktueller Katasterpläne durchgeführt (PCN 2017). Eine Liste der einbezogenen Parzellen ist dem Anhang zu entnehmen. Das Naturschutzgebiet umfasst Flächen in den folgenden Katastersektionen:

Gemeinde	Katastersektion
Mamer	Mamer-Nord
	Capellen
Kehlen	Olm
	Kehlen

Die Gesamtfläche des zukünftigen Naturschutzgebietes beträgt insgesamt 181,93 ha, von denen 106,75 ha als Zone A und 75,18 ha als Zone B ausgewiesen werden. Die Schutzgebietsfläche verteilt sich wie folgt auf die beiden beteiligten Gemeinden Mamer und Kehlen.

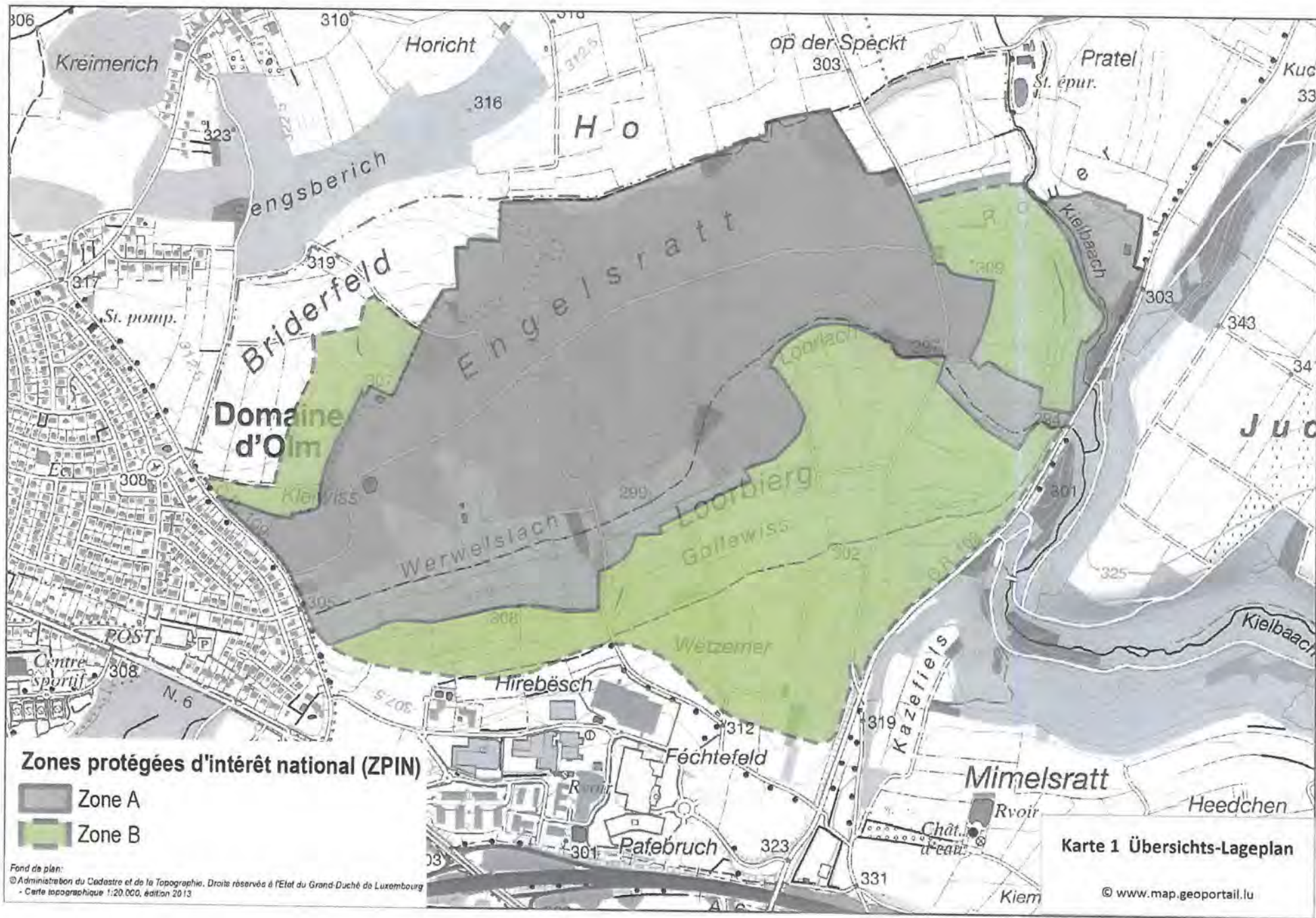
Klassifizierung	Mamer		Kehlen		Gesamt	
	ha	%	ha	%	ha	%
Zone A	101,76	55,92 %	4,99	2,77 %	106,75	58,69 %
Zone B	75,18	41,31 %	0	0	75,18	41,31 %
Gesamt					181,93	100 %

Teile des zukünftigen Schutzgebietes überlagern sich mit dem Natura-2000-Schutzgebiet LU0001018 „Vallée de la Mamer et de l'Eisch“. Das Naturschutzgebiet umfasst mit seiner Zone A den besonders hochwertigen Kernbereich innerhalb des Natura-2000-Gebietes und stellt diese unter besonderen Schutz. Die Ausweisung des Naturschutzgebietes stellt demnach eine reglementarische Maßnahme dar, um auf nationaler Ebene die Ziele und Maßnahmen für das Natura-2000-Schutzgebiet sicher zu stellen.

Die zum Umgebungsschutz des Gewässernetzes, zum Erhalt der Lebensräume gefährdeter Tierarten sowie für den Landschaftsschutz ausgewiesene Zone B umfasst darüber hinausgehend auch einige Flächen außerhalb des Natura-2000-Schutzgebietes.^[A1]

Die Überschneidungsbereiche zwischen EU-Natura-2000-Gebiet und dem zukünftigen Naturschutzgebiet sind in der folgenden Tabelle dargestellt:

EU-Natura-2000- Gebiet	Zone A		Zone B		Gesamt	
	ha	%	ha	%	ha	%
Lage im EU-Schutzgebiet	98,90	54,36 %	21,02	11,55 %	119,92	65,91 %
Lage außerhalb	7,85	4,31 %	54,17	29,78 %	62,01	34,09 %
Gesamt					181,93	100 %



3 Abiotische Grundlagen

3.1 Topographie

Das Naturschutzgebiet weist ein leicht hügeliges Relief mit nur geringen Höhenunterschieden von ca. 10 m auf. Es umfasst die schwach nach Osten geneigte Talmulden des Loorbaches und seiner Seitengewässer in einer Höhenlage zwischen ca. 305 m ü. NN an der westlichen Grenze und ca. 294 m. ü. NN an der östlichen Grenze des Gebietes. Die höchsten Erhebungen des Plangebietes liegen zwischen 307 – 309 m. ü. NN.

3.2 Geologie

Feinkörnige, tonige graue Mergel des Unteren Lias bestimmen den geologischen Untergrund in den beiden naturräumlichen Einheiten des Naturschutzgebietes. Im Osten des Gebietes gibt es Übergänge zu den ebenfalls feinkörnig-tonigen Ablagerungen der Mergel und Kalke von Strassen und zum hier anstehenden Gebiet des Luxemburger Sandstein. Die im Gebiet vorhandenen Gesteinsschichten sind überwiegend von geringer Wasserdurchlässigkeit geprägt.

3.3 Böden

Die Böden im Untersuchungsgebiet werden aufgrund des relativ einheitlichen geologischen Untergrundes maßgeblich vom Relief und der Exposition des Geländes bestimmt.

In den Bachauen und Geländesenken haben sich aus den wasserstauenden Tonen vernässte Gleyböden entwickelt. Aufgrund ihres räumlich begrenzten Vorkommens, der Empfindlichkeit gegenüber Stoffeinträgen aus angrenzenden Landwirtschaftsflächen und der hohen Bedeutung für den Schutz des Grund- und Oberflächenwassers sind diese Böden von sehr hoher Bedeutung im Naturhaushalt und daher schutzbedürftig. Die vernässten Gleyböden sind auch die Standorte der Feuchtgebiete innerhalb des Schutzgebietes mit ihren geschützten Biototypen und Pflanzenarten. Mit ihrem gesamten Verlauf wirken sie sich indirekt auf das Wasserregime und den Nährstoffhaushalt der geschützten Biotypen aus und müssen daher in ihrem gesamten Einzugsgebiet vor Beeinträchtigungen geschützt werden. Die Ausdehnung der vernässten Böden stellt damit ein wesentliches Kriterium zur für den Umgebungsschutz der Biotope und damit zur Abgrenzung des Schutzgebietes dar.

Die besonders schützenswerten Böden innerhalb des Naturschutzgebietes sind in der Bodenkarte 1:25.000 dargestellt und umfassen die folgenden Bodentypen-:

EFp: Tonige, stark bis sehr stark vernässte Böden mit reduziertem Horizont in entlang der Bachläufe

ELp: Tonige, stark bis sehr stark vernässte Böden der Geländesenken und Quellmulden

EDp: Tonige, leicht bis mäßig vernässte Böden an den Rändern der Bachläufe und Geländesenken

Auf den flachen Hängen und Höhenrücken des Untersuchungsgebietes haben sich Braunerden und Parabraunerden frischer bis trockener Standorte entwickelt. Jedoch sind auch die hier vorkommenden tonigen Parabraunerden von einer leichten bis mäßigen Vernässung gekennzeichnet. Dieser Bodentyp bietet die idealen Standortvoraussetzungen für die Ausbildung der sehr gut strukturierten

feuchten Eichen-Hainbuchenwälder des Engelsratt. Außerhalb der Waldflächen wird dieser schwer zu bearbeitende Bodentyp bevorzugt als Wiese und Weideland genutzt. Höher gelegene, besser drainierte Flächen des Bodentyps werden auch als Ackerland genutzt.

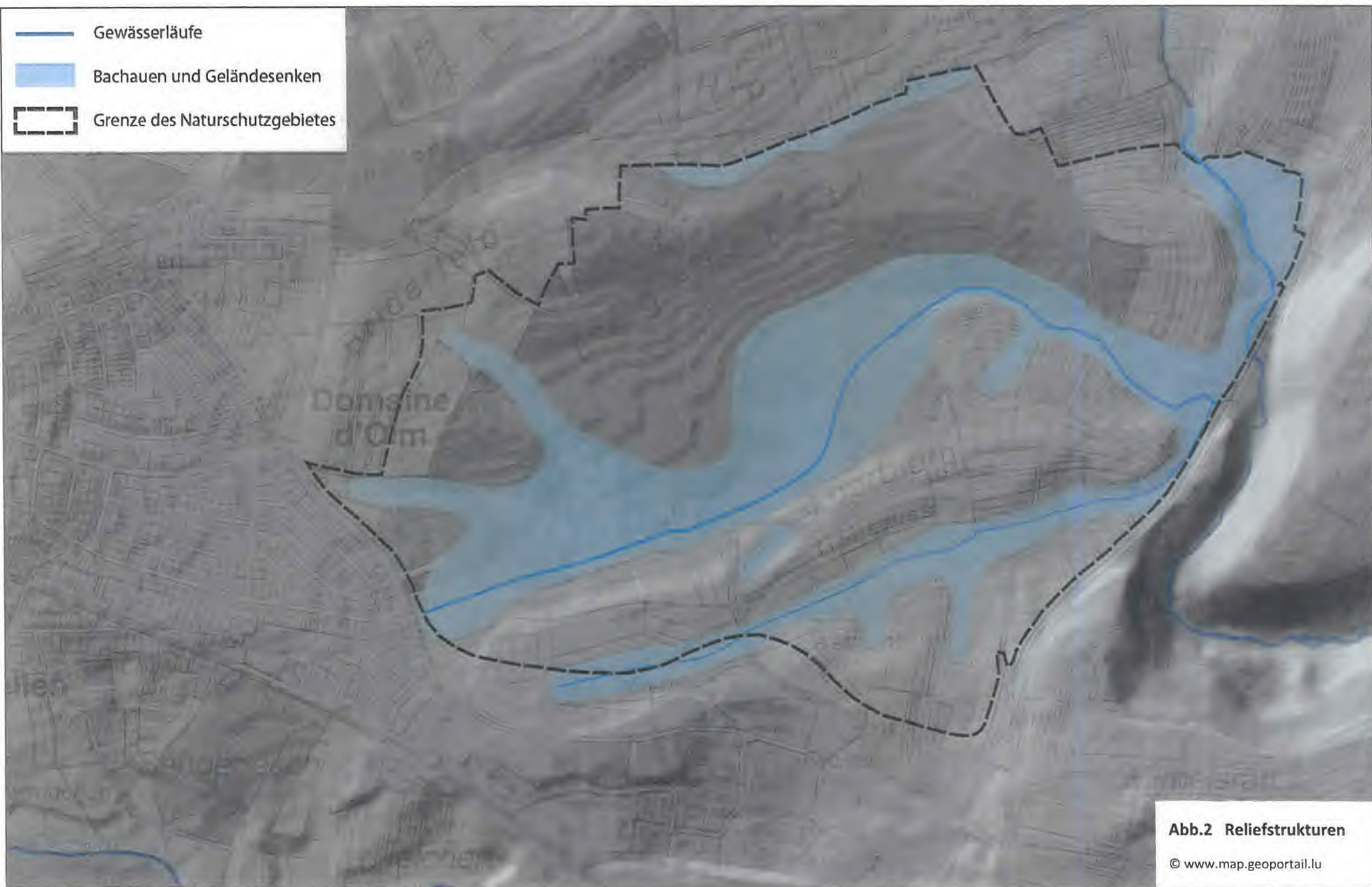
Weitere im Gebiet kleinflächig vorkommende Bodentypen sind nährstoffreiche Parabraunerden aus Lösslehm und sandig-lehmige Braunerden und Parabraunerden, die sich gut für eine landwirtschaftliche Nutzung auch als Ackerland eignen.






Abb. 3
Waldrand des Engelsratt mit vorgelagertem Extensivgrünland und landschaftsprägenden Einzelbäumen im Bereich "Gollewiss"






Abb. 4 Strukturreiche Landschaft im östlichen Teil des Schutzgebietes am Loorbaach



Schutzwürdige, vernässte Böden der Bachtäler und Senken

-  Tonige, stark – sehr stark vernässte Gleyböden mit reduziertem Horizont
-  Tonige, stark – sehr stark vernässte Gleyböden
-  Tonige, leicht- mäßig vernässte Gleyböden

Böden der Talhänge und Plateaus

-  Tonige, leicht- mäßig vernässte Parabraunerden
-  Sandig-lehmige Parabraunerden
-  Parabraunerden aus Lösslehm

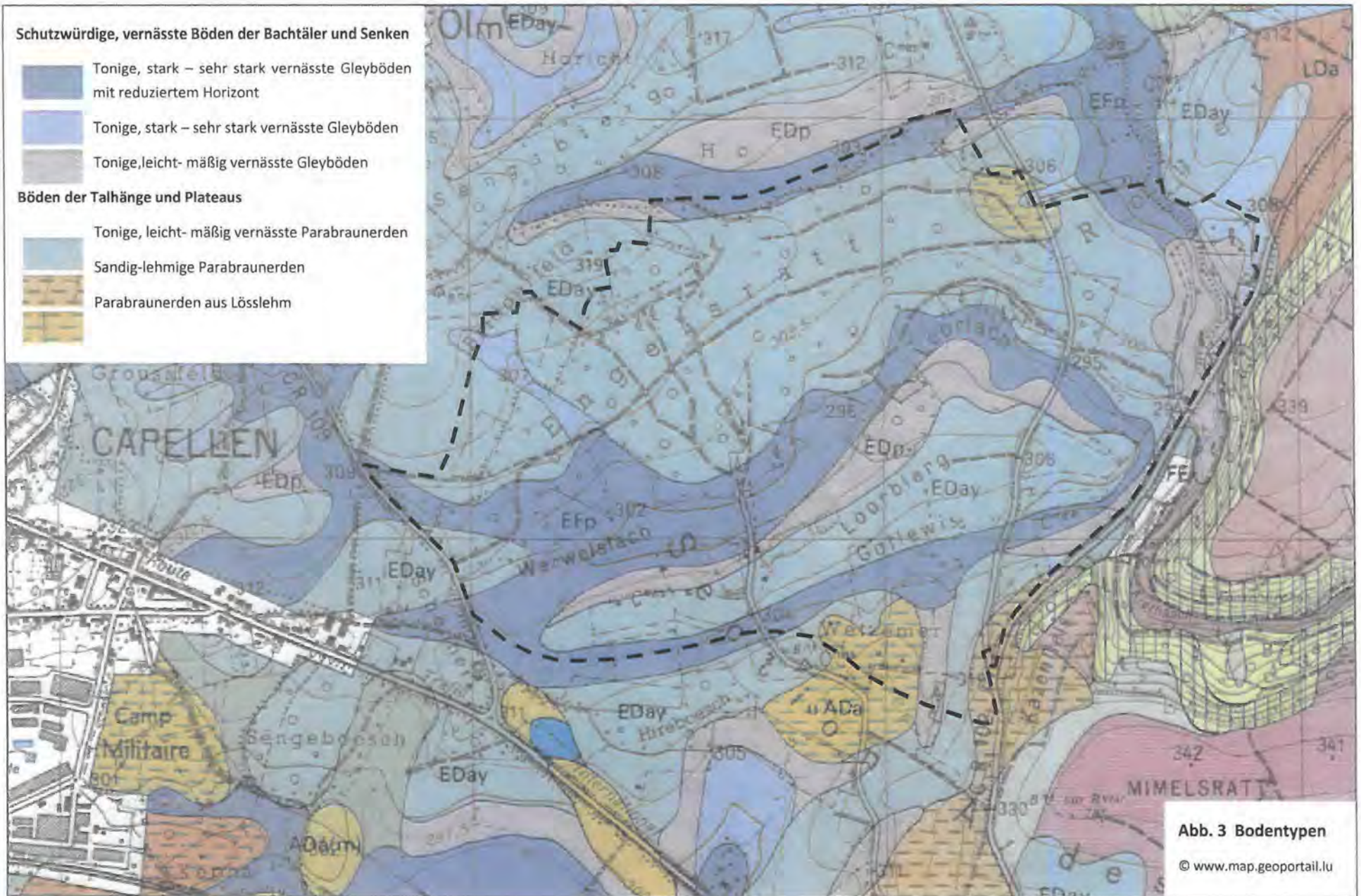


Abb. 3 Bodentypen

© www.map.geoportail.lu

3.4 Hydrographie

Das Untersuchungsgebiet ist ein Teil der Grundwasserlandschaft des Luxemburger Sandstein, der hier jedoch von den wasserstauenden Ablagerungen des Unteren Lias überdeckt wird. Dem entsprechend ist der Wasserhaushalt von einer geringen Versickerungsrate, überwiegend oberflächlichem Abfluss des Niederschlagswassers und einem ausgedehnten Gewässernetz gekennzeichnet.

Aufgrund des geringen Längsgefälles der Bachläufe in Richtung West-Ost haben sich entlang der Gewässerläufe relativ breite Auenbereiche ausgebildet, die von einem hoch anstehenden Grundwasserspiegel und dem Einstau von Oberflächenwasser gekennzeichnet sind. Diese Eigenschaft des Plangebietes ist die Voraussetzung für die Entwicklung der vorhandenen schützenswerten Wald- und Feuchtbiotope von Engelsratt und Werwelslach und an einigen weiteren Stellen des Naturschutzgebietes.

Die durch das Gebiet verlaufenden Gewässer sind als landschaftstypische Wiesenbäche ausgebildet, die nicht oder nur vereinzelt mit Gehölzen bestanden sind. Zu den im Gebiet vorhandenen Ackerflächen sind als Grünland genutzte ausreichende Abstandsflächen vorhanden, so dass die Gewässerstruktur derzeit als günstig bezeichnet werden kann.

Aufgrund des wasserstauenden Untergrundes sind Mardellen im Waldgebiet „Engelsratt“ sowie einige angelegte Stillgewässer im Wiesenbereich des „Werwelslach“ vorhanden. Die Flurbezeichnung „Golleweier“ weist auf eine früher an dieser Stelle vorhandene Wasserfläche hin. Derzeit wird die Fläche als Grünland genutzt und weist nur stellenweise leichte Vernässungen des Bodens auf.

3.5 Klima

Das Untersuchungsgebiet gehört mit seinen Höhen um 294 m. ü. NN bis 309 m. ü. NN der kollinen Höhenstufe an, die durch ein mildes, gemäßigttes Klima und mittlere Niederschlagsmengen gekennzeichnet ist. Die Monatsmitteltemperatur liegt im Januar bei 0°C und erreicht im Juli 16 - 17°C. Die durchschnittlichen Jahresniederschläge liegen um 750-800 mm

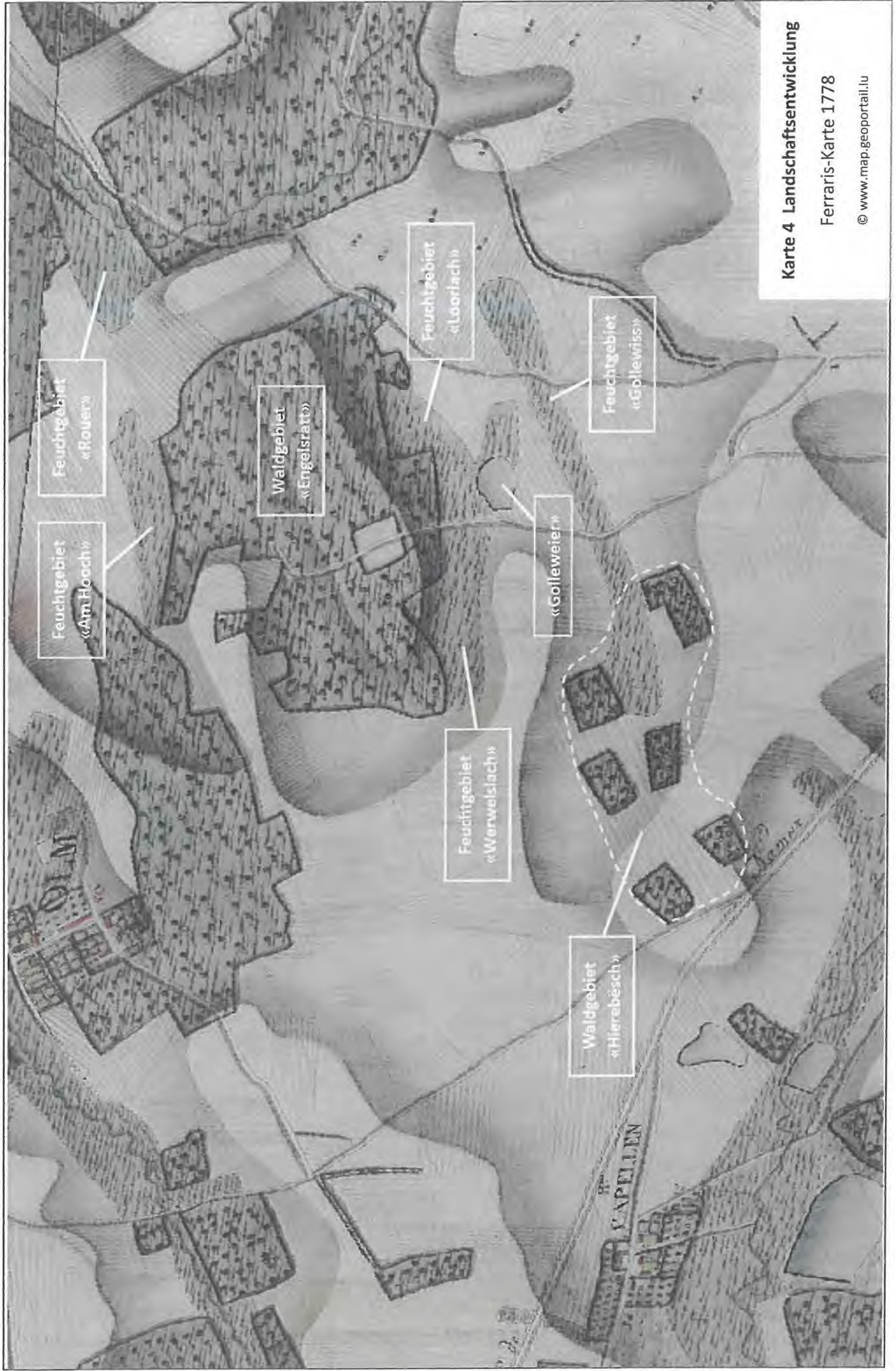
3.6 Historische Entwicklung

Die ältesten vorliegenden Informationen zur Landnutzung liefert die „Ferraris-Karte“ von 1778. Bereits hier sind der größte, östliche Teil des Waldgebietes Engelsratt sowie die Feuchtwiesenbereiche des Werwelslach, Loorlach, am Hooch, Rouer und Gollewiss zu erkennen. Es handelt sich bei diesen Flächen demnach um sehr alte, seit mehr als 240 Jahren tradierte historische Nutzungsformen, die aus diesem Grund besonders erhaltenswert sind.

In der Karte ist ebenfalls die Wasserfläche des heute nicht mehr existierenden „Golleweier“ zu sehen. Im südlichen Teil des Gebietes waren mehrere kleine Waldstücke vorhanden, die ebenfalls nicht mehr erhalten sind.

Von diesem Ursprungszustand ausgehend wird die weitere historische Entwicklung des Gebietes auf der Grundlage einer Auswertung alter topographischer Karten und der aus der Wiesenkartierung Mamer vorliegenden Informationen stichwortartig in einer Tabelle zusammengefasst. Für den Zeitraum bis 1907 liegen jedoch keine Karten vor:

Jahr	Landschaftsentwicklung
1778	Das Waldgebiet Engelsratt und die umliegenden Feuchtgebiete sind bereits vorhanden. Der Gölleweiher ist als Wasserfläche erkennbar. Mehrere kleine Waldstücke sind im südlichen Teil des Gebietes vorhanden.
1907	Ausdehnung der Waldflächen: das Waldgebiet Engelsratt wurde deutlich nach Westen vergrößert und die Waldstückchen im südlichen Untersuchungsgebiet durch Aufforstungen zu einem geschlossenen Waldgebiet verbunden. Vermutlich ist der Gölleweiher bereits ausgetrocknet, da er nicht mehr in der Karte dargestellt ist. Ansonsten sind die Landnutzungen weitestgehend unverändert.
1951 - 1963	Punktueller Aufforstung einzelner Flächen am Rand des Engelsratt mit Nadelbäumen. Der zentrale Waldbestand bleibt unberührt.
1977	Ausweitung des Grün- und Weidelandes, Rückgang der Ackerflächen im westlichen und mittleren Teil des Gebietes. Errichtung der ersten Gebäude in der damals neu entstandenen Zone d'Activités Economiques (ZAE). Das Waldgebiet „Hirebäsch“ ist gerodet.
1987	Bau der Autobahn. Weitere Umwandlung von Äckern zu Grünland. Die Feuchtwiesen im Bereich Werwelslach liegen aufgrund ihrer schwierigen Bewirtschaftungsverhältnisse brach.
1994	Wiederaufnahme einer Pflege bzw. Nutzung der Feuchtwiesen Werwelslach durch Sicono-Ouest. Erste Fichtenbestände am Waldrand des Engelsratt werden gerodet. Der zentrale Waldbestand bleibt weiterhin unberührt.
2001	Überwiegende Grünlandnutzung des Gebietes. In den Feuchtwiesen des Werwelslach werden einige Stillgewässer angelegt
2007	Wiederherstellung der Feuchtwiesen und Pfeifengraswiesen am Loorlach durch Rodung von Fichtenforst
2010	Wiederherstellung der Feuchtwiesen und Pfeifengraswiesen am nördlichen Waldrand des Engelsratt durch Rodung von Fichtenforst
2013	Anlage von Wiesentümpeln am nördlichen Waldrand des Engelsratt
2017	Die ZAE Capellen ist nahezu vollständig bebaut.
2018	Planung einer Umgehungsstraße als nördlicher Abschluss der ZAE Capellen



Karte 4 Landschaftsentwicklung

Ferraris-Karte 1778

© www.map.geoportal.li

4 Vegetation und Fauna des Schutzgebietes

4.1 Biotoptypen und Flora

Das geplante Schutzgebiet ist auf nahezu der gesamten Waldfläche und in Teilbereichen des Offenlandes durch das Vorkommen geschützter Lebensraum- und Biotoptypen gekennzeichnet.

Die Feuchtgebiete haben eine sehr hohe Bedeutung für den Schutz der in Luxemburg sehr selten gewordenen Pfeifengraswiesen und sind der Standort einiger streng geschützter Pflanzenarten. Der Eichen-Hainbuchenwald erreicht hier eine besonders gute Ausprägung des Erhaltungszustandes.

Neben den aktuell geschützten Biotopen finden sich weitere Potentialflächen, die sich aufgrund ihrer Standortbedingungen für die Entwicklung als Feuchtgrünland eignen bzw. die früher als Feuchtwiesen genutzt wurden.

Bei der Beschreibung der Biotoptypen und der Flora des Gebietes wurden folgende Grundlagen ausgewertet und durch eine Vor-Ort-Kontrolle ergänzt:

- Managementplan für das Natura-2000-Schutzgebiet LU0001018 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » (*Ministère de l'Environnement & ANF 2006*)

Für die Waldflächen:

- Kartographie der natürlichen Waldgesellschaften im Großherzogtum Luxemburg (Administration de la Nature et des Forêts)
- Die Waldgesellschaften Luxemburgs ; Ferrantia Nr. 57 (MNHN 2010)
- Aktionsplan Auwald (MDDI 2013)
- Waldbiotopkartierung (Administration de la Nature et des Forêts 2018)
- Datenbank des MNHN mdata.mnhn.lu (abgerufen im Juni 2018)

Im Offenland:

- Biotopkataster seltener und bedrohter Biotope des Offenlandes (MDDI 2014)
- Erfassung der geschützten Biotope im Wald, Version 3.0 (ANF 2017)
- Kartierung naturschutzrelevanter Wiesen in der Gemeinde Mamer (Sicona-Ouest 2007)
- Stillgewässerkartierung in der Gemeinde Mamer (Sicona-Ouest 2007)
- Plan d'action *Scorzonera humilis* (MNHN 2009)
- Verschiedene Aktionspläne des MDDI: Arrhenatherion (2009), Schilf (2012), Stillgewässer (2013), Sumpfdotterblumenwiesen (2013).
- Kartierung der Nutzungstypen im Rahmen des PAG Mamer (Zeyen+Baumann 2012)
- Datenbank des MNHN mdata.mnhn.lu (abgerufen im Juni 2018)

Stieleichen-Hainbuchenwald (Stellario-Carpinetum) FFH-Lebensraumtyp 9160

Der typisch ausgeprägte und gut erhaltene Eichen-Hainbuchenwald nimmt den überwiegenden Teil des Waldgebietes Engelsratt ein. Er findet hier auf den wasserzügigen, feuchten bis wechselfeuchten Böden ideale Standortbedingungen. Die Waldgesellschaft ist typisch für die schweren Tonböden und stellt hier auf vom Menschen wenig beeinflussten Flächen die heutige potentielle natürliche Vegetation dar. Es handelt sich um einen Waldbestand von hoher Kontinuität, dessen Kernbereich bereits in der Ferraris-Karte von 1778 als älterer Waldbestand eingetragen war.

Die Baumschicht zeigt eine typische Artenzusammensetzung aus den Hauptarten Hainbuche (*Carpinus betulus*) und Stieleiche (*Quercus robur*). Als Begleitart ist die Rotbuche (*Fagus sylvatica*) eingestreut. Selten kommen Esche (*Fraxinus excelsior*) und Linde (*Tilia spec.*) vor. Feldahorn (*Acer campestre*) und Spitzahorn (*Acer platanoides*) kommen lediglich in einigen wenigen Exemplaren vor.

Typische Arten der Strauchschicht sind Weißdorn-Arten (*Crataegus spec.*), Hasel (*Corylus avellana*) und Schneeball (*Viburnum opulus*). In der reich ausgebildeten Krautschicht kommen viele Frühlingsgeophyten und feuchtigkeitsliebende Pflanzenarten vor.

Das Waldgebiet ist vollständig in das Natura-2000-Schutzgebiet LU 0001018 „Vallée de la Mamer et de l'Eisch“ einbezogen. Der Waldbestand erreicht bei der Bewertung des Erhaltungszustandes gemäß FFH-Richtlinie den besten erreichbaren Erhaltungszustand A.



Abb. 5 Typischer Eichen-Hainbuchen-Bestand mit Totholz und reichem Unterwuchs im "Engelsratt"

Waldmeister-Buchenwald (Melico-Fagetum) FFH-Lebensraumtyp 9130

Auf den etwas höher gelegenen, trockeneren Teilen des Waldgebietes Engelsratt wird der Stieleichen-Hainbuchenwald durch den Waldmeister-Buchenwald abgelöst.

In den reifen naturnahen Beständen des Gebietes dominiert von Natur aus die Buche, andere Baumarten sind höchstens in geringem Umfang beigemischt. Als häufigste Begleitart tritt die Traubeneiche auf. Vereinzelt sind die Ahornarten und Linden beigemischt. Die Bestände sind meist einschichtige Wälder mit geringem Unterwuchs und nur wenigen Sträuchern. Die Krautschicht ist im Frühjahr durch eine artenreiche Vegetation mit anspruchsvolleren Arten und Frühlingsgeophyten zusammengesetzt. Typische Arten sind Waldmeister (*Asperula odorata*), Perlgras (*Melica uniflora*), Buschwindröschen (*Anemone nemorosa*), Salomonssiegel (*Polygonatum multiflorum*), Aronstab (*Arum maculatum*), Waldsegge (*Carex sylvatica*) und andere.

Auenwald (Alno-Padion, Salicion albae) FFH-Lebensraumtyp *91E0

Bachbegleitende Wälder mit Erlen, Eschen und Weiden, der im nordöstlichen Teil des Untersuchungsgebietes auf einer kleinen Flächen am Kielbach vorkommt. Er bildet hier einen Biotopkomplex auf vernässten, durchsickerten Böden in Muldenlage und ist mit einem angrenzenden Röhrricht und einem Großseggenried vergesellschaftet.

Auenwälder gehören zu den prioritären Lebensraumtypen der FFH-Richtlinie und unterliegen besonders strengen Schutzbedingungen. Der Auwald und die angrenzenden Feuchtbiootope sind daher Bestandteil des Natur-2000-Schutzgebietes LU0001018 „Vallée de la Mamer et de l'Eisch“.

Pfeifengraswiesen auf schluffig-tonigen Böden (Molinion caruleae)

FFH-Lebensraumtyp 6410

Pfeifengraswiesen wachsen auf feuchten und wechselfeuchten Böden meist in den Bachniederungen und im Umfeld von Sickerquellen. Es handelt sich um ungedüngte, meist spät im Jahr gemähte hochwüchsige Wiesen. Die Hauptblütezeit der meisten Arten liegt im Hoch- und Spätsommer. Die Wiesen vertragen keine Düngung und keinen Nährstoffeintrag über das Gewässernetz und sind sehr empfindlich gegenüber Veränderungen des Wasserhaushaltes.

Der Biotoptyp ist im Gebiet als Übergangsform zu den artenreichen mageren Glatthaferwiesen und den Sumpfdotterblumenwiesen, mit denen er einen zusammenhängenden Biotopkomplex bildet.

Den Biotoptyp besonders kennzeichnende und im Gebiet kartierte Arten sind Pfeifengras (*Molinia caerulea*), Hirsesegge (*Carex panicea*), Hainsegge (*Carex cuprina*), Breitblättriges Knabenkraut (*Dactylorhiza majalis*), Niedrige Schwarzwurzel (*Scorzonera humilis*), Kümmelblättrige Silge (*Selinum carvifolia*), Sumpfschwertlilie (*Iris pseudacorus*), Teufelsabbiss (*Succisa pratensis*), Moor-Labkraut (*Galium uliginosum*) und Haarstrangblättriger Wasserfenchel (*Oenanthe peucedanifolia*).



Abb. 6 Teufelsabbiss (*Succisa pratensis*)



Abb. 7 Sumpfschwertlilie (*Iris pseudacorus*)

Magere Flachland-Mähwiesen (Arrhenatherion) FFH-Lebensraumtyp 6510

Artenreiche, meist buntblumige Wiesen mit hochwüchsigen Stauden und einer bisweilen nur lückigen Schicht aus Obergräsern. Mittel- und Untergräser sowie Magerkeitszeiger haben einen gegenüber anderen Wiesenflächen erhöhten Deckungsgrad. Die Wiesen kommen auf frischen bis trockenen Böden vor, die nicht oder nur wenig gedüngt werden dürfen. Im Plangebiet überwiegen die Ausbildungen frischer Standorte. Die Wiesen werden meist nicht vor Mitte Juni gemäht werden, um ihre Artenvielfalt zu erhalten.

Kennzeichnende, im Gebiet vorkommende Arten sind Glatthafer (*Arrhenatherum elatius*), Ruchgras (*Anthoxanthum odoratum*), Zittergras (*Briza media*), Wiesenschwingel (*Festuca pratensis*), Schlüsselblume (*Primula veris*), Herbstzeitlose (*Colchicum autumnale*), Kuckucks-Lichtnelke (*Lychnis flos-cuculi*), Kleiner Wiesenknopf (*Sanguisorba minor*), Wiesen-Bocksbart (*Tragopogon pratense*), Wiesen-Pippau (*Crepis biennis*), Gemeine Margerite (*Leucanthemum ircutianum*), Wiesen-Flockenblume (*Centaurea jacea*), Sumpfschafgarbe (*Achillea ptarmica*), Gelbgrüner Frauenmantel (*Alchemilla xanthochlora*), Knöllchen-Steinbrech (*Saxifraga granulata*), Wiesen-Bärenklau (*Heracleum sphondylium*), Acker-Witwenblume (*Knautia arvensis*) und Kleiner Klappertopf (*Rhinanthus minor*).



Abb. 8 Feuchtwiese mit reichem Vorkommen der Sumpfschafgarbe (*Achillea ptarmica*)



Abb. 9 Kleiner Klappertopf (*Rhinanthus minor*)

Feuchte Hochstaudensäume der planaren bis montanen Stufe (Filipendulion) FFH-Lebensraumtyp 6430

Sehr kleinräumig an einer Stelle im Gebiet vorkommender Lebensraumtyp, der feuchte Hochstaudenfluren auf eutrophen Standorten an Gewässerufeln umfasst. Im Gebiet von Mädesüß (*Filipendula ulmaria*) und Weidenröschen (*Epilobium hirsutum*, *E. parviflorum*) und Braunwurz (*Scrophularia spec.*) gebildet.

Entlang der Bachläufe sind weitere feuchte Staudenfluren vorhanden, welche als Mosaikbiotope zusammen mit dem Lebensraumtyp Großseggenried vorkommen und als letztere kartiert wurden.

Großseggenried (Magnocaricion) BK 04

Großseggenriede kommen auf den feuchtesten Stellen des Untersuchungsgebietes meist in der Nähe der Bachläufe vor. Sekundär entstandene Bestände haben sich aus verlandeten Weihern entwickelt.

Typisch ist eine meist einheitliche Wuchshöhe, eine dichte, homogene Struktur und das Vorherrschen von Seggenarten. Seggenriede kommen im Plangebiet im Komplex mit Röhricht und Feuchtwiesen vor und können selbst kleine Schilfbestände enthalten.

Charakteristische Arten der Großseggenriede sind im Untersuchungsgebiet Kammsegge (*Carex disti-*

cha), Hasenpfortensegge (*Carex ovalis*), Ufersegge (*Carex riparia*), Wiesensegge (*Carex nigra*), Hirsesegge (*Carex panicea*), Blasensegge (*Carex vesicaria*) und Gemeine Sumpfsimse (*Eleocharis palustris*).

Röhricht (Phragmitethea) BK 06

Der größte Röhrichtbestand findet sich im nordöstlichen Teil des Untersuchungsgebietes am Kielbach. Weitere kleine Flächen haben sich aus verlandeten Teichen und entlang der Gräben im Gebiet Werwelslach entwickelt.

Es handelt sich um artenarme Bestände, die sich überwiegend aus Schilfrohr (*Phragmites australis*) zusammensetzen. Selten kommt im Untersuchungsraum daneben auch der Rohrkolben (*Typha spec.*) vor.



Abb. 10 Schilfröhricht im nordöstlichen Teil des Schutzgebietes am "Kielbach"

Sumpfdotterblumenwiese (Calthion) BK 10

Der Biotoptyp umfasst Feuchtwiesen auf nährstoffreicheren Standorten natürlichen Ursprungs. Sie kommen meist auf wechselfeuchten Standorten vor, die zumindest zeitweise durch Grund- oder Stauwassereinfluss gekennzeichnet sind. Im Hochsommer trocknen die Flächen in der Regel ab.

Dem Giotoptyp sind auch die früher brachliegenden, im Biotopkataster als Biotoptyp BK 11 dargestellten Flächen zudeordnet, auf denen inzwischen die Nutzung wieder aufgenommen wurde.

Den Biotoptyp kennzeichnende Arten sind die namensgebende Sumpfdotterblume (*Caltha palustris*), Kohldistel (*Cirsium oleraceum*), Kuckucks-Lichtnelke (*Lychnis flos-cuculi*), Wiesenschaumkraut (*Cardamine pratensis*), Breitblättriges Knabenkraut (*Dactylorhiza majalis*), Sumpfschafgarbe (*Achillea ptarmica*), Zweizeilige Segge (*Carex disticha*), Hainsegge (*Carex otrubae*), Blasensegge (*Carex vesicaria*), Knäuelbinse (*Juncus conglomeratus*), Knick-Fuchsschwanz (*Alopecurus geniculatus*), Sumpflabkraut (*Galium palustre*), Brennender Hahnenfuss (*Ranunculus flammula*), Sumpf-Hornklee (*Lotus uliginosus*), Kleiner Klappertopf (*Rhinanthus minor*) und Echtes Mädesüß (*Filipendula ulmaria*).



Abb. 11 Sumpfdotterblumenwiese mit reichem Vorkommen der Kuckucks-Lichtnelke (*Lychnis flos-cuculi*)

Stillgewässer im Offenland BK08

Naturnahe Stillgewässer im Offenland sind Sonderstrukturen, die einer Vielzahl von speziell angepassten Pflanzenarten einen Lebensraum bieten. Ihre besondere Bedeutung liegt in ihrer Funktion als Lebensraum für Tierarten. Als schutzwürdige Biotope sind sowohl natürlich entstandene Gewässer als auch künstlich angelegte, naturnah entwickelte Stillgewässer mit ihrer Wasserfläche, der Ufervegetation, Verlandungsstadien und einer Pufferzone von 10 m erfasst.

Im Untersuchungsgebiet sind derzeit 6 Stillgewässer in den Wiesen des Werwelslach und am nördlichen Waldrand des Engelsratt vorhanden. Diese Teiche wurden zumindest zum Teil im Zuge von Biotopentwicklungsmaßnahmen angelegt und sind im Biotopkataster des MDDI erfasst.

Im Rahmen der Stillgewässerkartierung erfasste typische Arten der offenen Wasserflächen sind Wasserstern (*Callitriche spec.*), Manna-Schwaden (*Glyceria fluitans*), Blutweiderich (*Lythrum salicaria*), Gelbe Schwertlilie (*Iris pseudacorus*), Wasserminze (*Mentha aquatica*), Pfennigkraut (*Lysimachia nummularia*), Seggenarten (*Carex spec.*), Wolfstrapp (*Lycopus europaeus*) u.a.

Einige der Gewässer sind mit dichten Reinbeständen aus Rohrkolben und Schilf zugewachsen.



Abb. 12 Tümpel mit Ufervegetation und Amphibienvorkommen "Bei Werwelslach"

Stillgewässer im Wald (Mardellen)

Die Stillgewässerkartierung erfasst 9 im Waldgebiet Engelsratt gelegene Mardellen. Diese weisen zum Teil einen ganzjährigen Wasserstand und zum Teil über das Jahr schwankende Wasserspiegel auf.

Charakteristische Arten der Waldmardellen sind Gemeiner Froschlöffel (*Alisma-plantago-aquatica*), Schwimmendes Laichkraut (*Potamogeton natans*), Gelbe Schwertlilie (*Iris pseudacorus*), Kleine Wasserlinse (*Lemna minor*), Echte Nelkenwurz (*Geum urbanum*), Blutweiderich (*Lythrum salicaria*), Zottiges Weidenröschen (*Epilobium hirsutum*), Bittersüßer Nachtschatten (*Solanum dulcamara*), Wasserminze (*Mentha aquatica*) u.a.

Mäßig artenreiches, entwicklungsfähiges Grünland der Wiesenkartierung

Neben den im Biotopkataster erfassten geschützten Biotopen des Erhaltungszustandes A und B sind im Untersuchungsgebiet weitere Potentialflächen im Grünland mit Erhaltungszustand C erfasst. Dabei handelt es sich um mäßig extensiv genutzte Wiesen mit eingeschränktem Arteninventar, ehemals artenreiche, inzwischen aufgedüngte Wiesen und um derzeit intensiv genutzte frische bis feuchte Wiesen der Bachauen und Geländesenken.

Diese Flächen sind durch ihr Potential für die Entwicklung oder Wiederherstellung von Feuchtwiesen und artenreichen Mähwiesen und den Biotopverbund von Bedeutung und wurden daher bei der Abgrenzung des Naturschutzgebietes mit berücksichtigt. Es handelt sich dabei um folgende Bereiche:

Lage	Biotoptyp	Kennarten
„Vorderste Rohr“	Mäßig extensiv genutzte Mähwiese an Hangoberkante	Wiesenmargerite (<i>Leucanthemum ircuti-</i> <i>num</i>), Bocksbart (<i>Tragopogon orientalis</i>), Hornklee (<i>Lotus corniculatus</i>), Spitzwege- rich (<i>Plantago lanceolata</i>), Wiesen- Flockenblume (<i>Centaurea jacea</i>)
„Lohrwies“	Mäßig extensiv genutzte Mähwiese an Hangkante und Feuchtwiese im unteren Abschnitt des Loorbaches	Wiesenmargerite (<i>Leucanthemum ircuti-</i> <i>num</i>), Wiesen-Flockenblume (<i>Centaurea</i> <i>jacea</i>), Knollen-Hahnenfuss (<i>Ranunculus</i> <i>bulbosus</i>), Knöllchensteinbrech (<i>Saxifraga</i> <i>granulata</i>), Hornkraut (<i>Cerastium holoste-</i> <i>oides</i>) Mädesüß (<i>Filipendula ulmaria</i>), Waldsimse (<i>Scirpus sylvatica</i>), Rote Lichtnelke (<i>Silene</i> <i>dioica</i>), Kuckucks-Lichtnelke (<i>Lychnis flos-</i> <i>cuculi</i>), Wald-Engelwurz (<i>Angelica silvestris</i>)
„Lohrlaach“	Geländesenke mit feuchten Stellen. Eine Teilfläche ist als Acker genutzt.	Flutender Schwaden (<i>Glyceria fluitans</i>), Wassergreiskraut (<i>Senecio aquaticus</i>), Brennender Hahnenfuß (<i>Ranunculus flam-</i> <i>mula</i>), Kuckucks-Lichtnelke (<i>Lychnis flos-</i> <i>cuculi</i>), Flatterbinse (<i>Juncus effusus</i>)
„Golleweiher“	Mäßig extensiv genutzte Mähwiese und ehemaliger Standort des Golleweiher mit feuchten Stellen	Wiesenschlüsselblume (<i>Primula veris</i>) Wiesenmargerite (<i>Leucanthemum ircuti-</i> <i>num</i>)
„Wetzemer“	Ehemals artenreiches, stellenweise feuchtes Grünland, derzeit aufgedüngt und früh im Jahr gemäht	Früher mit Haarstrang-Pferdesaat (<i>Oe-</i> <i>nanthe peucedanifolia</i>), Falscher Fuchsseg- ge (<i>Carex otrubae</i>), Sumpfdotterblume (<i>Caltha palustris</i>), Knäuelbinse (<i>Juncus</i> <i>conglomeratus</i>), Kuckucks-Lichtnelke (<i>Lychnis flos-cuculi</i>), Brennendem Hahnen- fuß (<i>Ranunculus flammula</i>)
Westlicher Teil „Werwelslach“	Frische, von Gräben durchzogene Quellmul- de	Gräben mit Schilf (<i>Phalaris arundinacea</i>), Mädesüß (<i>Filipendula ulmaria</i>), Weidenrö- schen (<i>Epilobium spec.</i>), Sumpfschafgarbe (<i>Achillea ptarmica</i>)
„Kléiwiss“	Quellmulde mit Graben	-
„Bridersfeld“	Quellmulde	-



Abb. 13 Glatthaferwiese "Vorderste Rohr" im nordöstlichen Teil des Schutzgebietes



Abb. 14 Extensiv genutzte Heuwiese "Kléiwiss" mit Feuchtgraben

Anteil geschützter Biotoptypen und Lebensraumtypen im Schutzgebiet

Das geplante Naturschutzgebiet umfasst auf einem Flächenanteil von 90,68 ha geschützte Lebensraumtypen der europäischen FFH-Richtlinie und national geschützte Biotoptypen, die den Kernbereich des Schutzgebietes bilden. Die beiden Schutzkategorien überlagern sich stellenweise. Die geschützten Lebensraumtypen und Biotoptypen nehmen folgende Flächenanteile ein:

Kenn-Nr.	Lebensraumtyp bzw. Biotoptyp	Fläche ha	Schutzstatus	
			FFH-Richtlinie	National geschützt
9160	Stieleichen-Hainbuchen-Wald (<i>Stellario-Carpinetum</i>)	53,44	X	X
9130	Waldmeister-Buchenwald (<i>Asperulo-Fagetum</i>)	21,33	X	X
6410	Pfeifengraswiesen (<i>Molinion</i>)	1,27	X	X
6510	Artenreiche Mähwiesen (<i>Arrhenatherion</i>)	2,73	X	X
6430	Feuchte Hochstaudensäume (<i>Filipendulion</i>)	0,05	X	X
BK 04	Großseggenriede (<i>Magnocaricion</i>)	0,26		X
BK 06	Röhricht (<i>Phragmitethea</i>)	1,38		X
BK 08	Mardellen im Wald	0,12		X
BK 08	Stillgewässer des Offenlandes	0,11		X
BK 10	Feuchtwiesen (<i>Calthion</i>)	3,88		X
BK 12	Naturnahes Fließgewässer	0,35		X
BK 13	Junger Laubwald	5,29		X
BK 17	Gebüsch und Vorwald	0,47		X
Gesamt		90,68 ha		

Besonders geschützte Pflanzenarten des Schutzgebietes

Das „Règlement grand-ducal du 8- Janvier 2010 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces de la flore sauvage“ gilt für die folgenden im Untersuchungsgebiet zum Teil in reichen Beständen vorkommenden Pflanzenarten:

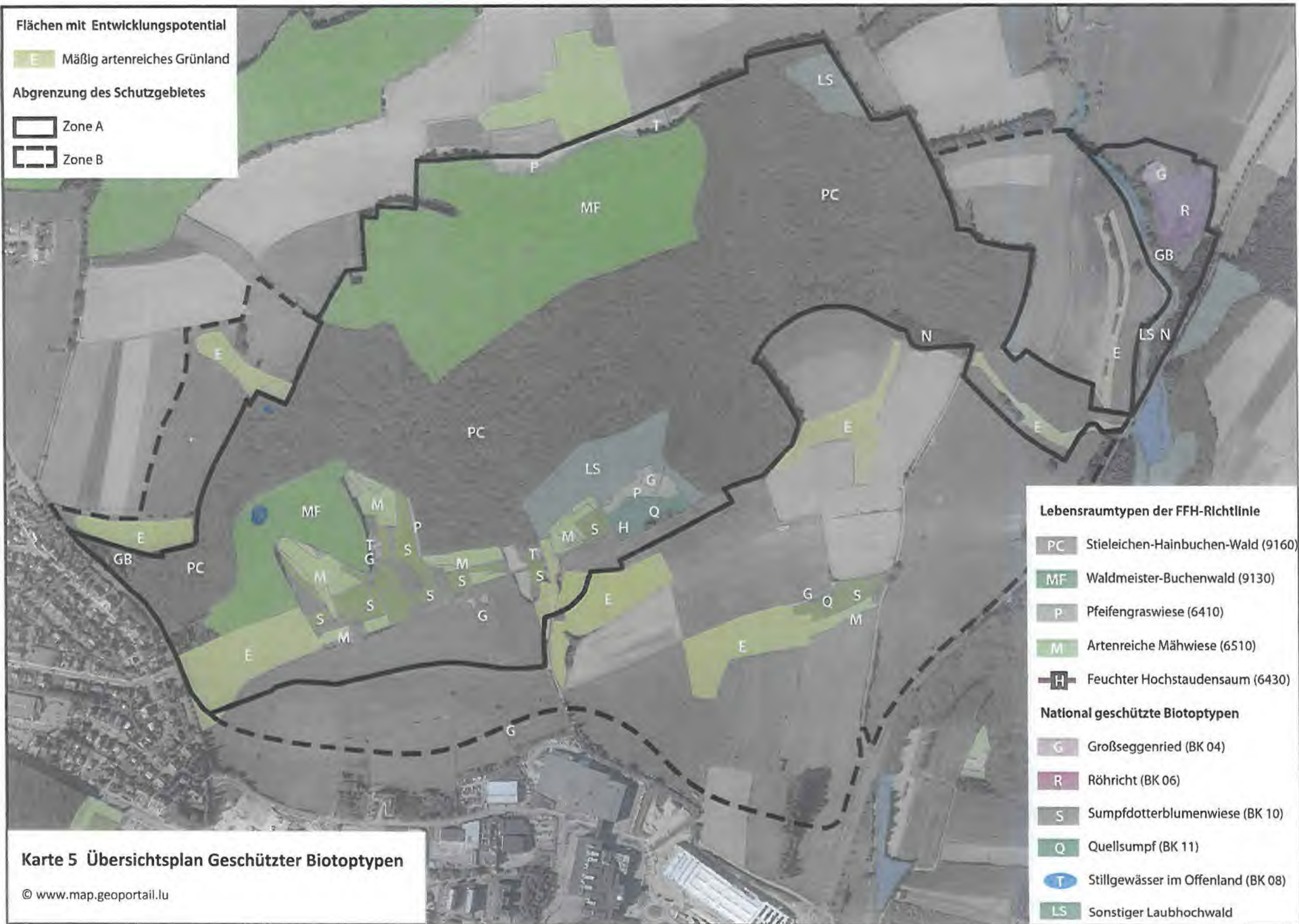
Artnamen		Gefährdungsgrad Rote Liste	Anmerkungen
Sumpfschwertlilie	<i>Iris pseudacorus</i>	VU	
Wassergreiskraut	<i>Senecio inaequidens</i>		
Niedrige Schwarzwurzel	<i>Scorzonera humilis</i>	EN	Artenschutzprojekt des MDDI / MNHN
Breitblättr. Knabenkraut	<i>Dactylorhiza majalis</i>	VU	
Haarstrangblättr. Wasserfenchel	<i>Oenanthe peucedanifolia</i>	CR	
Sumpf-Wasserstern	<i>Callitriche palustris</i>	RE	

Daneben kommen folgende in ihrem Bestand gefährdete Pflanzenarten der Roten Liste Luxemburg 2005 vor:

Artnamen		Gefährdungsgrad Rote Liste
Teufelsabbiss	<i>Succisa pratensis</i>	VU
Wiesen-Schlüsselblume	<i>Primula veris</i>	VU
Sumpfdotterblume	<i>Caltha palustris</i>	NT
Herbstzeitlose	<i>Colchicum autumnale</i>	VU
Kümmelblättrige Silge	<i>Selinum carvifolia</i>	VU
Kleiner Klappertopf	<i>Rhinanthus minor</i>	NT

EN = Stark gefährdet VU = Gefährdet CR=Situation kritisch NT = Vorwarnstufe

RE = Regional ausgestorben



4.2 Fauna

Im Naturschutzgebiet leben geschützte Vogelarten, Fledermäuse und Tagfalter. Zur Beschreibung des Arteninventars liegen folgende Quellen vor:

- [A3]Managementplan für das Natura-2000-Schutzgebiet LU0001018 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » (*Ministère de l'Environnement & ANF 2006*)
- Managementplan für das Natura-2000-Schutzgebiet LU0001073 „Massif forestier du Ielboesch“ (*ANF 2017*)
- Untersuchungen zum Fledermausvorkommen im FFH-Gebiet LU0001018 (*mdl. Mitteilung Karl-Georg Gessner 2018*)
- Analyse avifaunistischer Daten zum PAG der Gemeinde Mamer (*Centrale ornithologique Luxembourg 2012*)
- Fledermausscreening zum PAG der Gemeinde Mamer (*Prochirop 2015*)
- Tagfaltervorkommen in : Kartierung naturschutzrelevanter Wiesen in der Gemeinde Mamer (*Sicona-Ouest 2007*)
- Amphibienvorkommen in: Stillgewässerkartierung in der Gemeinde Mamer (*Sicona-Ouest2007*)
- Verschiedene Aktionspläne des MDDI: Arrhenatherion (*2009*), Schilf (*2012*), Stillgewässer (*2013*), Sumpfdotterblumenwiesen (*2013*).
- Datenbank des MNHN mdata.mnhn.lu

Nach diesen Unterlagen sind für das Naturschutzgebiet „Engelsratt / Werwelslach“ 10 Arten der Anhänge der FFH-Richtlinie und eine weitere national geschützte Art nachgewiesen. Darüber hinaus ist ein Vorkommen weiterer geschützter Fledermausarten mit sehr hoher Wahrscheinlichkeit zu erwarten.

Im Gegensatz zu den Lebensraum- und Biotoptypen, die vor Ort erfasst oder nachkontrolliert wurden, standen für das Vorkommen von Tierarten ausreichend Beobachtungen und Literaturhinweise zur Verfügung.

Avifauna

Angaben zur Avifauna des Naturschutzgebietes und seiner unmittelbaren Umgebung finden sich im avifaunistischen Screening des PAG und im unmittelbar benachbarten Managementplan für das nördlich des Engelsratt liegenden Natura-2000-Gebietes LU0001073 „Massif forestier du Ielboesch“ (2017). Darüber hinaus wurden im Rahmen der Sicona-Wiesenkartierung einzelne Angaben zu den Vorkommen geschützter Vogelarten dokumentiert.

Für das Naturschutzgebiet sind demnach Vorkommen der folgenden Zielarten genannt:

Art		Im Gebiet genutzter Lebensraum	Quellen
Mittelspecht	<i>Dendrocopos medius</i>	Waldgebiet Engelsratt	PAG-COL
Kleinspecht	<i>Dendrocopos minor</i>	Waldgebiet Engelsratt und bachbegleitende Baumstrukturen	PAG-COL
Schwarzmilan	<i>Milvus migrans</i>	Horstbaum nördlich und südlich des Engelsratt, Nutzung der Wiesen und Äcker in der Umgebung für Nahrungsflüge	PAG-COL, FFH LU0001073
Rotmilan	<i>Milvus milvus</i>	Nutzung der Wiesen und Äcker für Nahrungsflüge	PAG-COL
Neuntöter	<i>Lanius collurio</i>	Mit einzelnen Sträuchern und Hecken bestandene Teile des Naturschutzgebietes, Nahrungssuche in den arten- und insektenreichen Wiesen. Südwestlicher und südöstlicher Teil des Naturschutzgebietes.	PAG-COL, Sicona, MNHN
Braunkehlchen	<i>Saxicola rubetra</i>	Schilfgebiet im Nordosten des Schutzgebietes und Umgebung	PAG-COL, MNHN
Schwarzstorch	<i>Ciconia nigra</i>	Waldgebiet Engelsratt und umliegende Grünlandflächen als Teil eines größeren Lebensraumes bzw. Gebietes zur Nahrungssuche.	MNHN
Wiesenpieper	<i>Anthus pratensis</i>	Wiesen im südwestlichen Teil des Gebietes	MNHN
Grünspecht	<i>Picus viridis</i>	Waldrand des Engelsratt und halboffene Landschaft	PAG-COL



Abb. 15 Typisch strukturierter Lebensraum des Neuntöters (*Lanius collurio*) im südwestlichen Teil des Schutzgebietes



Abb. 16 Grünland im östlichen Schutzgebiet mit Bedeutung als Jagd- und Nahrungssuchegebiet für die Milanarten (*Milvus milvus* und *Milvus migrans*)

Fledermäuse

Als Erhaltungsziele für das Natura-2000-Schutzgebiet werden im Standard-Datenbogen die Bechsteinfledermaus (*Myotis bechsteinii*) und das Große Mausohr (*Myotis myotis*) genannt, die beide unter dem strengen Schutz des Anhang II der FFH-Richtlinie stehen.

Für das Gebiet liegt eine aktuelle Untersuchung der Fledermausvorkommen von 2017 vor, die im Rahmen des Managementplanes für das Natura-2000-Schutzgebiet erstellt wurde. Hierbei wurden die Fledermausvorkommen im Engelsratt an 3 Standorten mit Batcorder, Netzfängen und Quartiertelemetrie untersucht. Es wurden insgesamt 11 Fledermausarten für das Gebiet nachgewiesen.

Der Netzfang eines reproduzierenden Weibchens mit anschließender Telemetrie ergab für die Bechsteinfledermaus eine Wochenstube in den Eichen-Hainbuchenbeständen des Engelsratt. Die Art nutzt die alten Eichen mit Spechthöhlen innerhalb des Engelsratt.

Ebenfalls durch Netzfänge wurden das Große Mausohr (*Myotis myotis*), Breitflügelmaus (*Eptesicus serotinus*) und die Zwergfledermaus *Pipistrellus pipistrellus* nachgewiesen.

Die akustische Untersuchung belegt die starke Nutzung des Engelsratt als bedeutendes Jagdgebiet für das Große Mausohr, das im Einzugsgebiet der Mausohr-Kolonie in der Kirche von Koerich liegt.

Durch akustische Hinweise wurden 7 weitere Fledermausarten nachgewiesen. Insgesamt ist das Schutzgebiet damit durch folgendes Artenspektrum charakterisiert:

Art		Vorkommen
Bechsteinfledermaus	(<i>Myotis bechsteinii</i>)	Nachweis der Nutzung als Wochenstube
Großes Mausohr	(<i>Myotis myotis</i>)	Stark frequentiertes Jagdgebiet im Zusammenhang mit der Kolonie in Koerich
Breitflügelmaus	(<i>Eptesicus serotinus</i>)	Nachweis durch Fang und Akustik
Zwergfledermaus	(<i>Pipistrellus pipistrellus</i>)	Nachweis durch Fang und Akustik
Nymphenfledermaus	(<i>Myotis alcathoe</i>)	Akustischer Hinweis
Bartfledermaus	(<i>Myotis mystacinus/brandtii</i>)	Akustischer Hinweis
Kleiner Abendsegler	(<i>Nyctalus leisleri</i>)	Akustischer Hinweis
Großer Abendsegler	(<i>Nyctalus noctula</i>)	Akustischer Hinweis
Wasserfledermaus	(<i>Myotis daubentonii</i>)	In geringem Umfang akustischer Hinweis
Fransenfledermaus	(<i>Myotis nattereri</i>)	In geringem Umfang akustischer Hinweis
Nordfledermaus	(<i>Eptesicus nilsonii</i>)	In geringem Umfang akustischer Hinweis



Abb. 18 Das Waldgebiet "Engelsratt" ist ein Lebensraum für die Bechsteinfledermaus und das Große Mausohr



Abb. 19 Stehendes Totholz mit Höhlen stellt eine wichtige Struktur für Fledermäuse dar.

Amphibien

Zur Bewertung des im Naturschutzgebiet vorkommenden Artenspektrums liegt die Stillgewässer- und Amphibienkartierung für die Gemeinde Mamer von Sicona-Ouest vor. Demnach kommen in den Waldmardellen und den Gewässern des Offenlandes folgende Arten vor:

Art	
Grümfrosch-Komplex	<i>Pelophylax esculentus</i> , <i>P. lessonae</i>
Grasfrosch	<i>Rana temporaria</i>
Bergmolch	<i>Ichtyosaura alpestris</i>
Fadenmolch	<i>Lissotriton helveticus</i>
Teichmolch	<i>Lissotriton vulgaris</i>

Der in der näheren Umgebung vorkommende Kammmolch (*Triturus cristatus*) wurde im Gebiet bisher allerdings noch nicht nachgewiesen.



Abb. 20 Amphibienlebensraum "Bei Werwelslach"

Tagfalter

Zielart des Natura-2000-Schutzgebietes LU0001018 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » ist der Große Feuerfalter (*Lycaena dispar*), der mehrfach im Rahmen der Wiesenkartierungen in den Wiesen am südlichen Waldrand des Engelsratt beobachtet wurde.

Im Rahmen der Wiesenkartierungen wurden folgende für Feuchtwiesen typische Tagfalterarten beobachtet:

Art		Schutzstatus	Rote Liste Luxemburg
Großer Feuerfalter	<i>Lycaena dispar</i>	FFH-Anh. II	EN
Schwabenschwanz	<i>Papilio machaon</i>		VU
Rotklee-Bläuling	<i>Polyommatus semiargus</i>		NT
Baum-Weißling	<i>Aporia crataegi</i>		VU
Mauerfuchs	<i>Lasiommata megera</i>		VU
Tintenfleck-Weißling	<i>Leptidea sinapis</i>		VU
Landkärtchen	<i>Araschnia levana</i>		NT
Aurorafalter	<i>Anthocharis cardamines</i>		NT
Rotbraunes Ochsenauge	<i>Pyronia tithonus</i>		NT
Kleiner Würfel-Dickkopffalter	<i>Pyrgus malvae</i>		NT
Kl. Sonnenröschen-Bläuling	<i>Aricia agestis</i>		EN

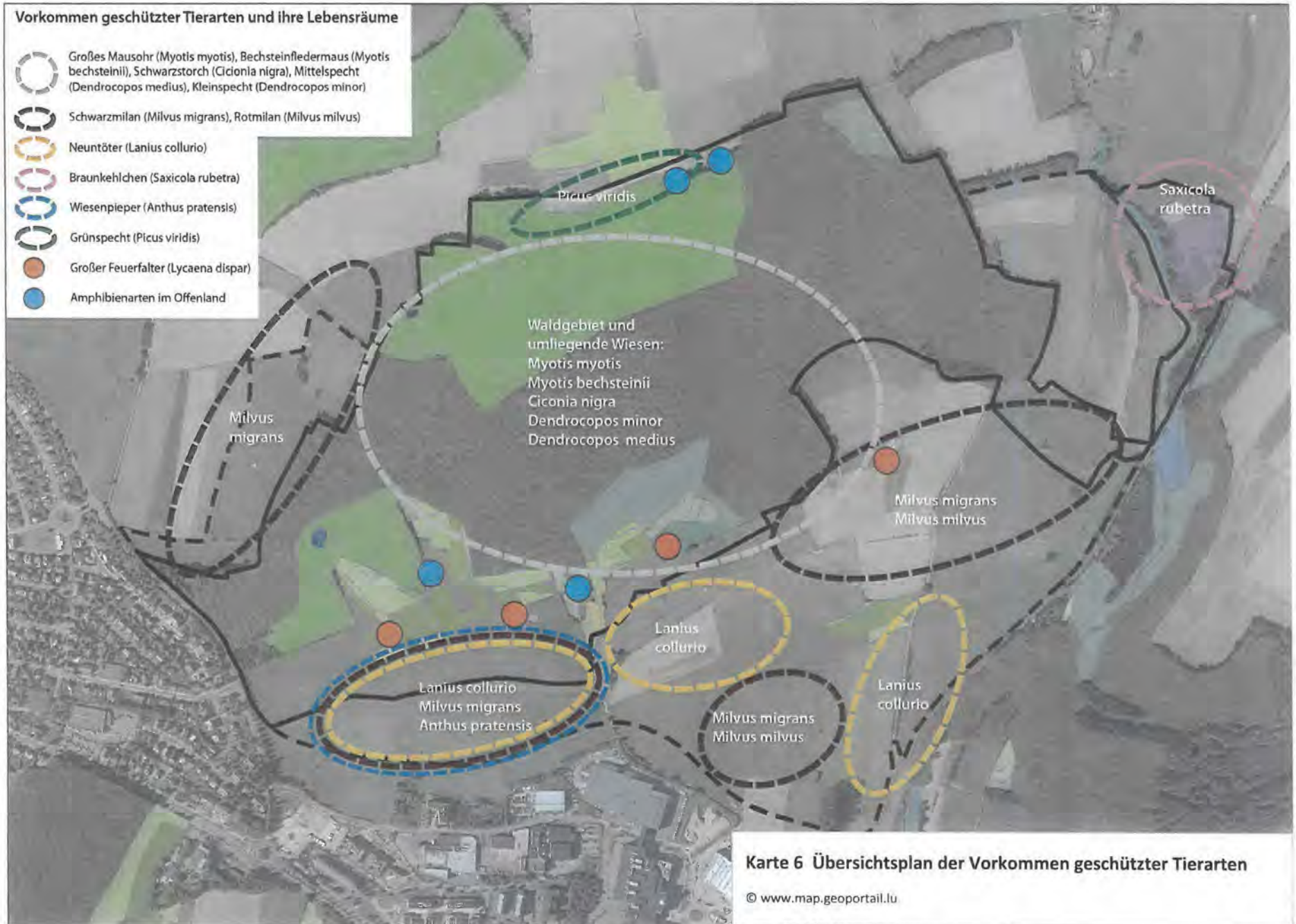
EN= Stark gefährdet

VU = Gefährdet

NT = Vorwarnstufe

Vorkommen geschützter Tierarten und ihre Lebensräume

-  Großes Mausohr (*Myotis myotis*), Bechsteinfledermaus (*Myotis bechsteinii*), Schwarzstorch (*Ciconia nigra*), Mittelspecht (*Dendrocopos medius*), Kleinspecht (*Dendrocopos minor*)
-  Schwarzmilan (*Milvus migrans*), Rotmilan (*Milvus milvus*)
-  Neuntöter (*Lanius collurio*)
-  Braunkehlchen (*Saxicola rubetra*)
-  Wiesenpieper (*Anthus pratensis*)
-  Grünspecht (*Picus viridis*)
-  Großer Feuerfalter (*Lycaena dispar*)
-  Amphibienarten im Offenland



Karte 6 Übersichtsplan der Vorkommen geschützter Tierarten

4.3 Vorbelastungen und Beeinträchtigungen

Das Waldgebiet Engelsratt weist ein biotoptypisches Artenspektrum, einen guten Erhaltungszustand und insgesamt geringe Beeinträchtigungen auf. Es handelt sich um einen der größten und ältesten Bestände des Stieleichen-Hainbuchenwaldes im südlichen Gutland.

Geringe Beeinträchtigungen bestehen durch nicht standortgerechte Nadelforsten, die sich auf die Waldrandlagen beschränken und nach und nach entfernt werden. Rezent wurden zwei größere Nadelbaumbestände in der Gollewiss und am Loorlaach gerodet.

Mäßige bis deutliche Beeinträchtigungen durch Verlandung weisen die Stillgewässer des Gebietes auf, in denen insbesondere die Ausbreitung des Rohrkolben (*Typha spec.*) ein Problem darstellt. Einige stark verlandete Stillgewässer sind daher nicht oder nur eingeschränkt als Amphibien-Lebensraum geeignet.

Der Mangel an offenen, besonnten, nicht verlandeten Wiesentümpeln kann eine der Ursachen für das Fehlen des Kammmolches sein, der eigentlich in dem Gebiet vorkommen sollte. Für diese Art wirkt sich darüber hinaus das Fehlen einer Quermöglichkeit unter der Autobahn bzw. durch die Aktivitätszone Capellen aus, wodurch der Biotopverbund mit dem Kammmolch-Vorkommen südlich der Autobahn unterbrochen ist.

Die landwirtschaftliche Nutzung des Gebietes trägt insbesondere auf den Flächen mit Biodiversitätsverträgen entscheidend zum Erhalt der biologischen Vielfalt in der Zone A des Naturschutzgebietes bei.

Die übrigen, in Zone B liegenden landwirtschaftlich genutzten Flächen weisen eine günstige, bodenschonende Nutzungsstruktur mit überwiegendem Grünlandanteil und einem geringen Anteil an Ackerflächen auf. Obwohl die Grünlandflächen weiträumig mittel bis intensiv genutzt werden, dienen diese dennoch verschiedenen Vogelarten als Lebensraum; an einigen Stellen wie z.B. in den Gebieten „Golleweiher“, „Wetzemer“ und „Loorwiss“ wurden früher artenreiche Wiesen aufgedüngt und weisen heute ein verarmtes Artenspektrum auf.

Einen entscheidenden Einfluss auf den Erhalt des Engelsratt und der Feuchtwiesen hat ein guter Zustand des Gewässernetzes im Naturschutzgebiet. Loorbach und Kielbach sind durch eine günstige Gewässerstruktur gekennzeichnet und verlaufen nahezu ausschließlich durch Wald und Grünlandflächen. Der Stoffeintrag in die Gewässer ist hierdurch gering, lediglich im Bereich des Loorlach reicht eine Ackerfläche dicht an den Bachlauf heran. Auch die Seitengräben des Loorbaches verlaufen fast ausschließlich durch Grünland; sie werden jedoch bis unmittelbar an die Ufer intensiv als Grünland genutzt und haben derzeit nahezu keinen Raum für die Entwicklung einer standortgerechten Gewässervegetation.

Die Gefahr einer Eutrophierung besteht für die Pfeifengraswiesen im Bereich „Am Hooch“ am nördlichen Rand des Engelsratt. Der innerhalb dieser Flächen verlaufende wasserführende Graben hat in den Bereichen große Ackerflächen in seinem Einzugsbereich, die bis unmittelbar an den Waldrand Engelsratt reichen und zu einer Beeinträchtigung der geschützten Biotope durch Nährstoffeinträge führen können.

5 Vorschläge für Schutz-, Pflege- und Entwicklungsmaßnahmen

Wald

Ziel für das Waldgebiet Engelsratt ist in erster Linie der ungestörte Erhalt des Waldbestandes durch einen Verzicht auf waldbauliche Eingriffe in großen Teilbereichen, sowie auf der Ausweisung eines hohen Anteils von Biodiversitätsbäumen. Sicherungsmaßnahmen entlang des Wegenetzes sind zulässig; das bestehende Wegenetz soll aber nicht weiter ausgebaut werden. Im Managementplan von 2006 wurde auf ein Defizit an stehendem und liegendem Totholz hingewiesen; der Totholzanteil hat sich seitdem im Waldgebiet jedoch erhöht.

Die Maßnahme eines Umbaus nicht standortgerechter Nadelforsten ist durch die rezente Rodung der beiden größten vorhandenen Bestände weitgehend umgesetzt. Hier besteht kein erhöhter Handlungsbedarf mehr.

Gewässernetz

Primäres Ziel ist die Vermeidung von Nährstoffeinträgen über die Gewässer in die geschützten Wälder und Feuchtwiesen, um eine Eutrophierung der gegenüber Nährstoffeinträgen über das Gewässernetz sehr empfindlichen artenreichen Feuchtwiesen zu vermeiden.

Maßnahmen hierfür sind die Umwandlung gewässernaher und grundfeuchter Ackerflächen in Grünland sowie die Ausweisung nicht gedüngter Gewässerrandstreifen innerhalb der intensiv genutzten Acker- und Wiesenlandschaften und die Entwicklung standortgerechter Feuchtwiesen und Hochstaudenfluren auf diesen Flächen.

Einige der Stillgewässer sind verlandet und sollten von ihrem Bewuchs aus Schilf oder Rohrkolben befreit werden, um wieder eine Besiedelung mit Amphibien zu ermöglichen. Ebenfalls wird eine Neuanlage von Stillgewässern außerhalb der geschützten Biotope empfohlen. Hierfür könnten z.B. die vor Kurzem gerodeten Nadelbaumbestände genutzt werden.

Grünland

Hauptziel des Schutzgebietes ist der Erhalt der Feuchtwiesen mit ihren landesweit besonders hochwertigen Pflanzenstandorten für die Niedrige Schwarzwurzel, Orchideen, Schwertlilie, Pfeifengraswiesen und andere Pflanzenarten.

Die Kernbiotope sind bereits über Biodiversitätsverträge gesichert und werden von Sicono-Ouest betreut. Es sollte eine Arrondierung und Erweiterung dieser Biotoptypen auf weiteren Flächen mit einem geeigneten Standortpotential angestrebt werden. Zur Vermeidung von Nährstoffeinträgen ist insbesondere die Flächenextensivierung in den Quellmulden der Gewässerläufe im westlichen Teil des Schutzgebietes von hoher Bedeutung.

Fauna

Ziel des Schutzgebietes ist der Erhalt des Waldgebietes Engelsratt als Lebensraum für geschützte Spechtarten und Fledermäuse sowie der als Lebensraum für den Neuntöter, Schwarzstorch und die Milan genutzten Bereiche des Offenlandes. Wesentliches Ziel ist eine Erhaltung der jetzigen landwirtschaftlichen Nutzungsstrukturen mit ihrem hohen Anteil an Grünland. Auf den Umbruch von Grün-

landflächen zu Acker soll unbedingt verzichtet werden.

Die vorhandene, relativ lockere Strukturierung der Landschaft mit Sträuchern, Hecken und einzelnen älteren Bäumen in östlichen Teil des Plangebietes soll weitgehend beibehalten werden, da sie insbesondere für den Neuntöter und die Milane ideale Lebensraumbedingungen bieten. Diese Arten bevorzugen eher offene, weiträumig übersichtliche Landschaftsteile. Eine behutsame Anreicherung der Landschaft mit Gehölzen könnte allenfalls im zentralen Teil des Schutzgebietes in den Bereichen „Wätzemer“ und „Loorbiereg“ und im Westen des Gebietes im Bereich „Miereschstecker“ angestrebt werden.

Ziel- und Maßnahmenplan

In der Ziel- und Maßnahmenkarte auf der folgenden Seite sind die geschützten Waldflächen und die geschützten und entwicklungsfähigen Biotope in ihrer tatsächlichen Ausdehnung dargestellt.

Bei den Lebensräumen der geschützten Tierarten handelt es sich dagegen um eine schematische Abgrenzung der Lebensräume. Sie basiert zunächst auf den von COL und MNHN Rasterdatenvorkommen und Punktbeobachtungen der Arten, die dann anhand der im Gelände vorzufindenden typischen Lebensraumstrukturen für jede Art spezifisch abgegrenzt wurden.

Monitoring

Die Pflege- und Erhaltungsmaßnahmen für die geschützten Biotope sind durch Biodiversitätsverträge abgesichert und werden von Sicono-Ouest betreut. Auch alle weiteren Schutz- und Entwicklungsmaßnahmen sollten auf freiwilliger Basis durch den Abschluss von Biodiversitätsverträgen umgesetzt werden.

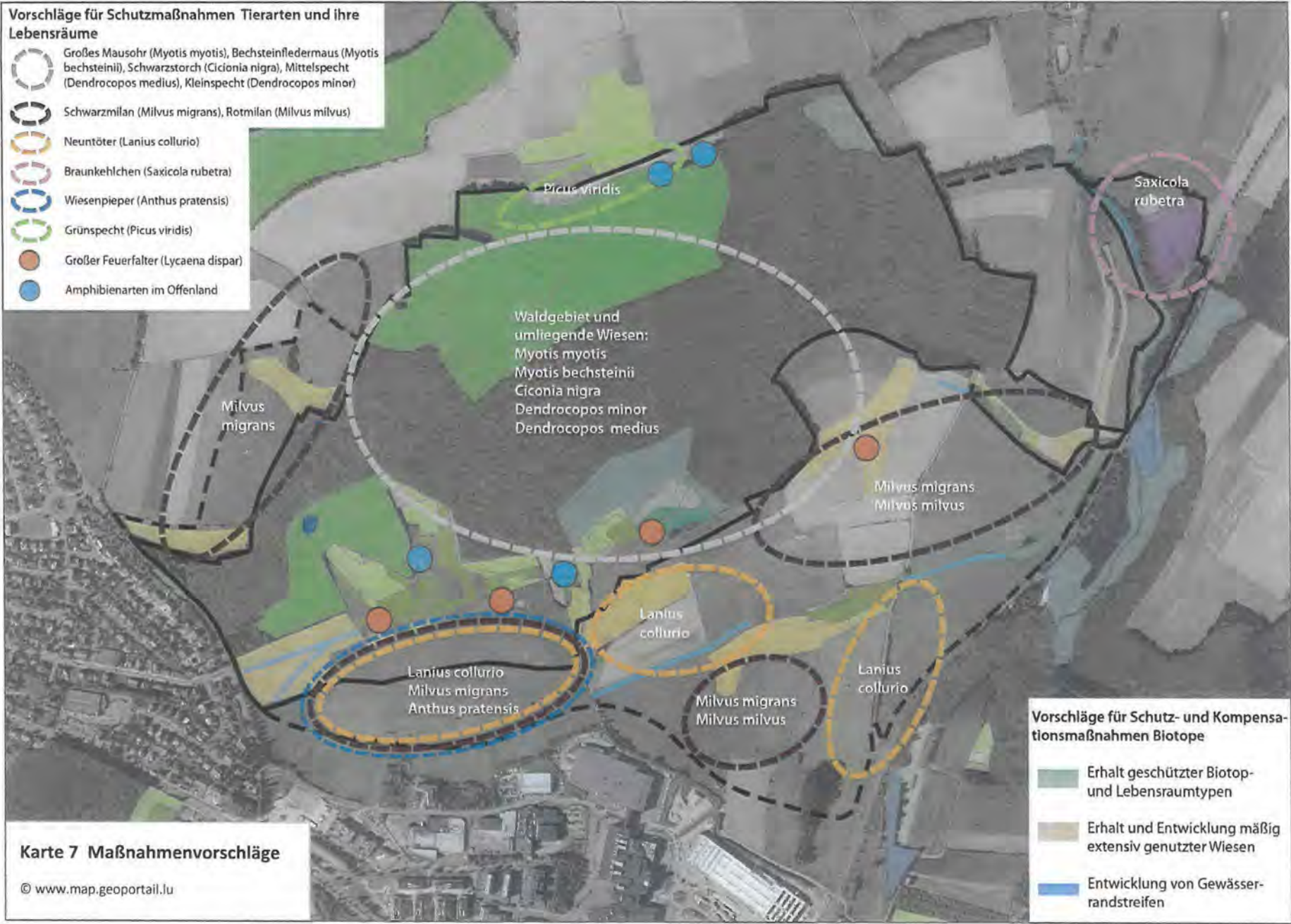
Konzeption, Umsetzung und das Monitoring der für das Gebiet vorgeschlagenen Schutz- und Entwicklungsmaßnahmen sollen weiterhin von der Naturverwaltung und Sicono-Ouest übernommen werden.






Abb. 21 Kürzlich gerodeter Fichtenforst

Vorschläge für Schutzmaßnahmen Tierarten und ihre Lebensräume

-  Großes Mausohr (*Myotis myotis*), Bechsteinfledermaus (*Myotis bechsteinii*), Schwarzstorch (*Ciconia nigra*), Mittelspecht (*Dendrocopos medius*), Kleinspecht (*Dendrocopos minor*)
-  Schwarzmilan (*Milvus migrans*), Rotmilan (*Milvus milvus*)
-  Neuntöter (*Lanius collurio*)
-  Braunkehlchen (*Saxicola rubetra*)
-  Wiesenpieper (*Anthus pratensis*)
-  Grünspecht (*Picus viridis*)
-  Großer Feuerfalter (*Lycaena dispar*)
-  Amphibienarten im Offenland



Vorschläge für Schutz- und Kompensationsmaßnahmen Biotope

-  Erhalt geschützter Biotop- und Lebensraumtypen
-  Erhalt und Entwicklung mäßig extensiv genutzter Wiesen
-  Entwicklung von Gewässer- randstreifen

Karte 7 Maßnahmenvorschläge

Anhang

Liste der Katasterparzellen im Naturschutzgebiet

Commune de Mamer

Zone A

Section A de Mamer-Nord

Flurname	Parzellennr.	Eigentum	Name	Nature	Gesamtgröße m²	%	Einbezogener Teil	Anteil im Schutzgebiet m²
BEI WERWELSLACH	397/2497	privat		pré	4090	100%	ganz	4090
BEI WERWELSLACH	398/673	privat		pré	4550	100%	ganz	4550
BEI WERWELSLACH	366/2893	privat		pré	2000	100%	ganz	2000
BEI WERWELSLACH	398/1199	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	2100	100%	ganz	2100
BEI WERWELSLACH	398/1200	privat		vaine	2040	100%	ganz	2040
BEI WERWELSLACH	379/2890	privat		terre labourable	11650	100%	ganz	11650
BEI WERWELSLACH	376/2009	privat		terre labourable	1370	100%	ganz	1370
BEI WERWELSLACH	394/846	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	2620	100%	ganz	2620
BEI WERWELSLACH	394/847	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	350	100%	ganz	350
BEI WERWELSLACH	394/2038	privat		pré	3480	100%	ganz	3480
BEI WERWELSLACH	395/1583	privat		pré	2330	100%	ganz	2330
BEI WERWELSLACH	395/1584	privat		pré	2330	100%	ganz	2330
BEI WERWELSLACH	397/1794	privat		pré	2030	100%	ganz	2030
BEI WERWELSLACH	393/2847	öffentlich	Mamer, la Commune	terre labourable	1130	100%	ganz	1130
BEI WERWELSLACH	393/2846	privat		terre labourable	1120	100%	ganz	1120
BEI WERWELSLACH	392/2024	privat		terre labourable	2210	100%	ganz	2210
BEI WERWELSLACH	391/438	privat		pré	680	100%	ganz	680
BEI WERWELSLACH	392/2023	privat		terre labourable	1860	100%	ganz	1860
BEI WERWELSLACH	389/2021	privat		terre labourable	1420	100%	ganz	1420
BEI WERWELSLACH	391/2	privat		pré	760	100%	ganz	760
BEI WERWELSLACH	390/743	privat		pré	510	100%	ganz	510
BEI WERWELSLACH	396/1250	privat		pré	2620	100%	ganz	2620
BEI WERWELSLACH	396/1251	privat		pré	2650	100%	ganz	2650
BEI WERWELSLACH	385/2891	privat		terre labourable	8210	100%	ganz	8210
BEI WERWELSLACH	386/2892	privat		pré	4300	100%	ganz	4300
ENGELSRATT	170/2458	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	7690	100%	ganz	7690
ENGELSRATT	123/4192	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	170175	100%	ganz	170120
ENGELSRATT	122	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	431820	100%	ganz	431820
ENGELSRATT	121	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	16090	100%	ganz	16090
FONKENKOEPP	115	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	30880	100%	ganz	30880
FRESCHENFELD	90/1289	privat		bois	2960	100%	ganz	2960
FRESCHENFELD	90/1290	privat		bois	3100	100%	ganz	3100
FRESCHENFELD	89/1837	öffentlich	Mamer, la Commune	terre labourable	2050	100%	ganz	2050
FRESCHENFELD	89/1836	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	3320	89%	teilweise	2963
FRESCHENFELD	90/1288	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	2100	100%	ganz	2100
FRESCHENFELD	90/1287	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	2830	100%	ganz	2830
GOLLENWIES	116/1409	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	4420	100%	ganz	4420
GOLLENWIES	239/2493	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	4045	100%	ganz	4045
GOLLENWIES	117/1410	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	2670	100%	ganz	2670
GOLLENWIES	117/1411	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	2390	100%	ganz	2390
GOLLENWIES	240/2556	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	7220	100%	ganz	7220
GOLLENWIES	249	privat		pré	3370	100%	ganz	3370
GOLLENWIES	241	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	1530	100%	ganz	1530
GOLLENWIES	242	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	1150	100%	ganz	1150
GOLLENWIES	243	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	1160	100%	ganz	1160
GOLLENWIES	244	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	1150	100%	ganz	1150
GOLLENWIES	245/3340	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	1480	100%	ganz	1480
GOLLENWIES	246	privat		pré	1530	100%	ganz	1530
GOLLENWIES	117/1907	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	5820	100%	ganz	5820
GOLLENWIES	248	privat		pré	6940	100%	ganz	6940
GOLLENWIES	247/1493	privat		pré	4780	100%	ganz	4780
GOLLENWIES	249/2	privat		pré	3370	100%	ganz	3370
HINTERSTE ROHR	1	privat		bois	2140	100%	ganz	2140
HINTERSTE ROHR	3/1826	privat		pré	3710	100%	ganz	3710
HINTERSTE ROHR	2/1825	privat		terre labourable	3180	100%	ganz	3180
HINTERSTE ROHR	4/1827	privat		terre labourable	2900	100%	ganz	2900
HINTERSTE ROHR	4/1828	privat		terre labourable	2720	100%	ganz	2720
HINTERSTE ROHR	2/3335	privat		bois	220	100%	ganz	220
HINTERSTE ROHR	25	privat		terre labourable	300	100%	ganz	300
HINTERSTE ROHR	29/1239	privat		terre labourable	260	100%	ganz	260
HINTERSTE ROHR	29/1240	privat		terre labourable	250	100%	ganz	250
HINTERSTE ROHR	29/2465	privat		terre labourable	570	100%	ganz	570
HINTERSTE ROHR	30	privat		broussaillies	264	100%	ganz	264
HINTERSTE ROHR	37	privat		bois	670	100%	ganz	670
HINTERSTE ROHR	24/670	privat		terre labourable	430	100%	ganz	430
HINTERSTE ROHR	24/671	privat		terre labourable	330	100%	ganz	330
HINTERSTE ROHR	24/672	privat		bois	370	100%	ganz	370
HINTERSTE ROHR	24/131	privat		terre labourable	360	100%	ganz	360
HINTERSTE ROHR	24/132	privat		terre labourable	280	100%	ganz	280
HINTERSTE ROHR	23	privat		terre labourable	300	100%	ganz	300
HINTERSTE ROHR	19	privat		broussaillies	1200	100%	ganz	1200
IN ENGELSRATT	118/2736	privat		bois	1800	100%	ganz	1800
IN ENGELSRATT	118/2737	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	900	100%	ganz	900
IN ENGELSRATT	118/1469	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	1350	100%	ganz	1350
IN ENGELSRATT	118/2964	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	500	100%	ganz	500
IN ENGELSRATT	118/2963	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	850	100%	ganz	850
IN ENGELSRATT	120/2738	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	900	100%	ganz	900
IN ENGELSRATT	120/2739	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	1800	100%	ganz	1800
IN MERESCHTSTUECKEN	375/2522	privat		terre labourable	3890	100%	ganz	3890
IN MERESCHTSTUECKEN	375/8	privat		terre labourable	1110	100%	ganz	1110
IN WERWELSLACH	410/4195	privat		pré	22933	42%	teilweise	9683
IN WERWELSLACH	409/4194	privat		pré	18612	93%	teilweise	17358
IN WERWELSLACH	404/1904	privat		pré	2500	100%	ganz	2500
IN WERWELSLACH	404/1905	privat		pré	2500	100%	ganz	2500
IN WERWELSLACH	405/1612	privat		pré	2960	100%	ganz	2960
IN WERWELSLACH	405/1613	privat		pré	2970	100%	ganz	2970
IN WERWELSLACH	124/172	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	3900	100%	ganz	3900
IN WERWELSLACH	126/2828	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	3040	100%	ganz	3040
IN WERWELSLACH	126/2827	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	3040	100%	ganz	3040
IN WERWELSLACH	126/3338	privat		pré	4160	100%	ganz	4160
IN WERWELSLACH	127/2741	privat		pré	1650	100%	ganz	1650
IN WERWELSLACH	127/2740	privat		pré	1660	100%	ganz	1660
IN WERWELSLACH	400/2498	privat		vaine	9200	100%	ganz	9200
IN WERWELSLACH	401	privat		pré	1370	100%	ganz	1370
IN WERWELSLACH	402	privat		pré	4860	100%	ganz	4860
LOHRBERG	235/1114	privat		bois	670	100%	ganz	670
LOHRBERG	234/1997	privat		terre labourable	2970	13%	teilweise	391

LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	255	privat		terre labourable	3330	100%	ganz	3330
LOHRLACH	91/1379	öffentlich	Mamer, la Commune	bois	960	100%	ganz	960
LOHRLACH	92/1380	öffentlich	Mamer, la Commune	terre labourable	3480	84%	teilweise	2915
LOHRWIES	61	privat		pré	4070	100%	ganz	4070
LOHRWIES	62	privat		terre labourable	3860	100%	ganz	3860
LOHRWIES	63/1551	privat		terre labourable	1900	100%	ganz	1900
LOHRWIES	60	privat		pré	2750	100%	ganz	2750
LOHRWIES	63/1550	privat		terre labourable	1900	100%	ganz	1900
UM SPASS	173/4193	privat		terre labourable	1822	100%	ganz	1822
VORDERSTE ROHR	38/1934	privat		terre labourable	1950	100%	ganz	1950
VORDERSTE ROHR	56/2723	privat		terre labourable	2450	100%	ganz	2450
VORDERSTE ROHR	57/2863	privat		terre labourable	1270	100%	ganz	1270
VORDERSTE ROHR	58	privat		terre labourable	2540	100%	ganz	2540
VORDERSTE ROHR	59	privat		terre labourable	3050	100%	ganz	3050
VORDERSTE ROHR	38/1933	privat		bois	750	100%	ganz	750
VORDERSTE ROHR	48/4608	öffentlich	Mamer, la Commune	place voirie	3	100%	ganz	3
VORDERSTE ROHR	56/2724	privat		terre labourable	2450	100%	ganz	2450
VORDERSTE ROHR	57/2864	privat		terre labourable	680	100%	ganz	680
VORDERSTE ROHR	55/2729	privat		pré	1640	98%	teilweise	1611
VORDERSTE ROHR	51/2760	privat		bois	735	100%	ganz	735
VORDERSTE ROHR	51/2727	privat		bois	3360	100%	ganz	3360
VORDERSTE ROHR	48/4609	privat		bois	4237	100%	ganz	4237
VORDERSTE ROHR	49/4611	privat		terre labourable	1722	100%	ganz	1722
Section E de Capellen								
Flurname	Parzellennr.	Eigentum	Name	Nature	Gesamtgröße m²	%	Einbezogener Teil	Anteil im Schutzgebiet m²
BEI PELLERHECK	1	privat		bois	1870	100%	ganz	1870
BEI PELLERHECK	2	privat		terre labourable	1260	100%	ganz	1260
BEI PELLERHECK	7/78	privat		bois	23050	100%	ganz	23050
BEI PELLERHECK	8	privat		terre labourable	990	40%	teilweise	391
BEI PELLERHECK	21/792	privat		terre labourable	57750	9%	teilweise	5314
BRUDERFELD	45/79	privat		bois	6670	100%	ganz	6670
KLEEWIES	77/657	privat		pré	5455	100%	ganz	5455

Commune de Kehlen

Zone A

Section A de Kehlen

Flurname	Parzellennr.	Eigentum	Name	Nature	Gesamtgröße m²	%	Einbezogener Teil	Anteil im Schutzgebiet m²
IM ROHR	2765/2319	privat		pré	10180	100%	ganz	10180
IM ROHR	2765/2320	öffentlich	Domaine de l'Etat	pré	10180	100%	ganz	10180
IM ROHR	2765/5234	öffentlich	Domaine de l'Etat	pré	10180	100%	ganz	10180
IM ROHR	2772/5235	öffentlich	Domaine de l'Etat	pré	2340	100%	ganz	2340

Section B d'Olm

Flurname	Parzellennr.	Eigentum	Name	Nature	Gesamtgröße m²	%	Einbezogener Teil	Anteil im Schutzgebiet m²
IM HOCH	203	öffentlich	Kehlen, la Commune	vaine	1280	100%	ganz	1280
IM HOCH	217/368	öffentlich	Kehlen, la Commune	pré	2490	100%	ganz	2490
IM HOCH	217/367	privat		pré	2490	100%	ganz	2490
IM HOCH	205	öffentlich	Kehlen, la Commune	pré	7200	100%	ganz	7200
IM HOCH	204/1419	öffentlich	Kehlen, la Commune	vaine	2780	100%	ganz	2780

Commune de Mamer

Zone B

Section A de Mamer-Nord

Flurname	Parzellennr.	Eigentum	Name	Nature	Gesamtgröße m²	%	Einbezogener Teil	Anteil im Schutzgebiet m²
EWELECK	331/2422	privat		terre labourable	4350	100%	ganz	4350
EWELECK	331/2423	privat		terre labourable	3650	100%	ganz	3650
EWELECK	332/2030	privat		terre labourable	6890	100%	ganz	6890
EWELECK	278	privat		pré	970	100%	ganz	970
EWELECK	290/1927	privat		pré	2400	100%	ganz	2400
EWELECK	285	privat		terre labourable	1050	100%	ganz	1050
EWELECK	284/494	öffentlich	Mamer, la Fabrique d'Eglise	terre labourable	2700	100%	ganz	2700
EWELECK	280	privat		pré	1960	100%	ganz	1960
EWELECK	279	privat		pré	4090	100%	ganz	4090
EWELECK	288/1607	privat		terre labourable	1770	100%	ganz	1770
EWELECK	286/495	privat		terre labourable	3250	100%	ganz	3250
EWELECK	287/733	privat		terre labourable	1620	100%	ganz	1620
EWELECK	281	privat		terre labourable	1100	100%	ganz	1100
EWELECK	283/1606	privat		terre labourable	1860	100%	ganz	1860
EWELECK	287/2494	privat		terre labourable	3250	100%	ganz	3250
EWELECK	282/2401	privat		terre labourable	2510	100%	ganz	2510
FRESCHENFELD	89/1836	öffentlich	Mamer, la Commune	pré	3320	11%	teilweise	357
HINTERSTE ROHR	28/2	privat		terre labourable	5380	100%	ganz	5380
HINTERSTE ROHR	31	privat		terre labourable	2780	100%	ganz	2780
HINTERSTE ROHR	32/2517	privat		terre labourable	3770	100%	ganz	3770
HINTERSTE ROHR	33	privat		terre labourable	2290	100%	ganz	2290
HINTERSTE ROHR	20/1878	privat		terre labourable	2990	100%	ganz	2990
HINTERSTE ROHR	34	privat		terre labourable	2210	100%	ganz	2210
HINTERSTE ROHR	35/508	privat		terre labourable	3100	100%	ganz	3100
HINTERSTE ROHR	35/509	privat		terre labourable	2500	100%	ganz	2500
HINTERSTE ROHR	36/2604	privat		terre labourable	5280	100%	ganz	5280
HINTERSTE ROHR	28/1236	privat		terre labourable	2560	100%	ganz	2560
HINTERSTE ROHR	28/1237	privat		terre labourable	2520	100%	ganz	2520
HINTERSTE ROHR	28/1238	privat		terre labourable	2900	100%	ganz	2900
HINTERSTE ROHR	18/1575	privat		terre labourable	3350	30%	teilweise	1022
HINTERSTE ROHR	18/1574	privat		terre labourable	3320	30%	teilweise	1002
HINTERSTE ROHR	18/2989	privat		terre labourable	3835	100%	ganz	3835
HINTERSTE ROHR	20/2722	privat		terre labourable	4000	100%	ganz	4000
IN MERESCHTSTUECKEN	372/2843	privat		terre labourable	2630	77%	teilweise	2019
IN MERESCHTSTUECKEN	372/2842	privat		terre labourable	2630	68%	teilweise	1779
IN MERESCHTSTUECKEN	372/2865	privat		terre labourable	3660	100%	ganz	3660
IN MERESCHTSTUECKEN	372/2841	privat		terre labourable	2630	47%	teilweise	1244
IN MERESCHTSTUECKEN	364	privat		pré	3780	100%	ganz	3780
IN MERESCHTSTUECKEN	366/841	privat		pré	7200	56%	teilweise	4007
IN MERESCHTSTUECKEN	363	privat		terre labourable	5300	100%	ganz	5300
IN MERESCHTSTUECKEN	361/2889	privat		terre labourable	14350	100%	ganz	14350

IN MERESCHTSTUECKEN	372/2966	privat		terre labourable	660	100%	ganz	660
IN MERESCHTSTUECKEN	372/2845	privat		terre labourable	2640	96%	teilweise	2532
IN MERESCHTSTUECKEN	372/2844	privat		terre labourable	2630	85%	teilweise	2229
IN MERESCHTSTUECKEN	371/4530	privat		terre labourable	8371	14%	teilweise	1166
IN MERESCHTSTUECKEN	354	privat		pré	5570	24%	teilweise	1337
IN MERESCHTSTUECKEN	358/4474	privat		pré	9375	49%	teilweise	4599
IN MERESCHTSTUECKEN	358/1494	privat		terre labourable	2550	100%	ganz	2550
IN MERESCHTSTUECKEN	358/2888	privat		terre labourable	5620	100%	ganz	5620
IN MERESCHTSTUECKEN	359	privat		terre labourable	6690	100%	ganz	6690
IN RUPLESCHT	193/3	privat		pré	2840	100%	ganz	2840
IN RUPLESCHT	191/2400	privat		pré	3680	100%	ganz	3680
IN RUPLESCHT	192	privat		pré	3320	100%	ganz	3320
IN RUPLESCHT	193/1293	privat		pré	1900	100%	ganz	1900
IN RUPLESCHT	193/2468	privat		pré	3200	100%	ganz	3200
IN RUPLESCHT	196	privat		pré	1230	100%	ganz	1230
IN RUPLESCHT	193/2469	privat		pré	1070	100%	ganz	1070
IN RUPLESCHT	199/176	privat		pré	1410	100%	ganz	1410
IN RUPLESCHT	202	privat		terre labourable	1840	100%	ganz	1840
IN RUPLESCHT	203	privat		pré	680	100%	ganz	680
IN RUPLESCHT	204	privat		terre labourable	3060	100%	ganz	3060
IN RUPLESCHT	205	privat		pré	420	100%	ganz	420
IN RUPLESCHT	194	privat		pré	165	100%	ganz	165
IN RUPLESCHT	195	privat		pré	740	100%	ganz	740
IN RUPLESCHT	206	privat		pré	520	100%	ganz	520
IN RUPLESCHT	207	privat		terre labourable	2490	100%	ganz	2490
IN RUPLESCHT	208	öffentlich	Mamer, la Fabrique d'Eglise	terre labourable	2130	100%	ganz	2130
IN RUPLESCHT	212/4698	privat		pré	10950	100%	ganz	10950
IN RUPLESCHT	197/4624	privat		terre labourable	5861	100%	ganz	5861
IN RUPLESCHT	198/4630	privat		terre labourable	892	100%	ganz	892
IN RUPLESCHT	200/4635	öffentlich	Mamer, la Commune	place	8	100%	ganz	8
IN RUPLESCHT	198/4632	privat		terre labourable	1912	100%	ganz	1912
IN RUPLESCHT	202/4636	öffentlich	Mamer, la Commune	place	29	100%	ganz	29
IN RUPLESCHT	204/4637	öffentlich	Mamer, la Commune	place	46	100%	ganz	46
IN RUPLESCHT	200/4634	privat		terre labourable	2996	100%	ganz	2996
IN WERWELSLACH	410/4195	privat		pré	22933	23%	teilweise	5231
LOHRBERG	216	privat		terre labourable	4050	100%	ganz	4050
LOHRBERG	234/1997	privat		terre labourable	2970	87%	teilweise	2579
LOHRBERG	217	privat		terre labourable	1910	100%	ganz	1910
LOHRBERG	218	privat		terre labourable	1670	100%	ganz	1670
LOHRBERG	221	privat		terre labourable	890	100%	ganz	890
LOHRBERG	219	privat		terre labourable	2360	100%	ganz	2360
LOHRBERG	222	privat		terre labourable	740	100%	ganz	740
LOHRBERG	220	privat		terre labourable	3000	100%	ganz	3000
LOHRBERG	225/1778	privat		terre labourable	560	100%	ganz	560
LOHRBERG	223	privat		terre labourable	2530	100%	ganz	2530
LOHRBERG	226	privat		terre labourable	540	100%	ganz	540
LOHRBERG	224/1777	privat		terre labourable	1780	100%	ganz	1780
LOHRBERG	229	privat		pré	740	100%	ganz	740
LOHRBERG	227	privat		terre labourable	1480	100%	ganz	1480
LOHRBERG	226	privat		pré	1950	100%	ganz	1950
LOHRBERG	83/2684	privat		terre labourable	1290	100%	ganz	1290
LOHRBERG	78/801	privat		pré	1110	100%	ganz	1110
LOHRBERG	83/2685	privat		terre labourable	2000	100%	ganz	2000
LOHRBERG	79/2607	privat		terre labourable	1980	100%	ganz	1980
LOHRBERG	81/1770	privat		terre labourable	1330	100%	ganz	1330
LOHRBERG	78/968	privat		terre labourable	4720	100%	ganz	4720
LOHRBERG	81/1771	privat		terre labourable	1140	100%	ganz	1140
LOHRBERG	81/2562	privat		terre labourable	6180	100%	ganz	6180
LOHRBERG	81/3	privat		terre labourable	1660	100%	ganz	1660
LOHRBERG	82/1577	privat		terre labourable	3100	100%	ganz	3100
LOHRBERG	76/2399	privat		terre labourable	2600	100%	ganz	2600
LOHRBERG	76/4665	privat		terre labourable	2720	100%	ganz	2720
LOHRBERG	77/4620	privat		terre labourable	1351	100%	ganz	1351
LOHRBERG	77/4622	privat		terre labourable	935	100%	ganz	935
LOHRBERG	73/4615	privat		terre labourable	3267	100%	ganz	3267
LOHRBERG	73/4614	öffentlich	Mamer, la Commune	place voirie	23	100%	ganz	23
LOHRBERG	71	privat		terre labourable	4520	100%	ganz	4520
LOHRBERG	72	privat		terre labourable	5580	100%	ganz	5580
LOHRBERG	236/1998	privat		terre labourable	2760	100%	ganz	2760
LOHRBERG	230/1996	privat		terre labourable	7750	100%	ganz	7750
LOHRBERG	236/1999	privat		terre labourable	2120	100%	ganz	2120
LOHRBERG	230/3339	öffentlich	Mamer, la Commune	chemin d'exploita	710	100%	ganz	710
LOHRBERG	237/2000	privat		terre labourable	2050	100%	ganz	2050
LOHRBERG	231	privat		pré	5420	100%	ganz	5420
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	251/1937	privat		pré	2700	100%	ganz	2700
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	250/830	privat		terre labourable	10750	100%	ganz	10750
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	252/831	privat		terre labourable	5430	100%	ganz	5430
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	257/1273	privat		terre labourable	4100	100%	ganz	4100
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	257/1274	privat		terre labourable	3780	100%	ganz	3780
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	254	privat		pré	6050	100%	ganz	6050
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	256	privat		terre labourable	3480	100%	ganz	3480
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	258/2608	privat		terre labourable	4200	100%	ganz	4200
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	259/2610	privat		terre labourable	4810	100%	ganz	4810
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	258/2609	privat		terre labourable	4180	100%	ganz	4180
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	257/2008	privat		terre labourable	3140	100%	ganz	3140
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	257/2007	privat		terre labourable	1670	100%	ganz	1670
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	257/2006	privat		terre labourable	1520	100%	ganz	1520
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	257/2005	privat		terre labourable	3970	100%	ganz	3970
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	257/2004	privat		terre labourable	4320	100%	ganz	4320
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	250/2003	privat		terre labourable	2480	100%	ganz	2480
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	250/2001	privat		terre labourable	2550	100%	ganz	2550
LOHRBERG BEI GOLLENWEIHER	250/2002	privat		terre labourable	2280	100%	ganz	2280
LOHRLACH	92/1380	öffentlich	Mamer, la Commune	terre labourable	3480	16%	teilweise	565
LOHRLACH	92/1881	öffentlich	Mamer, la Commune	terre labourable	3950	100%	ganz	3949
LOHRLACH	92/677	privat		terre labourable	2230	100%	ganz	2230
LOHRLACH	92/1983	privat		terre labourable	2420	100%	ganz	2420
LOHRLACH	94/1985	privat		terre labourable	2190	100%	ganz	2190
LOHRLACH	94/1984	privat		terre labourable	2460	100%	ganz	2460
LOHRLACH	95/1986	privat		terre labourable	3130	100%	ganz	3130
LOHRLACH	101/2886	privat		terre labourable	6326	100%	ganz	6326
LOHRLACH	103/2887	privat		terre labourable	6326	100%	ganz	6326
LOHRLACH	104	privat		terre labourable	720	100%	ganz	720
LOHRLACH	100	privat		pré	2470	100%	ganz	2470

LOHRLACH	104/2	privat		terre labourable	790	100%	ganz	790
LOHRLACH	105/163	privat		terre labourable	1000	100%	ganz	1000
LOHRLACH	105/164	privat		pré	990	100%	ganz	990
LOHRLACH	109/1215	privat		pré	560	100%	ganz	560
LOHRLACH	110	privat		pré	850	100%	ganz	850
LOHRLACH	113/709	privat		pré	640	100%	ganz	640
LOHRLACH	114/1995	privat		terre labourable	1260	100%	ganz	1260
LOHRLACH	114/3337	öffentlich	Mamer, la Commune	chemin d'exploitat	1400	100%	ganz	1400
LOHRLACH	106/1990	privat		terre labourable	3650	100%	ganz	3650
LOHRLACH	107/1991	privat		terre labourable	3120	100%	ganz	3120
LOHRLACH	108/1992	privat		terre labourable	1980	100%	ganz	1980
LOHRLACH	108/1993	privat		terre labourable	1090	100%	ganz	1090
LOHRLACH	111/1994	privat		terre labourable	3405	100%	ganz	3405
LOHRLACH	114/3336	privat		terre labourable	2765	100%	ganz	2765
LOHRLACH	98	privat		pré	2740	100%	ganz	2740
LOHRLACH	99	privat		pré	2430	100%	ganz	2430
LOHRLACH	88	privat		terre labourable	3040	100%	ganz	3040
LOHRLACH	87/1880	privat		terre labourable	3360	100%	ganz	3360
LOHRLACH	87/2467	privat		terre labourable	2450	100%	ganz	2450
LOHRLACH	87/2466	privat		terre labourable	1280	100%	ganz	1280
LOHRLACH	86/1833	privat		terre labourable	1830	100%	ganz	1830
LOHRLACH	86/1832	privat		terre labourable	1950	100%	ganz	1950
LOHRLACH	85/1831	privat		terre labourable	2640	100%	ganz	2640
LOHRLACH	84/1830	privat		terre labourable	2570	100%	ganz	2570
LOHRLACH	109/1214	privat		pré	970	100%	ganz	970
LOHRWIES	68	privat		pré	2230	100%	ganz	2230
LOHRWIES	66	privat		pré	3700	100%	ganz	3700
LOHRWIES	69	privat		pré	2640	100%	ganz	2640
LOHRWIES	64	privat		terre labourable	1850	100%	ganz	1850
LOHRWIES	64/2	privat		terre labourable	2150	100%	ganz	2150
LOHRWIES	65	privat		terre labourable	2200	100%	ganz	2200
LOHRWIES	70	privat		terre labourable	2200	100%	ganz	2200
VORDERSTE ROHR	42	privat		terre labourable	3180	100%	ganz	3180
VORDERSTE ROHR	39/427	privat		terre labourable	1110	100%	ganz	1110
VORDERSTE ROHR	38/425	privat		terre labourable	5700	100%	ganz	5700
VORDERSTE ROHR	39/426	privat		terre labourable	3030	100%	ganz	3030
VORDERSTE ROHR	39/428	privat		terre labourable	3070	100%	ganz	3070
VORDERSTE ROHR	40/1195	privat		terre labourable	1270	100%	ganz	1270
VORDERSTE ROHR	40/1196	privat		terre labourable	3810	100%	ganz	3810
VORDERSTE ROHR	41	privat		terre labourable	3900	100%	ganz	3900
VORDERSTE ROHR	48/1935	privat		terre labourable	2950	100%	ganz	2950
VORDERSTE ROHR	49/1768	privat		terre labourable	5830	100%	ganz	5829
VORDERSTE ROHR	43/2518	privat		terre labourable	6600	100%	ganz	6600
VORDERSTE ROHR	45	privat		terre labourable	6470	100%	ganz	6470
VORDERSTE ROHR	46/2605	privat		terre labourable	3050	100%	ganz	3050
VORDERSTE ROHR	46/2606	privat		terre labourable	3040	100%	ganz	3040
VORDERSTE ROHR	47	privat		terre labourable	1810	100%	ganz	1810
VORDERSTE ROHR	47/2	privat		terre labourable	1700	100%	ganz	1700
VORDERSTE ROHR	47/3	privat		terre labourable	1630	100%	ganz	1630
VORDERSTE ROHR	47/795	privat		terre labourable	2420	100%	ganz	2420
VORDERSTE ROHR	50	privat		terre labourable	5640	100%	ganz	5640
WOETZEMER	265/2519	privat		terre labourable	7170	85%	teilweise	6114
WOETZEMER	260/2612	privat		pré	7400	100%	ganz	7400
WOETZEMER	260/2611	privat		pré	7380	100%	ganz	7380
WOETZEMER	267/1691	privat		pré	3770	100%	ganz	3770
WOETZEMER	266	privat		pré	2300	100%	ganz	2300
WOETZEMER	263/1417	privat		pré	1680	100%	ganz	1680
WOETZEMER	276	privat		pré	1140	100%	ganz	1140
WOETZEMER	275	privat		pré	1180	100%	ganz	1180
WOETZEMER	272/1582	privat		pré	600	100%	ganz	600
WOETZEMER	269/1580	privat		pré	1680	100%	ganz	1680
WOETZEMER	269/1297	privat		pré	1540	100%	ganz	1540
WOETZEMER	272/1581	privat		pré	1380	100%	ganz	1380
WOETZEMER	269/1296	privat		pré	2290	100%	ganz	2290
WOETZEMER	270/3341	privat		pré	5720	100%	ganz	5720
WOETZEMER	269/1295	privat		pré	820	100%	ganz	820
WOETZEMER	268/832	privat		pré	1780	100%	ganz	1780
Section E de Capellen								
Flurname	Parzellennr.	Eigentum	Name	Nature	Gesamigröße m²	%	Einbezogener Teil	Anteil im Schutzgebiet m²
BRUDERFELD	46/796	privat		pré	27490	100%	ganz	27490
BRUDERFELD	42/795	privat		pré	54385	33%	teilweise	17680
BRUDERFELD	29/793	privat		pré	16335	100%	ganz	16335
KLEEWIES	73/663	privat		pré	3655	100%	ganz	3655
KLEEWIES	76/131	privat		pré	3410	100%	ganz	3410
KLEEWIES	76/130	privat		pré	4830	100%	ganz	4829
KLEEWIES	74/128	privat		pré	1470	100%	ganz	1470
KLEEWIES	72/662	öffentlich	Mamer, la Commune	chemin d'exploitat	781	37%	teilweise	290



FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen.
Ministère initiateur :	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Auteur(s) :	Gilles Biver (MECDD)
Téléphone :	2478-6834
Courriel :	gilles.biver@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Déclaration de la zone « Engelsratt / Werwelslach » sous forme de réserve naturelle
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Administration de la nature et et des forêts
Date :	15/11/2020



Mieux légiférer

1

Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles : Ministère du Développement durable et des Infrastructures - Département des Transports;
Administration des ponts et chaussées;
Administration de la nature et des forêts;
Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles;
Conseil communal de Mamer;
Conseil communal de Kehlen

Remarques / Observations : Adaptations réalisées à la partie écrite et la partie graphique, après enquête publique

2

Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : Oui Non
- Citoyens : Oui Non
- Administrations : Oui Non

3

Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a. ¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

¹ N.a. : non applicable.

4

Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non

Remarques / Observations : Le projet est accompagné d'un dossier de classement en plus de l'exposé des motifs, ainsi que d'un commentaire des articles

5

Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non

Remarques / Observations : Le projet clarifie le statut de la zone mentionnée par la Décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021



6

Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :



10 En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.

Sinon, pourquoi ?

11 Le projet contribue-t-il en général à une :
a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non

Remarques / Observations : Meilleure visibilité d'un projet de réserve naturelle mentionnée par la Décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature

12 Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.

13 Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14 Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi : Le projet de la réserve naturelle vise tous les citoyens indépendamment de leur sexe

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

16

Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

Directive « services »

17

Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18

Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)



**Registre aux délibérations
du conseil communal
de la commune de Kehlen**

Séance publique du 10 mai 2019

Annonce publique de la séance et convocation des conseillers: 3 mai 2019

Présents: MM. Eischen Félix, bourgmestre; Scholtes Guy et Koch Lucien, échevins;
MM. Bissen Marc, Bonifas Larry, Breden Guy, Hansen Thomas, Kockelmann
Romain, Kohnen Guy et Noesen André, conseillers;
M. Back Mike, secrétaire communal.

Excusés: Mme Heintz Nathalie, conseiller, excusée.

Assemblée de l'Administration
DATE D'ENTRÉE

15 MAI 2019

Point de l'ordre du jour: **11**

Objet: Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen

Le Conseil Communal,

Vu l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » situées sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen;

Précisant que ledit projet de règlement grand-ducal a été déposé du 2 avril 2019 au 2 mai 2019 inclus à la maison communale, où le public pouvait en prendre connaissance;

Considérant les prises de positions et/ou réclamations présentées par des habitants de la commune de Kehlen, respectivement de personnes étant propriétaires de terrains situés sur le territoire de la commune de Kehlen;

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34, 35 et 37 à 45;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée «Stratégie nationale Biodiversité»;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Après en avoir délibéré conformément à la loi, unanimement

Avise favorablement l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » situées sur les territoires des communes de Mamer et de Kehlen, tel qu'il est présenté;

Demande néanmoins à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable de considérer les prises de positions et/ou réclamations présentées;

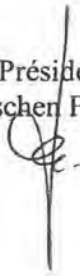
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Entré le

21 MAI 2019

Prie Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable de bien vouloir vérifier si l'avant-projet de règlement grand-ducal en question ne compromet pas l'exécution des projets discutés actuellement entre les différents Ministères compétents et les communes de Kehlen, Koerich et Mamer quant à l'apaisement du trafic dans la région centre-ouest.

A Kehlen, date qu'en tête.

Le Président,
Eischen Félix,

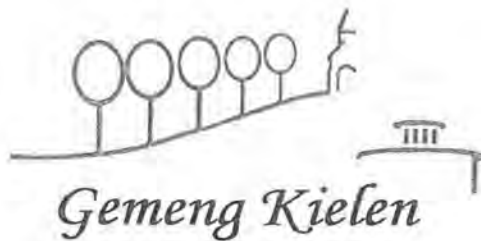


Le conseil communal,
(Suivent les signatures,)
Pour extrait conforme,
Kehlen, le 10 mai 2019,



Le Secrétaire,
Back Mike,





AVIS AU PUBLIC

PROJET DE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL DÉCLARANT ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL SOUS FORME DE RÉSERVE NATURELLE, LA ZONE « ENGELSRATT / WERWELSLACH » SISE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE MAMER ET DE KEHLEN

Il est porté à la connaissance du public que, conformément à l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen est déposé pendant trente jours à partir **du 2 avril 2019 jusqu'au 2 mai 2019 inclus** à la maison communale, au Service technique (1^{er} étage), où le public peut en prendre connaissance pendant les heures normales d'ouverture des bureaux.

Les observations des intéressés concernant le projet de règlement grand-ducal devront être présentées **par écrit au collège des bourgmestre et échevins dans les 30 jours** à compter de la publication du dépôt à la maison communale, **soit jusqu'au 2 mai 2019 inclus**.

Kehlen, le 2 avril 2019

Pour le collège des bourgmestre et échevins
Le bourgmestre
Félix Eischen

Le secrétaire
Mike Back





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Luxembourg, le 2/4/2019

A l'attention du collège échevinal
de la commune de Kehlen
15, rue de Mamer
L-8280 Kehlen

Personne en charge du dossier :
Gilles Biver
☎ 247 86834

Objet : Rectificatif - Avant-projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen

Monsieur le Bourgmestre,
Messieurs les échevins,

Me référant au courrier du 14 mars 2019 par lequel vous avez été saisi de bien vouloir déposer le dossier sous rubrique dans le cadre de l'enquête publique et me référant à la présentation publique qui a eu lieu en date du 1^{er} avril 2019 au *Mamer Schloss*, il s'est avéré qu'une erreur matérielle s'est glissée au niveau de l'avant-projet dudit règlement grand-ducal, et notamment du parcellaire cadastral, transmis par courrier en date du 14 mars 2019.

Ainsi je vous saurais gré de bien vouloir publier dans le cadre de l'enquête publique l'avant-projet de règlement grand-ducal rectifié, ci-joint qui correspond à la délimitation de ladite zone telle qu'approuvée par le Gouvernement en conseil.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre et Messieurs les échevins, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et
du Développement durable

Carole Dieschbourg

Avant-projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34, 35 et 37 à 45 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu l'avis émis par les conseils communaux des communes de Mamer et de Kehlen après enquête publique ;

Vu les avis ... [Chambre d'agriculture, Chambre des métiers et Chambre de commerce] ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national, la réserve naturelle « Engelsratt / Werwelslach », sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen, partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » référencée sous le code LU0001018.

Art. 2. La zone protégée d'intérêt national « Engelsratt / Werwelslach » d'une étendue totale de 181,93 hectares, se compose de deux parties :

1° la partie A, d'une étendue de 101,76 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la commune de Mamer, section A de Mamer-Nord et section E de Capellen, et de la commune de Kehlen, section A de Kehlen et section B d'Olm, sous les numéros :

a) Commune de Mamer, section A de Mamer-Nord :

1, 2/1825, 2/3335, 3/1826, 4/1827, 4/1828, 19, 23, 24/131, 24/132, 24/670, 24/671, 24/672, 25, 29/1239, 29/1240, 29/2465, 30, 37, 38/1933, 38/1934, 48/4608, 48/4609, 49/4611, 51/2727, 51/2760, 55/2729, 56/2723, 56/2724, 57/2863, 57/2864, 58, 59, 60, 61, 62, 63/1550, 63/1551, 89/1836 partie, 89/1837, 90/1287, 90/1288, 90/1289, 90/1290, 91/1379, 92/1380 partie, 115, 116/1409, 117/1410, 117/1411, 117/1907, 118/1469, 118/2736, 118/2737, 118/2963, 118/2964, 120/2738, 120/2739, 121, 122, 123/4192, 124/172, 126/2827, 126/2828, 126/3338, 127/2740, 127/2741, 170/2458, 173/4193, 234/1997 partie, 235/1114, 239/2493, 240/2556, 241, 242, 243, 244, 245/3340, 246, 247/1493, 248, 249, 249/2, 255, 375/2522, 375/8, 376/2009, 379/2890, 385/2891, 386/2892, 386/2893, 389/2021, 390/743, 391/2, 391/438, 392/2023, 392/2024, 393/2846, 393/2847, 394/2038, 394/846, 394/847, 395/1583, 395/1584, 396/1250, 396/1251, 397/1794, 397/2497,

398/1199, 398/1200, 398/673, 400/2498, 401, 402, 404/1904, 404/1905, 405/1612, 405/1613, 409/4194; 410/4195 partie ;

- b) Commune de Mamer, section E de Capellen :
1, 2, 7/78, 8 partie, 21/792 partie, 45/79, 77/657 ;
- c) Commune de Kehlen, section A de Kehlen :
2765/2319, 2765/2320, 2765/5234, 2772/5235 ;
- d) Commune de Kehlen, section B d'Olm :
203, 217/367, 217/368, 204/1419, 205 ;

2° la partie B, d'une étendue de 75,18 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la commune de Mamer, section A de Mamer-Nord et section E de Capellen, sous les numéros :

- a) Commune de Mamer, section A de Mamer-Nord :
18/1574 partie, 18/1575 partie, 18/2989, 20/1878, 20/2722, 28/1236, 28/1237, 28/1238, 28/2, 31, 32/2517, 33, 34, 35/508, 35/509, 36/2604, 38/425, 39/426, 39/427, 39/428, 40/1195, 40/1196, 41, 42, 43/2518, 45, 46/2605, 46/2606, 47, 47/2, 47/3, 47/795, 48/1935, 49/1768, 50, 64, 64/2, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73/4614, 73/4615, 76/2399, 76/4665, 77/4620, 77/4622, 78/801, 78/968, 79/2607, 81/1770, 81/1771, 81/2562, 81/3, 82/1577, 83/2684, 83/2685, 84/1830, 85/1831, 86/1832, 86/1833, 87/1880, 87/2466, 87/2467, 88, 89/1836 partie, 92/1380 partie, 92/1881, 92/1983, 92/677, 94/1984, 94/1985, 95/1986, 98, 99, 100, 101/2886, 103/2887, 104, 104/2, 105/163, 105/164, 106/1990, 107/1991, 108/1992, 108/1993, 109/1214, 109/1215, 110, 111/1994, 113/709, 114/1995, 114/3336, 114/3337, 191/2400, 192, 193/1293, 193/2468, 193/2469, 193/3, 194, 195, 196, 197/4624, 198/4630, 198/4632, 199/176, 200/4634, 200/4635, 202, 202/4636, 203, 204, 204/4637, 205, 206, 207, 208, 212/4698, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224/1777, 225/1778, 226, 227, 228, 229, 230/1996, 230/3339, 231, 234/1997 partie, 236/1998, 236/1999, 237/2000, 250/2001, 250/2002, 250/2003, 250/830, 251/1937, 252/831, 254, 256, 257/1273, 257/1274, 257/2004, 257/2005, 257/2006, 257/2007, 257/2008, 258/2608, 258/2609, 259/2610, 260/2611, 260/2612, 263/1417, 265/2519 partie, 266, 267/1691, 268/832, 269/1295, 269/1296, 269/1297, 269/1580, 270/3341, 272/1581, 272/1582, 275, 276, 278, 279, 280, 281, 282/2401, 283/1606, 284/494, 285, 286/495, 287/2494, 287/733, 288/1607, 288/1608, 289, 298/2421, 290/1927, 291, 293/1752, 294, 295, 296, 299 partie, 300 partie, 301/436 partie, 303 partie, 304 partie, 305, 306/4707 partie, 323/51 partie, 323/52 partie, 324 partie, 325 partie, 326/2025 partie, 327 partie, 328/1643, 329/2761, 329/2762, 330/2028, 331/2422, 331/2423, 332/2030, 336/2031, 337/2032, 337/3342 partie, 338, 339/1218, 339/2033, 340, 342/2613, 343, 344, 345/2034 partie, 345/2035 partie, 345/2036 partie, 346/2495 partie, 354 partie, 356/4474 partie, 358/1494, 358/2888, 359, 361/2889, 363, 364, 366/841 partie, 371/4530 partie, 372/2841 partie, 372/2842 partie, 372/2843 partie, 372/2844 partie, 372/2845 partie, 372/2965, 372/2966, 388/3343, 410/4195 partie ;
- b) Commune de Mamer, section E de Capellen :
29/793, 42/795 partie, 46/796, 72/662 partie, 73/663, 74/128, 76/130, 76/131.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée d'intérêt national est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Sont interdits dans l'intégralité de la zone protégée, partie A et partie B :

- 1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;
- 2° le dépôt de déchets ;
- 3° les travaux susceptibles de modifier le régime hydrique ou dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées, la dégradation, la destruction ou la pollution des sources ;
- 4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations légères d'affut de chasse et de ruches apicoles ; en outre, cette interdiction ne s'applique pas :
 - a) à la mise en place de miradors ;
 - b) aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des constructions existantes ;
 - c) aux abris légers nécessaires à l'exploitation agricole ou apicole de la zone protégée, dans la seule partie B.

Les exceptions visées sous les points a) à c) restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, désigné ci-après comme « le ministre » ;
- 5° le changement d'affectation des chemins communaux, ruraux ou forestiers, ou des pistes cyclables ;
- 6° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, sauf dans les chemins consolidés existants ; les interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes restent soumises à autorisation préalable du ministre ;
- 7° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- 8° toute coupe rase en forêt feuillue sur des surfaces dépassant 0,3 hectare ;
- 9° toute coupe rase de peuplements de résineux dépassant 0,5 hectare ;
- 10° la perturbation, la capture ou la mise à mort d'animaux appartenant à la faune sauvage indigène, à l'exception de ceux considérés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;
- 11° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies munies d'un revêtement à base de macadam, d'asphalte ou de béton ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
- 12° l'usage d'avions, drones ou autres engins télécommandés ;
- 13° la circulation à vélo et à cheval en dehors des chemins existants, sauf dans le cadre de l'exploitation forestière réalisée avec des chevaux de traits ;
- 14° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi précitée du 18 juillet 2018, ou encore à une distance inférieure à 10 mètres à partir de la crête des berges des cours d'eau permanents ou temporaires ;

- 15° le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux, le retournement ou le réensemencement.

Art. 4. Sont en outre interdits dans la seule partie A de la zone protégée :

- 1° le dépôt de matériaux, à l'exception des grumes sur les lieux d'entreposage ;
- 2° le drainage et l'entretien de drainage ;
- 3° la circulation à pied en dehors des chemins existants ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
- 4° la circulation avec chien non tenu en laisse, sans préjudice de l'exercice de la chasse ;
- 5° la circulation surfacique avec des engins motorisés dans le contexte de l'exploitation forestière, à l'exception de la circulation des engins sylvicoles sur les chemins existants ou sur des layons de débardage distancés les uns des autres de 40 mètres au minimum ;
- 6° l'appâtage du gibier sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi précitée du 18 juillet 2018 ;
- 7° l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages et de parties de ces plantes appartenant à la flore indigène, sans préjudice de l'exploitation agricole, ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée ;
- 8° le sursemis des prairies et pâtures permanentes ;
- 9° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage ;
- 10° la transformation de peuplements de feuillus en peuplements de résineux ou l'augmentation du taux de recouvrement de résineux dans la strate arborée des peuplements de feuillus, ainsi que la plantation de résineux ou d'autres essences allochtones.

Art. 5. Au sein de la partie A, une partie des forêts soumises au régime forestier sera gérée comme réserve forestière intégrale avec une surface minimale de 30 ha. Un plan de gestion spécifique de la réserve naturelle « Engelsratt / Werwelslach » ou le plan de gestion de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » déterminera l'emplacement de la partie réserve forestière intégrale.

Art. 6. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures prises :

- 1° dans l'intérêt de la conservation, la gestion et la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national ;
- 2° dans le cadre de la réalisation du réseau cyclable national conformément à la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;
- 3° dans l'intérêt du maintien et de la restauration du patrimoine historique et culturel dans la zone protégée d'intérêt national.

Toutes ces mesures visées sous 1° à 3° restent toutefois soumises à autorisation préalable du ministre.

Art. 7. Notre ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et notre ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

Biver Roland „propriétaire“
Biver-Haan Marthe et fils Joé „exploitant“
23, rue Schaarfeneck
L-8283 Kehlen



An den Schöffenrat der Gemeinde Mamer

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen

Kehlen, den 15. April 2019

Einschreiben

Betreff: Unsere Parzelle nr. 2765/2319 groß 101,80 AR gelegen „Im Rohr“ im zukünftigen Naturschutzprojekt „Engelsratt-Werwelslaach“ in Kehlen.

Sehr geehrter Herr Bürgermeister, sehr geehrte Schöffen

Wie wir per Brief der Gemeinde Kehlen und der Gemeinde Mamer sowie in der Versammlung vom 1. April 2019 in Mamer erfahren haben soll unsere obengenannte Parzelle voraussichtlich integral in **Sektion A des Naturschutzprojekt Engelsratt-Werwelslaach** umklassiert werden. Das heißt diese Fläche wird mit Auflagen belegt : **null Stickstoffdüngung, kein Pflanzenschutzmittel.**

Wir möchten hiergegen Einspruch erheben.

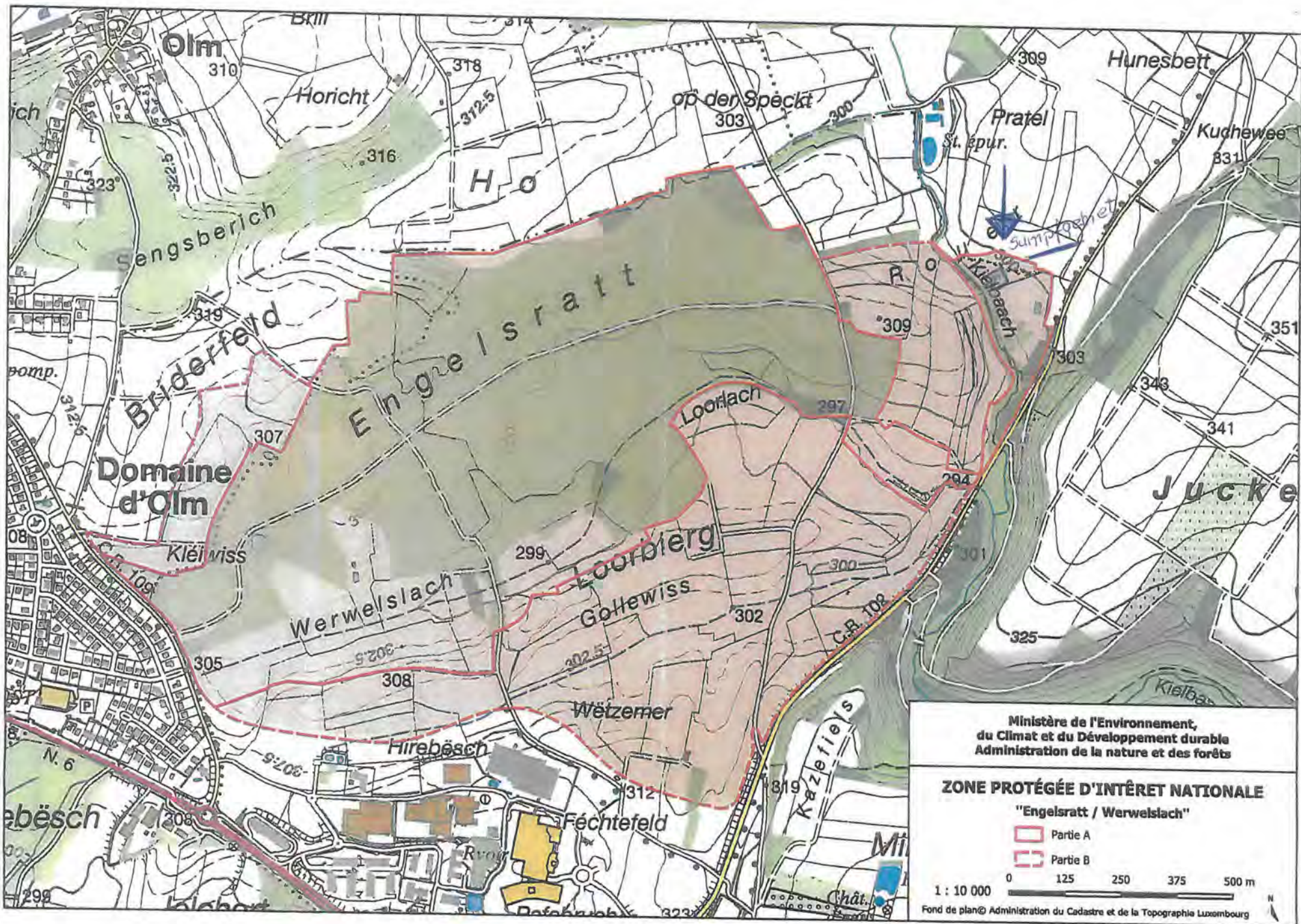
Wohrwissend dass in besagter Parzelle ein Sumpfgebiet besteht, möchten wir Ihnen folgenden Vorschlag machen, und zwar Aufteilung der Kadasterparzelle in:

Teil 1 : das schützenswerte Sumpfgebiet das seit jahrzenten nicht gedüngt und wo ebenfalls keine Pflanzenschutzmittel eingesetzt wurden. Wir würden diesen Teil mit einem Agrar-Umweltprogramm oder Biodiversitätsprogramm belegen.

Teil 2: den verbleibenden Teil der Parzelle der wie bisher als normale Wiese weiterbewirtschaftet werden kann.

Wir hoffen auf Ihre Einverständnis und eine umgehende Antwort

Mit freundlichen Grüßen



Olm

BR III

Horicht

op der Speckt

Hunsbett

Pratel

Kuhewee

Sengsberich

Ho

Ro

Briderfeld

Engelsratt

Kielbach

Domaine d'Olm

Loorlach

Jucke

Kléi wiss

Loorberg

Werwelslach

Gollewiss

Weizemer

Hirebësch

Féchtefeld

Kazetiels

ebësch

Rvort

Chât.

Rafebësch

Date de la convocation: 27/05/2019

Date de l'annonce publique : 27/05/2019

Présents Gilles Roth, bourgmestre et président
Roger Negri et Marcel Schmit, échevins
Jean Beissel, Sven Bindels, Luc Feller, Tom Kerschenmeyer, Romain Rosenfeld, Adèle
Schaaf-Haas, Roland Trausch, Claudine Vervier-Wirth et Jemp Weydert, conseillers
Nico Bontemps, secrétaire communal

Absent(s) Ed Buchette, conseiller - excusé

Point de l'ordre du jour : 1	Avis au sujet de l'avant-projet de règlement-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen.	n.c. : 148
-------------------------------------	---	-----------------------

Le conseil communal,

Vu les courriers du 14/03/2019 et du 04/04/2019 par lesquels la commune a été saisie par Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable du dépôt aux fins d'enquête du dossier relatif à l'avant-projet règlement-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen ;

Vu le dossier de classement dénommé « Réserve naturelle – « Engelsratt / Werwelslach » ZPIN18 » ;

Vu l'extrait du rapport de la réunion du 16/04/2018 du Conseil supérieur pour la Protection de la Nature ;

Vu la loi du 18/07/2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et notamment son article 40 qui stipule que :

(1) Le ministre adresse, aux fins d'enquête publique, le dossier aux communes concernées.

(2) Dans le mois à compter de la réception du dossier, les communes concernées procèdent au dépôt pendant trente jours du dossier à la maison communale, où le public peut en prendre connaissance. Le dépôt est publié par voie d'affiches apposées dans la commune de la manière usuelle et portant invitation à prendre connaissance des pièces.

(3) Endéans ce prédit délai de trente jours, sous peine de forclusion, les objections contre le projet de classement doivent être adressées au collège des bourgmestre et échevins qui en donne connaissance au conseil communal pour avis. Ce dossier, avec les réclamations et l'avis du conseil communal, doit être transmis dans le mois de l'expiration du délai de publication au ministre avec ses observations ;

Considérant qu'en date du 01/04/2019 une présentation publique avait été organisée à la Maison communale de Mamer ;

Vu l'avis au public du 08/04/2019 duquel il résulte que le dossier relatif à l'avant-projet règlement-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen a été affiché par voie d'affiche aux endroits usuels dans la commune ;

Considérant que le dossier a également été publié sur le site internet de la commune ;

Considérant qu'endéans le délai de 30 jours, à savoir du 09/04/2019 au 08/05/2019 inclus, où les objections contre le projet de classement ont dû être adressées au collège des bourgmestre et échevins, **17** observations écrites à l'encontre du projet ont été réceptionnées ;

Considérant que les personnes ayant introduit des observations écrites ont été convoquées par le collège échevinal à des réunions ayant eu lieu le 25/05/2019, le 27/05/2019 et le 03/06/2019 au cours desquelles les réclamants ont oralement complété leurs réclamations ;

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins a donné connaissance au conseil communal des réclamations ;

Vu la loi communale modifiée du 13/12/1988 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

avec neuf voix et trois abstentions

Point de l'ordre du jour : 1 (suite page 2)	Avis au sujet de l'avant-projet de règlement-ducral déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen.	n.c. : 148
--	--	-------------------

analyse les principales observations des réclamants :

1. Quant à la procédure

(Observations Julien Ries et Norbert Kayl)

Une première version de l'avant-projet de règlement grand-ducal a été communiquée à la Commune par Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, sous la signature de Monsieur le Ministre de l'Energie et de l'Aménagement du territoire en date du 14 mars 2019. C'est cet avant-projet de règlement grand-ducal qui a été présenté au public en date du 1^{er} avril 2019 dans le cadre d'une réunion d'information préalable qui s'est tenue -sur demande expresse du Gouvernement- dès avant l'enquête publique prévue à l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après la « loi du 18 juillet 2018 »).

Par courrier du 4 avril 2019, Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a informé la Commune qu'une erreur matérielle - notamment au niveau du relevé parcellaire - affecterait ledit avant-projet de règlement et a invité la Commune à soumettre à enquête publique une nouvelle version de l'avant-projet de règlement jointe à son prédit courrier du 4 avril 2019.

Sans préjudice quant à la question de savoir si cette dernière version de l'avant-projet de règlement a fait l'objet d'une approbation par le Conseil de Gouvernement, les réclamants arguent que cette manière de procéder constituerait un vice de procédure, alors que de nombreuses nouvelles parcelles auraient été ajoutées au relevé parcellaire repris dans l'avant-projet de règlement présenté au public sans que pour autant les personnes concernées n'aient été informées, ni avant la présentation au public en date du 1^{er} avril 2019, ni par après.

Le Conseil communal - tout en constatant que l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 ne prévoit pas l'organisation d'une réunion de présentation au public *strictu sensu* - donne à considérer que la tenue de telles réunions fait partie de la politique d'information du public telle que mise en œuvre par le Gouvernement en matière environnementale. En l'espèce, la Commune a d'ailleurs été invitée à organiser une telle réunion d'information qui s'est tenue en date du 1^{er} avril 2019.

La version de l'avant-projet de règlement du 4 avril 2019 de laquelle est saisie actuellement le Conseil communal n'a donc pas fait l'objet d'une réunion de présentation au public.

Le Conseil communal se demande dès lors si la procédure d'information et de participation du public au processus décisionnel en matière environnementale telle que prévue par la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 et telle que mise en œuvre au niveau national par le Gouvernement a été respectée ?

2. Quant à l'étendue de la zone de protection projetée

(Objections Anne Pier, Maria Gengler, Norbert Freymann, Roland Biver, Marthe Biver-Haan et fils, Roger Hilgert, Hilgert Frères SCiv, Julien Ries, Norbert Kayl, Cloos&Kemp, natur&emwelt, Marcel Hilgert, Marie-Jeanne Schmit, Luc et Jessie Knepper-Kieffer, Norbert et Ernestine Knepper Reiff, Jean-Marie Knepper, Lotty Marx-Heuertz, Immobilière Match SA, Letsch-Kimmes, Josiane Letsch, Fernand Arthur Niederkorn, Edmée et Willy Kaiser-Niederkorn, Edouard Reiff)

2.1. Il est fait critique du fait que la zone de protection projetée dépasserait l'étendue de la zone Natura 2000 déjà existante à cet endroit et ce alors même que l'avant-projet de règlement constituerait une mesure réglementaire de mise en œuvre de ladite zone Natura 2000.

La désignation des zones de protection d'intérêt national est fondée sur les articles 38 et suivants de la loi du 18 juillet 2018.

Point de l'ordre du jour : 1 (suite page 3)	Avis au sujet de l'avant-projet de règlement-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen.	n.c. : 148
--	---	-------------------

L'article 38 prévoit que des zones Natura 2000 peuvent être déclarées en tout ou en partie zones protégées d'intérêt national et cette désignation peut s'orienter selon le Plan National Concernant la Protection de la Nature (PNPN) ou selon un plan élaboré en exécution de la législation concernant l'aménagement du territoire.

En l'espèce et d'après l'exposé des motifs de l'avant-projet de règlement, le classement de la zone « Engelsratt/Werwelslach » s'inscrirait « pleinement » dans la politique nationale en matière de protection de la nature telle que fixée par le PNPN. Toujours d'après l'exposé des motifs, la future « réserve naturelle » serait à considérer comme « une des zones noyau à haute valeur écologique » de la zone Natura 2000 Vallée de la Mamer et de l'Eisch. Enfin, la liste des *zones protégées d'intérêt national à déclarer*, annexé au PNPN renseigne le site *Engelsratt/Werwelslach* comme zone Natura 2000.

C'est donc l'existence d'une zone Natura 2000 à cet endroit qui motive le classement en Zone de protection d'intérêt national.

Or, le Conseil communal constate que l'étendue de la zone de protection d'intérêt national qui est prévue d'être mise en place dépasse celle de la zone Natura 2000 Vallée de la Mamer et de l'Eisch de sorte qu'il y a lieu à se demander à l'instar des réclamants sur quels (autres) motifs repose le(les) classement(s) proposés ?

Cette même question se pose - comme soulevé par les réclamants - quant à la subdivision de la zone de protection projetée en deux parties A et B.

D'après le dossier de classement (page 4) la partie A comprendrait la « zone noyau » de la zone Natura 2000 Vallée de la Mamer et de l'Eisch, tandis que la partie B comprendrait des parcelles situées en dehors de la zone Natura 2000.

Or, le classement non autrement motivé en partie B - et partant, l'extension de la zone de protection projetée au-delà de l'étendue de la Zone Natura 2000 Vallée de la Mamer et de l'Eisch - risque d'être contraire à l'article 38 de la loi du 18 juillet 2018.

Le Conseil communal tient à rappeler dans ce contexte que le règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 déclarant zone protégée d'intérêt national la réserve naturelle et le paysage protégé, la vallée « Mamerdall » a été annulé par la Cour administrative justement parce que la surface qu'il visait à protéger dépassait celle prévue par le PNPN¹.

(Observations natur & ëmwelt)

2.2. La Zone B serait à considérer comme zone tampon. A ce titre la Zone B serait à tort confinée sur le territoire de la commune de Mamer. Une extension de la Zone B serait à prévoir en direction d'Olm et de Kehlen.

Le Conseil communal, sous réserve de ses interrogations soulevées au niveau du point 2.1 ci-dessus, est d'avis qu'une extension de la Zone B en direction d'Olm et de Kehlen serait plus cohérente à la lumière du but de protection recherché.

3. Quant à l'exploitation des parcelles intégrées dans la zone de protection

(Objections Anne Pier, Henri Hilgert, Maria Gengler, Norbert Freymann, Roland Biver, Marthe Biver-Haan et fils, Roger Hilgert, Hilgert Frères SCiv, Julien Ries, Norbert Kayl, Claude Engel, Cloos&Kemp, natur&ëmwelt, Marcel Hilgert, Marie-Jeanne Schmit, Luc et Jessie Knepper-Kieffer, Norbert et Ernestine Knepper-Reiff et Jean-Marie Knepper, Lotty Marx-Heuertz, Immobilière Match SA, Letsch-Kimmes, Josiane Letsch, Fernand Arthur Niederkorn, Edmée et Willy Kaiser-Niederkorn)

¹ CA 23-12-14, n°35034C du rôle.

Point de l'ordre du jour : 1 (suite page 4)	Avis au sujet de l'avant-projet de règlement-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen.	n.c. : 148
--	---	-------------------

3.1. De nombreuses observations ont trait à la continuité de l'exploitation agricole des parcelles classées en zone de protection, alors que les articles 3 et 4 de l'avant-projet de règlement sous analyse édictent une série d'interdictions applicables tant en zones protégées parties A et B dans leur ensemble (article 3) qu'en zone protégée partie A en particulier (article 4).

Plusieurs réclamants font valoir à cet égard que leurs parcelles seraient situées tant en zone A qu'en zone B, alors que ces parcelles seraient aujourd'hui exploitées de la même manière d'un point de vue agricole et qu'une différenciation de traitement ne se justifierait pas en fait. La soumission de certaines parcelles à des régimes d'interdictions distinctes compromettraient par ailleurs leur exploitation.

Plusieurs réclamants ont de ce fait, fait valoir que la délimitation des zones devraient -pour des raisons de sécurité juridique- s'appuyer sur les limites cadastrales des propriétés concernées.

D'autres réclamants craignent que les restrictions applicables en zone A soient ultérieurement étendues à la zone B.

3.2. Pour ce qui est du fond des interdictions.

Il est fait reproche à l'article 4 de prévoir comme seule exception à la circulation de véhicules motorisés l'utilisation d'engins syvicoles sur les chemins existants ou sur des layons de débardage. La disposition en question est muette pour ce qui est de l'utilisation d'engins agricoles sur les chemins existants tout comme elle ne contient aucune exception quant à l'utilisation de tels engins en dehors des chemins existants ou layons de débardage. Or, il semble qu'il faille bien quitter le chemin pour exploiter un champ.

Un réclamant se demande si les infrastructures de drainage en place pourront continuer à fonctionner à l'avenir, alors que l'article 4 point 2° interdit de telles infrastructures ?

Un autre réclamant conclut que les interdictions rendent impossible tout accès à certaines des parcelles concernées, accessibles uniquement par le passage sur des parcelles voisines.

Ensuite, plusieurs réclamants ont fait valoir que l'exploitation de leurs parcelles serait fortement affectée par les interdictions d'employer des pesticides, des produits de fertilisation ou encore le chaulage (articles 3 14° et 4 9°). L'article 3 15° interdit encore le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux ou encore le retournement ou le réensemencement. D'après l'article 4 8° sont interdits en zone A le sursemis des prairies et les pâtures permanentes.

Les interdictions seraient encore pour certaines contreproductives à la lumière du but recherché.

3.3. Plusieurs réclamants ont fait valoir une perte de valeur de leurs parcelles et soutiennent que l'avant-projet de règlement conduit à une expropriation de fait contraire à l'article 16 de la Constitution.

Sous ce rapport, il y a lieu de s'interroger si la manière de procéder par le Gouvernement ne risque pas d'engager la responsabilité de l'Etat au regard de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques.

Le Conseil communal est d'avis qu'il convient de tenir compte de ces observations et d'y apporter des réponses circonstanciées.

(Observations natur & ëmwelt, Cloos&Kemp)

Point de l'ordre du jour : 1 (suite page 5)	Avis au sujet de l'avant-projet de règlement-duc al déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen.	n.c. : 148
--	--	-------------------

4. Ces réclamants se sont prononcés en défaveur d'un axe de délestage du CR109 vers le CR102. Ainsi des surfaces agricoles seraient sacrifiées et un projet routier favorisé. Ce projet routier serait encore de nature à favoriser une extension de la Zone industrielle en direction de la zone protégée.

L'association natur & òmwelt s'est encore prononcée en faveur d'une destination du site à des fins éducatives dans le domaine de l'environnement.

Le Conseil communal est favorable à un tel projet qui pourrait prendre la forme d'un sentier didactique, tel le Mirador de Steinfort.

Le Conseil communal ne partage cependant pas les craintes exprimées par les réclamants pour ce qui concerne l'axe de délestage qui est dans l'intérêt d'un concept de mobilité à l'échelle régionale.

puis avec neuf voix et trois abstentions

- invite le Gouvernement à garantir le respect de la procédure d'information et de participation du public au processus décisionnel en matière environnementale ;
- invite le Gouvernement à considérer les observations des réclamants ;
- invite le Gouvernement à se porter acquéreur des parcelles destinées à une vente éventuelle ;
- invite le Gouvernement à tenir compte de l'analyse du Conseil communal ;
- invite le Gouvernement à apporter à l'avant-projet les précisions/redressements/modifications qu'appellent ces observations et analyses ;
- invite le Gouvernement de vérifier si l'avant-projet de règlement grand-duc al en question ne compromet pas l'exécution des projets discutés actuellement entre les différents Ministères compétents et les communes de Kehlen, Koerich et Mamer quant à l'apaisement du trafic dans la région centre-ouest, dont notamment l'axe de délestage prévu entre le CR109 et le CR102.

Sous ces réserves, le Conseil communal ne s'oppose pas au principe de la création de la Zone protégée d'intérêt national envisagée.

Ainsi délibéré à Mamer, date qu'en tête (suivent les signatures)
Pour expédition conforme
Mamer, le 07/06/2019.

Le secrétaire,



Le bourgmestre,



PIER (Mathieu) Anne
21. rue de Schouweiler
L-8351 Dahlem
Tel: 380463

Dahlem, le 05 mai 2019



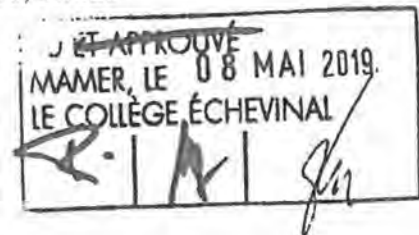
RR 0918 6269 1 LU

ADMINISTRATION COMMUNALE
de Mamer
A l'attention de Monsieur le Bourgmestre
1, Place de l'Indépendance
L-8201 Mamer

EINSCHREIBEN

Betrifft : Geplante Naturschutzzone « Engelsratt-Werwelslaach » à Mamer

Parzellen mit der Nummer : 246 ,248, 249/2, 250/2001, 250/830, 39/426



Sehr geehrte Damen und Herren,

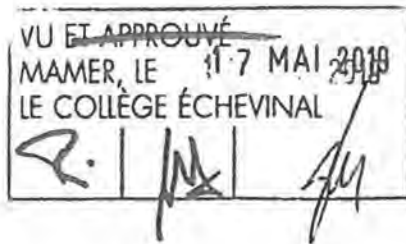
Laut ihrem Schreiben vom 21.03.2019 sowie der Versammlung vom 01.04.2019 im Festsaal des Mamer Schlosses möchten wir ihnen mitteilen dass wir nicht einverstanden sind mit der Eingliederung unserer Wiese in die geplante Naturschutzzone. Unsere Wiese ist eine Einheit und besteht aus den Artikelnummern 246,248,249/2,250/2001,250/830 und wurde von ihnen in Zone A+B aufgeteilt, was in einer Einheit beim Bewirtschaften nicht zuzuordnen ist. Unser Pächter hat bereits angekündigt kein Interesse mehr an der Wiese zu haben, da es zu grossen Ertrags Einbussen bei der landwirtschaftlichen Nutzung kommt, falls diese in die geplante Naturschutzzone fallen sollte. Wer übernimmt in diesem Falle das bezahlen des jährlichen Pachtgeldes? So befürchte ich, dass die im Rahmen dieser Schutzzone vorgesehenen Verbote und Einschränkungen eine erhebliche Wertminderung meines Eigentums darstellen.

Ich bitte Sie demnach, meinem Anliegen zu diesem Projekt Rechnung zu tragen.

In dieser Erwartung verbleibe ich,

Mit freundlichen Grüßen





Collège échevinal de la commune de
Mamer
1, Place de l'Indépendance
L-8252 Mamer

Betreff: Opposition Naturschutzgebiet „Engelsratt/Werwelslach“

Mit diesem Schreiben bekunde Ich, Unterzeichneter HILBERT HENRI
aus Maispelt
meine Beschwerden betreffend Ihres Vorgehens in der Zone „Engelsratt/Werwelslach“, wo jetzt ein
Naturschutzgebiet entstehen soll. Aus folgenden Ursachen, können wir nicht mit ihrem Projekt
einverstanden sein.

- 1) Was steht mir als Verpächter meiner Parzellen als Entschädigung zu?
- 2) Was darf mein Pächter (Landwirt) auf diesen Flächen noch bewirtschaften?
- 3) Warum bietet uns der Staat oder die Gemeinde nicht den Ankauf beziehungsweise Austausch dieser Flächen an?
- 4) Wie werden die Kadaster-Nummern, die in den 2 verschiedenen Zonen liegen (A und B) behandelt und ausgemessen?
- 5) Wer kommt auf für den enormen Wertverlust?

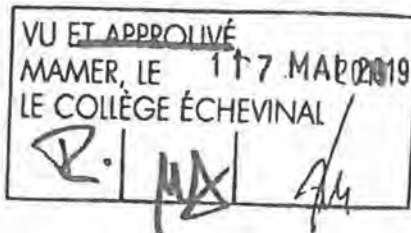
Durch den sicherlich großen Wertverlust, die obengenannten Gründe und andere Unklarheiten sind wir formell dagegen, dass unsere Flächen liegend im Gebiet „Eweleck, Loerlach, Engelsratt, Ruf Werwelslach“ (alle unsere Kadaster-Nummern sind schon bekannt) in die obengenannte Naturschutzzone eingegliedert werden.

Mamer 08.05.2019
Hochachtungsvoll,

Maria Gengler
11, rue Luitgardis
L-8244 Mamer



Mamer, den 7. Mai 2019



Collège échevinale de la commune
de Mamer
1, Place de l'Indépendance
L-8252 Mamer

Betreff : **Opposition Naturschutzgebiet « Engelsratt / Werwelslach »**

Sehr geehrte Damen und Herren,

Mit diesem Schreiben bekunde ich, Unterzeichnende GENGLER Maria wohnhaft in 11, rue Luitgardis, L-8244 Mamer, meine Beschwerden betreffend Ihres Vorgehens in der Zone « Engelsratt/Werwelslach », wo jetzt ein Naturschutzgebiet entstehen soll. Aus folgenden Ursachen kann ich mit ihrem Projekt nicht einverstanden sein :

1. Was steht mir als Verpächter als Entschädigung meiner Parzellen zu ?
2. Was darf mein Pächter (Landwirt) auf diesen Flächen noch bewirtschaften ?
3. Warum bietet uns der Staat oder die Gemeinde nicht den Ankauf bzw. den Austausch dieser Flächen an ?
4. Warum betrifft es genau diese Flächen gelegen in der Gemeinde Mamer, wo hingegen die Flächen gelegen auf der Seite von Kehlen und Olm nicht betroffen sind ?
5. Wie werden die Kadasternummern, die in den 2 verschiedenen Zonen liegen (A und B) behandelt und ausgemessen ?
6. Wer kommt für den dadurch entstehenden enormen Wertverlust auf ?

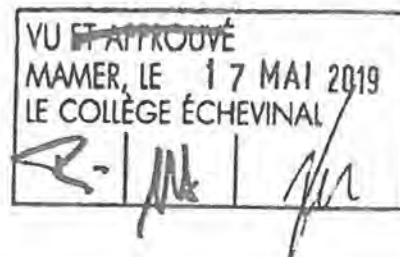
Durch den sicherlich großen Wertverlust, die obengenannten Gründe sowie andere Unklarheiten, bin ich formell dagegen, dass meine Flächen, welche im Gebiet « Eweleck, Loerlach, Engelsratt, Werwelslach » liegen (alle meine Kadasternummern sind bekannt), in die oben genannte Naturschutzzone eingegliedert werden.

In der Hoffnung, dass mein Anliegen in Betracht gezogen wird, verbleibe ich mit freundlichen Grüßen.

GENGLER Maria



FREYMANN Norbert
12, rue du Moulin, L-9167 Mertzig



Gemeinde MAMER

An den Herrn Bürgermeister und die Herren Schöffen.

Betrifft : Reklamatioun „réserve naturelle zone Engelsratt / Werwelslach“ zu Mamer

Mertzig, den 08. Mai 2019.

Geehrte Herren,

Hiermit reklamiere ich, dass meine Grundstücksparzelle Lohrwies N°63/1551 in die **Schutzzone A** eingegliedert wird.

Begründung:

- Diese Parzelle wird seit jeher konventionell genutzt.
- Eine Dränage fließt durch diese Grünlandparzelle (ist Grünlandparzelle und nicht wie im Anhang „Liste der Katasterparzellen“ Ackerland) und muss gelegentlich gewartet werden, denn die Dränagerohre meiner höher gelegenen Parzellen, welche in die Schutzzone B eingegliedert werden sollen, münden in die Katasterparzelle N°63/1551.
- Eine Wertminderung der Parzelle ohne Ausgleich.

Weiter reklamiere ich, dass meine Grundstücksparzellen Lohrwies, Lohrberg in die **Schutzzone B** eingegliedert werden.


Begründung:

- Es sind allesamt Grünlandparzellen (nicht wie in der Liste im Anhang, teilweise als Ackerland bezeichnet).
- Die Parzellen konventionell genutzt werden.
- Eine Dränage in den unteren Katasterparzellen im Jahr 1985 verlegt wurde, und damit dem Nutzvieh bessere Haltungsbedingungen geschaffen wurden.
- Eine Wertminderung der Parzellen ohne Ausgleich.

Weiter reklamiere ich, dass meine Grundstücksparzellen in Rupplescht in die **Schutzzone B** eingegliedert werden. Die Begründung ist dieselbe wie im vorherigen Abschnitt (Dränage usw.).

In der Hoffnung, für alle Parteien zufriedenstellende Lösungen zu finden, gegebenenfalls die Grundsteuer A zu ermäßigen.

MfG.


Norbert Freymann

Réf. 26104

AVIS AU PUBLIC

Le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Mamer,

- Vu l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone «Engelsratt / Werwelslach» sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen;

- Vu l'article 40 de la loi du 18/07/2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

informe les habitants que le dossier sous rubrique est déposé à la maison communale de Mamer à partir du 09/04/2019 jusqu'au 08/05/2019 inclus, où l'avant-projet peut être consulté.

Invite toutes les personnes intéressées à adresser leurs objections contre le projet de classement au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Mamer **jusqu'au 08/05/2019 inclus.**

Mamer, le 08/04/2019.

Le secrétaire,

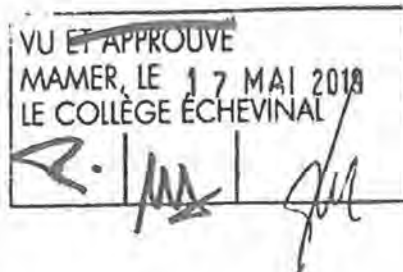


Nico BONTEMPS

Le bourgmestre,



Gilles ROTH



Kehlen, den 7. Mai 2019

An
Collège des Bourgmestre et
Echevins de la commune de Mamer
B.P. 50
L-8201 Mamer



Betreff: Avant-projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone „Engelsratt / Werwelslach“ sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,
sehr geehrte Herren Schöffenräte,

im Rahmen der öffentlichen Prozedur möchte ich Ihnen hiermit meine Bedenken gegenüber der vom Nachhaltigkeitsministerium beabsichtigten Ausweisung des Naturschutzgebietes „Engelsratt / Werwelslach“ schildern.

Als landwirtschaftlichen Betrieb bewirtschaften wir eine 2.98 Hektar große Grünlandfläche in besagtem Gebiet (Flik-Nummer P0761243). Das geplante Projekt der Ausweisung trifft uns besonders hart, da die komplette Parzelle in die A-Zone eingegliedert werden soll, mit der Konsequenz, dass die Bewirtschaftung stark eingeschränkt werden wird. So sollen unter anderem Düngung, Kalkung und Nachsaat gänzlich untersagt werden. Jedoch erschließt sich mir nicht mit welcher Begründung meine Parzelle in eine solche A-Zone eingegliedert werden soll. Zahlreiche andere vergleichbare Flächen im Gebiet sind in eine B-Zone mit weitaus weniger einschneidenden Einschränkungen, integriert worden. Allein das Vorhandensein des temporären Wasserlaufes kann als Begründung nicht reichen, da in vielen anderen Parzellen der B-Zone ähnliche Wasserläufe vorhanden sind. Des Weiteren läuft das Wasser durch unsere Parzelle aus dem geplanten Naturschutzgebiet heraus und kann somit die höher gelegenen wertvollen Biotope des Gebiets nicht mehr beeinflussen.

Ich möchte an dieser Stelle betonen, dass ich durchaus nachvollziehen kann, dass das Nachhaltigkeitsministerium wertvolle Biotope langfristig schützen und erhalten möchte, jedoch sind auf der von mir bewirtschafteten Parzelle weder Biotope zu finden, noch können Biotope im geplanten Gebiet von meiner Wirtschaftsweise beeinflusst werden. Durch die geplanten Verbote jedoch wird die bisherige Bewirtschaftung nicht mehr möglich sein. Die Parzelle wird üblicherweise als reine Mähwiese genutzt, beweidet wird in der Regel nicht. Durch die Mahd, bei gleichzeitigem Verbot der Düngung, wird der Boden nach und nach ausgehagert werden und das Ertragsniveau wird erheblich zurück gehen, was einen direkten wirtschaftlichen Einfluss auf unseren Betrieb haben wird.

In der B-Zone gilt ein Düngeverbot bis zu einer Entfernung von 10 Metern zu allen Wasserläufen. Zusätzlich soll ein generelles Umbruch- und Erneuerungsverbot von Dauergrünland gelten. Diese Auflagen halte ich für sinnvoll und ich könnte mit solchen Bedingungen gut leben. Ich möchte

deshalb hiermit die Verantwortlichen der Ausweisung des Naturschutzgebietes darum bitten die von mir bewirtschaftete Fläche in die B-Zone und nicht in die A-Zone zu legen.

Zum Abschluss möchte ich Sie darauf hinweisen, dass in dem temporären Bachlauf ein etwa 4m breites Rohr eingelegt ist, um den Wasserlauf für landwirtschaftlichen Maschinen überqueren zu können. Diese Überfahrt ist wichtig, um beidseitig mähen zu können. Unter keinen Umständen darf dieses Rohr entfernt werden.

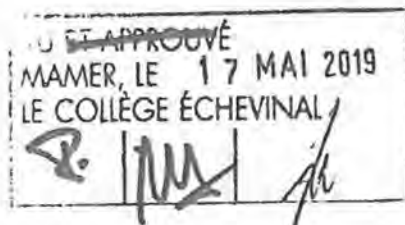
Hochachtungsvoll
Roger Hilgert / Hilgert Frères SCiv
18, rue Brameschaff
L-8282 Kehlen



Cloos & Kemp
P/A Cloos Paul
13, rue Pierre Braun
L-8359 Goebblange



Goebblange den 4. Mai 2019



An den Schöffenrat der Gemeinde Mamer
1 place de l'indépendance

L-8252 Mamer

Betrifft:

Einwände gegen das Großherzoglichem Reglement (Gemäß Artikel 40 vom Gesetz vom 18 Juli 2018 des Naturschutzgesetz) in den Gemeinden Kehlen und Mamer in den Flurstücken: Engelsrat und Werwelslach.

Sehr geehrt Damen und Herren

Natur ist ein schützenswertes Gut und die Einzugsgebiete sind dementsprechend einzustufen Nichtsdestotrotz erlaube ich mir verschiedenen Anmerkungen.

Der vorliegende Reglementsentwurf sieht verschiedene Einschränkungen vor die für verschiedene Flickparzellen bestimmt richtig sind und für andere Flickparzellen nicht richtig sind.

Mit diesem Brief möchte ich im Namen meiner Verpächter meine Beschwerden einreichen.

Erstens erlaube ich mir die Frage zu stellen ob überhaupt jemand d.h. unsere Verpächter oder Cloos & Kemp dem Bureau d'Etudes die Erlaubnis gegeben hat unsere Flächen zu betreten, ein Telefonanruf würde die ganze Sache in ein anderes Licht stellen. Man stellt sich die Frage ob das schon fertige Sache ist die uns vorgestellt wurde.

Zweitens haben wir die Flickparzelle 157/116 in der Partie A liegt und die verschiedenen Katasterparzellen enthält von Letsch-Kimmes Charlotte 86/2892, 385/2891, 386/2893 und Thomas Piron 379/2890, 376/2009, 375/8, 372/2966, 372/2965, 375/2522.

Wir sind damit nicht einverstanden, dass die Parzelle so eingestuft wird. Wir nutzen diese Parzellen nach allen fachlichen und gesetzlichen Möglichkeiten, wenn die Parzelle großen Einfluss auf die mageren Flächen haben, da würden keine spezielle Arten und Tiere sein.

Was mich auch stört, dass behauptet wird wenn es regnet dass dann das Regenwasser hinunter zu den anderen Wiesen laufen würde, jeder weiß und dafür braucht man kein Ingenieur zu sein um zu wissen dass das Grünland das Wasser sehr gut aufnimmt und nicht oben drüber läuft auch wird bei Gras kaum Stichstoff ausgewaschen. Für unser Betrieb ist diese Fläche wichtig.

Wir hoffen auf einen Termin mit der Umweltverwaltung, dem Bureau d'Etudes und Convis oder der Landwirtschaftskammer auf der Parzellen wo sie sich bei mir melden können unter der Telefonnummer 621190471 Paul Cloos.

Drittens haben wir auch noch Flächen in der Partie B liegen die wir bewirtschaften das sind folgende
Flicknummer 157049, 875150, 875150, 879139, 385092, wie schon oben gesagt arbeiten wir auf den
Flächen nach bestem Gewissen und Möglichkeiten der Gesetze. Ich kann hier nicht alle Eigentümer
aufzählen aber ich bin auch selbst da Eigentümer und bin überhaupt nicht damit einverstanden jetzt
kommt die Flächen in eine einfache Naturschutzzone und in fünf Jahren kommt das in die für sie
hochwertige Naturschutzzone.

Viertens was mich nur wundert dass entlang der Naturschutzzonen ein neue Straße laufen soll, für
mich kommt das so herüber als wären diese Flächen als Kompensationsflächen gedacht für
verschiedene Projekte.

Fünftens haben verschiedene Leute keine Ahnung zum Beispiel wurde der Golleweyer genannt der
wäre immer da gewesen wie auf der Karte von Ferraris. Das stimmt aber nicht diese Weyer würden
angelegt um Wasser aufzustauen. Das Wasser ist im Winter gefroren du die Leute sind sich dann das
Eis brechen gegangen. Das funktioniert aber nur auf solchen Stellen wo es sehr flach ist.

Ich hoffe auf eine Antwort auf diesen Brief und ein Termin wo man über alles sprechen kann was ich
hier alles aufgezählt habe.

Vielen Dank im voraus

CICCS Paul



Memo Charlotte Letsch-Kemmes
Kümmers

Josiane Letsch

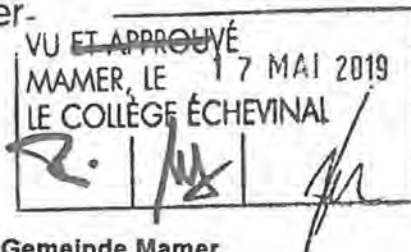
Letsch



natur&emwelt
Gemeng Mamer



Secrétariat :
natur&emwelt Gemeng Mamer
19, rue de Steinfort L-8366 HAGEN
natur.emwelt.mamer@gmail.com



Mamer, den 4. Mai 2019

An das Schöffenkolegium der Gemeinde Mamer

Betreffend: Vorprojekt des großherzoglichen Reglements zur Schaffung der Schutzzone Engelsratt/Werwelslach

Sehr geehrte Herren,

Als Naturschutzorganisation begrüßen wir ausdrücklich die Ausweisung des Gebietes Engelsratt/Werwelslach als Naturschutzgebiet von nationalem Interesse.

Haben wir doch im Jahre 1989 als lokale Naturschutzsektion von *natur&emwelt* mit dem Kauf einer 92 ar großen Wiesenparzelle, mit dem Anlegen von 2 kleinen Tümpeln einen ersten "ökologischen Fußabdruck" im Werwelslach hinterlassen. Mit Unterstützung der damaligen Gemeindeverantwortlichen der Gemeinde Mamer sind noch weitere Parzellen hinzugekommen und die Managementpläne des Sicona haben in den folgenden Jahren ein klassiertes, hochwertiges Feuchtwiesenareal geschaffen, (die äußerst seltene Schwarzwurzel hat hier einen idealen Standort gefunden) was zusätzlich dieses in der Gemeinde Mamer einzigartige Waldgebiet als ein Ganzes aufwertet.

Zum Vorprojekt des großherzoglichen Reglements zur Schaffung der Schutzzone Engelsratt/Werwelslach erlauben wir uns folgende Anmerkungen:

Mit einer Gesamtfläche von 181,93 ha soll die Schutzzone Engelsratt/Werwelslach in eine Zone A mit 101,76 ha und in eine Zone B mit 75,18 ha unterteilt werden. Auffällig ist dass diese Zone B ausschließlich auf dem Territorium der Gemeinde Mamer ausgewiesen ist, in nördlicher Richtung auf dem Territorium der Gemeinde Kehlen (Olm, Industriezone Kehlen) fehlt sie gänzlich und somit kann sie ihrer Funktion als Pufferzone mit bestehenden Schutzaufgaben nicht nachkommen.

Eine Erweiterung dieser Zone B nach Olm und Industriezone Kehlen wäre durchaus sinnvoll und wünschenswert, würde sie doch:

1) die getrennten Natura 2000 Zonen Nr. LU 0001018 vallée de la Mamer et de l'Eisch und Nr. LU 0001073 massif forestier Ielboesch miteinander verbinden.

2) zusätzlich das Offenhalten dieses wichtigen noch vorhandenen Korridors in Richtung "Vallée de l'Eisch" gewährleisten.

Uns stellen sich auch folgende Fragen betreffend:

Die Erweiterung der Kehlener Industriezone und deren Ausrichtung sowie den schon lange geplanten Ausbau des bestehenden Feldweges für den Schwerverkehr in Richtung CR102.

Die Ausführung dieser Projekte in Richtung Engelsratt/Werwelslach wären mehr als bedenklich, die Auswirkungen auf diesen noch offenen Korridor und auf den damit verbundenen substantiellen Austausch von Fauna und Flora, wären verheerend. Dieses einzigartige Waldbiotop mit den umliegenden artenreichen Feuchtwiesen wird zu einer Insel degradiert, welche langfristig gesehen degeneriert.

Den geplanten Ausbau einer "Stichstraße" vom CR109 nach dem CR102 sehen wir eher kritisch, wird und kann er doch bei dem in den nächsten Jahren zu erwartenden Mehrverkehrsaufkommen keine nennenswerte Entlastung bringen.

Fazit:

Bislang genutzte landwirtschaftliche Flächen gehen verloren; Straßenbauprojekte fördern Begehrlichkeiten und somit die mögliche Expansion der bestehenden Gewerbezone in Richtung Schutzgebiet.

Das Schutzgebiet Engelsratt/Werwelslach in seiner Vielfalt, mit seinen alten Baumbeständen, seinen zahlreichen Mardellen, seinen artenreichen wertvollen Feuchtwiesen eignet sich hervorragend für eine naturkundliche Begegnungs- und Schulungsstätte, wo vor Ort über Pflanzen, Tiere und die Grundlagen umweltgerechter Forstwirtschaft informiert wird. Dieses pädagogische Ziel kann auch eine Richtlinie sein wenn in Artikel 5 der Waldnutzungsplan (vorgesehen sind 30 ha) festgelegt wird. Der heutige gängige Einsatz eines „Harvesters“ mit den zugehörigen Rückegassen wären somit kein Thema.

Mit freundlichen Grüßen,

Für *natur&émwelt* Fondation Hëllef fir d'Natur

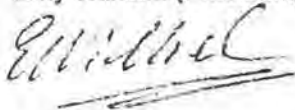
Arthur Schaack (Conservateur réserves naturelles *natur&émwelt*)

Tel : 691 887 834 / E-mail : sadamvm@pt.lu

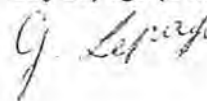


Für den Vorstand *natur&émwelt* Gemeng Mamer

Erny Wilhelm (Präsident)



Guy Lepage (Sekretär)



Biver Roland „propriétaire“
Biver-Haan Marthe et fils Joé „exploitant“
23, rue Schaarfeneck
L-8283 Kehlen



An den Schöffenrat der Gemeinde Mamer

An den Schöffenrat der Gemeinde Kehlen

RR 0900 7858 4 LU

Kehlen, den 15. April 2019

Einschreiben

Betreff: Unsere Parzelle nr. 2765/2319 groß 101,80 AR gelegen „Im Rohr“ im zukünftigen Naturschutzprojekt „Engelsratt-Werwelslaach“ in Kehlen.

Sehr geehrter Herr Bürgermeister, sehr geehrte Schöffen

Wie wir per Brief der Gemeinde Kehlen und der Gemeinde Mamer sowie in der Versammlung vom 1. April 2019 in Mamer erfahren haben soll unsere obengenannte Parzelle voraussichtlich integral in **Sektion A des Naturschutzprojekt Engelsratt-Werwelslaach** umklassiert werden. Das heißt diese Fläche wird mit Auflagen belegt : **null Stickstoffdüngung, kein Pflanzenschutzmittel.**

Wir möchten hiergegen Einspruch erheben.

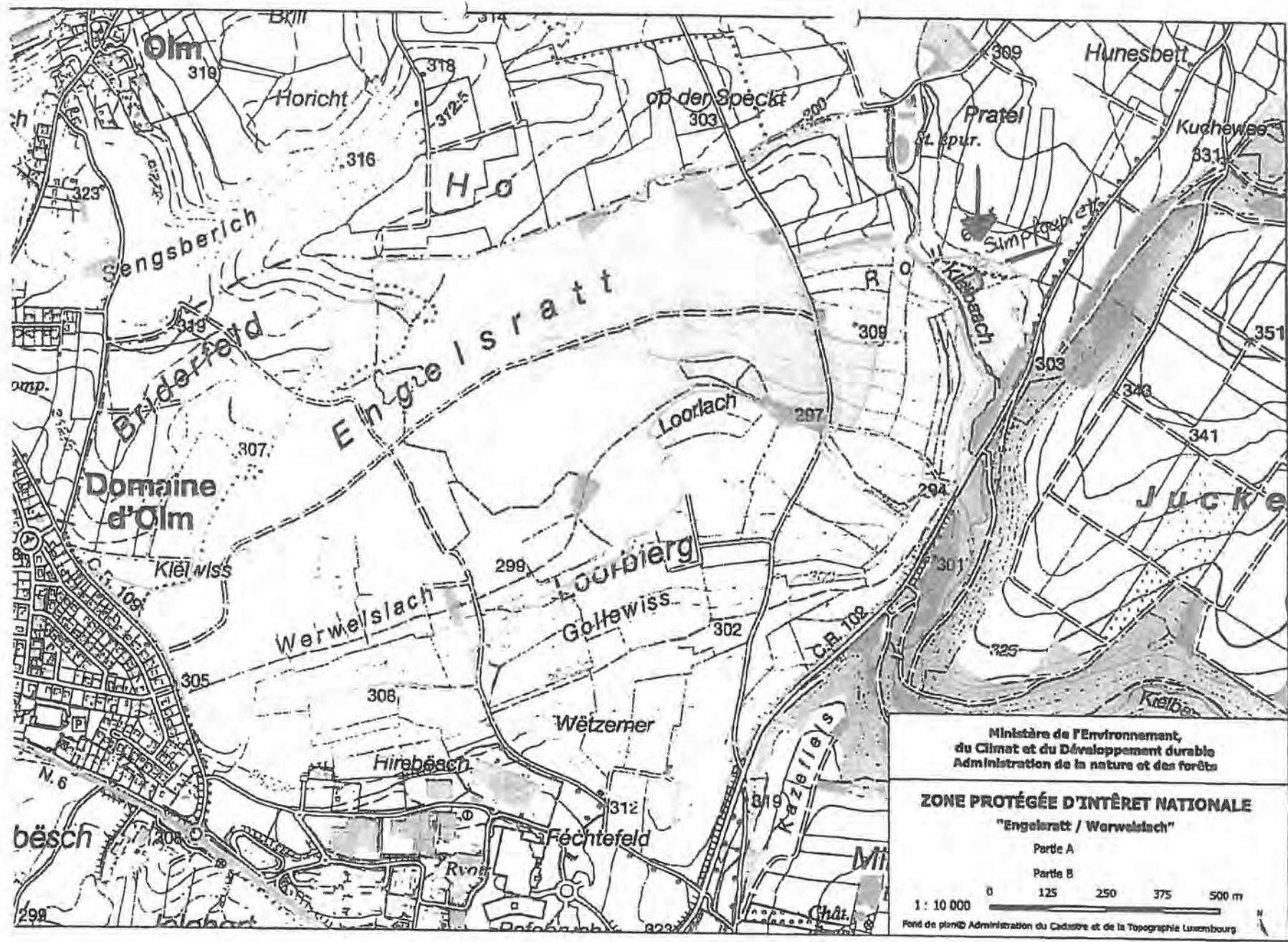
Wohrwissend dass in besagter Parzelle ein Sumpfgebiet besteht, möchten wir Ihnen folgenden Vorschlag machen, und zwar Aufteilung der Kadasterparzelle in:

Teil 1 : das schützenswerte Sumpfgebiet das seit jahrzenten nicht gedüngt und wo ebenfalls keine Pflanzenschutzmittel eingesetzt wurden. Wir würden diesen Teil mit einem Agrar-Umweltprogramm oder Biodiversitätsprogramm belegen.

Teil 2: den verbleibenden Teil der Parzelle der wie bisher als normale Wiese weiterbewirtschaftet werden kann.

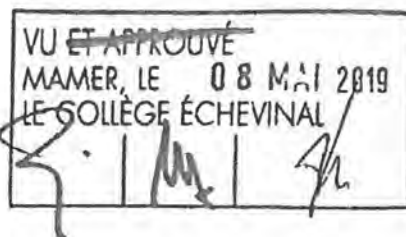
Wir hoffen auf Ihre Einverständnis und eine umgehende Antwort

Mit freundlichen Grüßen



Olm 318
 Horicht
 op der Spéck 303
 Hunesbert
 Pratel
 Kuchewies 331
 Sengsberich
 Ho
 Engelsratt
 Loorlach 297
 Jucke
 Domaine d'Olm
 Kiehlwiss
 Loorberg
 Werwelslach 308
 Gottewiss 302
 Wetzemer
 Hirebäsch
 Fächtefeld
 Käzelleis
 bäsch
 Rvns
 Chât.

Hilgert Marcel
Schmit Marie-Jeanne
7, Rue de Kehlen
L-8394 Olm



Olm, le 5.05.2019

Monsieur le Bourgmestre,
Messieurs les Échevins,
de la Commune de Mamer

Concerne: Avant-projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen.

Monsieur le Bourgmestre,
Messieurs les Échevins,

Par la présente, nous nous prenons la respectueuse liberté de vous soumettre nos objections concernant l'avant-projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone «Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen.

En tant qu'agriculteurs établis à Olm , nous exploitons la terre arable sise à la Commune de Mamer

Section E Capellen n° cadastral :	3	23,40 a
	4	24,60 a
	5	44,00 a
	9	9,30 a
	10	12,00 a
	11	11,10 a
	12	11,20 a
	13	12,80 a

Nous ne sommes pas d'accord de déclarer la zone « Engelsratt/ Werwelslach » en zone protégée.

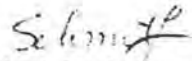
Nous ne voyons pas la nécessité de mettre une zone protégée à ces lieux, vu qu'il ne s'agit ni d'un biotope, ni d'une biodiversité, mais de terre arable et forestière.

En outre nous tenons à vous remarquer que le fossé (voir plan en annexe) a été bloqué et ainsi l'eau ne pouvait plus suivre son courant naturel ce qui a pour conséquence le péril des arbres, à voir encore aujourd'hui.

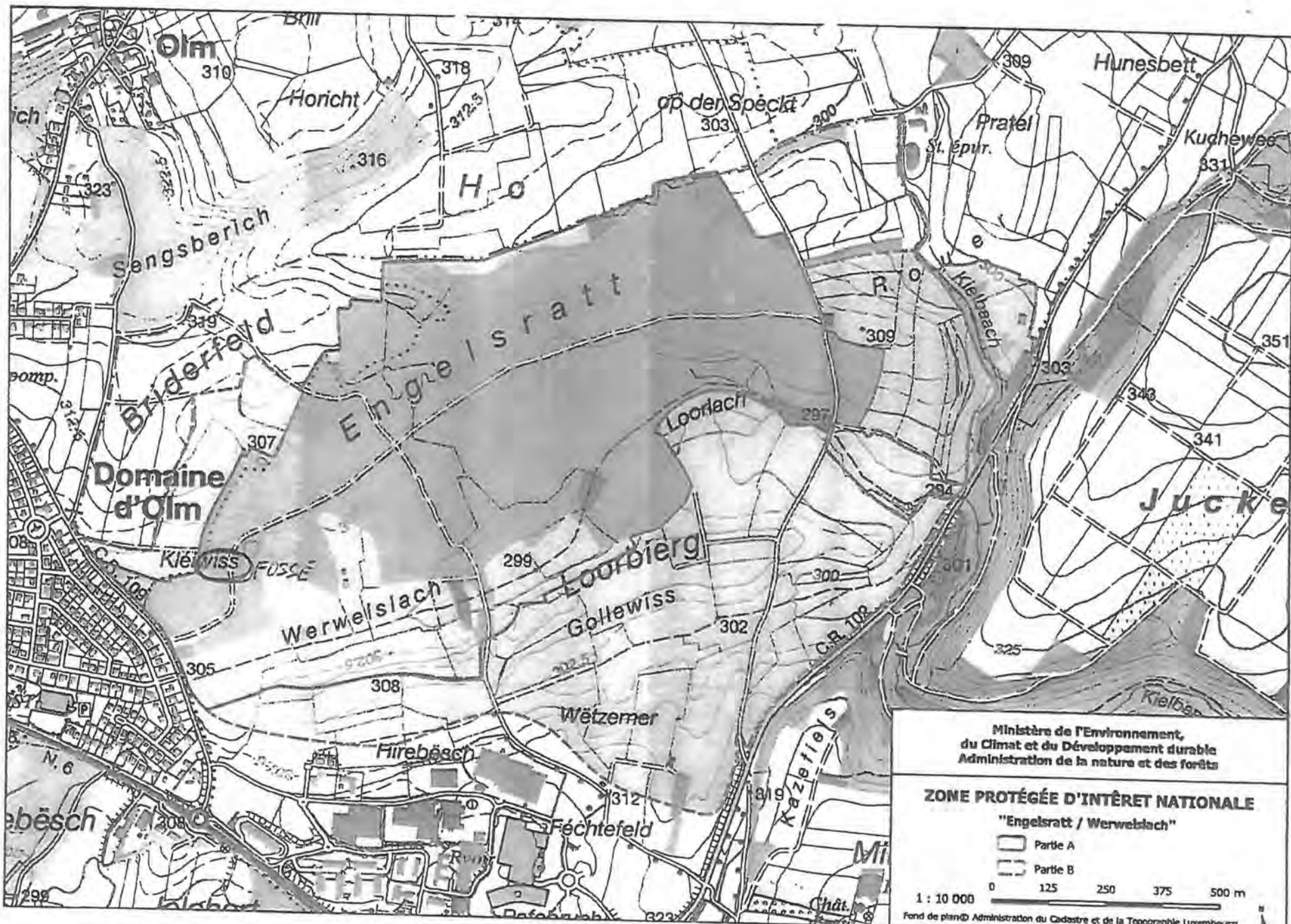
Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, Messieurs les Echevins, l'expression de nos sentiments distingués.



Hilgert Marcel



Schmit Marie-Jeanne



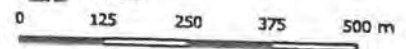
Ministère de l'Environnement,
 du Climat et du Développement durable
 Administration de la nature et des forêts

ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONALE

"Engelsratt / Werwelslach"

-  Partie A
-  Partie B

1 : 10 000



Fond de plan © Administration du Cadastre et de la Topographie Luxembourg



Collège échevinale de la commune de Mamer
1, Place de l'Indépendance
L-8252 Mamer

Mamer, den 07. Mai 2019

Betreff: Opposition gegen Naturschutzzone „Engelsratt/Werwelslach“

Sehr geehrter Herr Bürgermeister

Sehr geehrte Herren Schöffenrat,

Hiermit übermitteln die Unterzeichnenden,

Luc und Jessie Knepper-Kieffer, wohnhaft in 16 rue Kneppchen, L-8234 Mamer, und

Norbert und Ernestine Knepper-Reiff, wohnhaft in 1 route de Dippach, L-8225 Mamer, und

Jean-Marie Knepper, wohnhaft in 1 route de Dippach, L-8225 Mamer,

Ihnen gemäß eurem Aufruf unsere formelle Opposition zu Ihrem oben genanntem Vorhaben.

Wir besitzen zirka 12,50 Hektar in der Zone Engelsratt/Werwelslach, was 1/3 unseres gesamten Besitzes darstellt, welcher ausschließlich der Bewirtschaftung unseres landwirtschaftlichen Betriebes dient.

Eine detaillierte Auflistung der Kadaster-Parzellen liegt bei.

Mit hiesiger Beschwerde widersetzen wir uns ausdrücklich dem Vorhaben der Regierung, beziehungsweise des Umweltministeriums in der Zone „Engelsratt/Werwelslach“ eine Naturschutzzone auszuweisen.

Die Hauptgründe sind:

- 1) Die Größe der geplanten Naturzone ist unverhältnismäßig
- 2) Nur die Flächen gelegen in Mamer sind von der Klassifizierung betroffen, nicht aber die angrenzenden Flächen von Olm beziehungsweise Kehlen. Diese liegen jedoch genau so nahe und das Oberflächenwasser läuft auch Richtung „Engelsratt“ zu.
- 3) Wir stellen fest, dass manche sumpfige Flächen nicht in die Naturschutzzone eingegliedert werden, da hier für ein aktuelles Baugebiet noch eine Umgehungsstraße gebaut werden soll.
- 4) Wir benötigen diese Flächen für unseren Landwirtschaftsbetrieb, und vor allem dienen diese Landflächen zum Teil zur Nahrung der Tiere, und auch für Mist- und Gülleausfuhr. Das Projekt sieht nicht ausdrücklich vor dass wir als Landwirte die Felder noch beackern dürfen beziehungsweise unsere Tiere auf diesen Wiesen weiden lassen dürfen.

- 5) Es ist zu bemerken, dass wir erst am 11. Dezember 2018 auf einer Landversteigerung, welche angekündigt war, 1,99 Hektar in diesem Gebiet erworben haben ohne dass eine öffentliche Hand mitgeboten hätte. Zudem haben wir Ende Dezember 2018 noch zusätzlich 1,35 Hektar privat in diesem Gebiet erworben. Immerhin haben wir eine Gesamtsumme von 355.000 EURO ohne Notarkosten für diese Flächen bezahlt.
Auch machten zur diesem Zeitpunkt weder Staat noch Gemeinde Andeutungen, dass hier ein Naturschutzgebiet entstehen soll. Logischerweise hätte der Staat jedoch diese Liegenschaften erwerben müssen um sein Projekt auf seinem eigen Grund und Boden bewerkstelligen zu können, dies wurde jedoch aus unerfindlichen Gründen unterlassen. Der Staat hat uns demnach willkürlich getäuscht und uns somit einen enormen wirtschaftlichen Schaden zugeführt welchen wir nicht auf uns beruhen lassen werden, sollte es zur Ausweisung dieser Schutzzone kommen.
- 6) Unsere Landflächen verlieren komplett ihren Wert für die Bewirtschaftung unseres Betriebes, zudem wird keine Bank eine Hypothek auf solche Flächen zugestehen.
- 7) Wir haben das Gefühl, dass „à la tête du client“ gehandelt wird. Somit haben wir festgestellt dass verschiedene Kadaster-Nummern aufgegliedert wurden, das heißt ein Teil der Kadaster-Nummer fällt unter die Naturschutz-Zone und der restliche Teil der Kadaster-Nummer nicht und dies ohne ersichtliche Gründe.
- 8) Wir haben Bedenken, dass Flächen, welche momentan in der Kategorie B eingegliedert sind, nachher in die Kategorie A um gegliedert werden und somit wir beim Bewirtschaften unsere Flächen noch eine zusätzliche Mehrbelastung hinnehmen werden müssen.

Des Weiteren stellen wir uns die Frage, ob in Mamer noch einen „Droit de propriété“ besteht, oder ob alle Flächen, in naher Zeit, dem Naturschutz, Erholungsgebiet, öffentlichen Bauten, wie Straßen, Schulen, Radwege, angehören. Wenn dies der Fall sein wird, kann es aber nicht sein, dass der Bauer oder auch ein Privatbesitzer sein Land für das Allgemeininteresse abgeben muss, ohne hierfür angemessen entschädigt zu werden. Hier geht es ausdrücklich nicht nur um den Wert der Liegenschaften an sich, sondern vor allem auch um den wirtschaftlichen Schaden für unseren Betrieb wenn diese Flächen nicht mehr adäquat genutzt werden können oder dürfen. Unsere Ackerflächen wurden über Generationen aus her angeworben und beackert. Wir können nicht akzeptieren dass wir kein Recht mehr auf unser Eigentum haben und als Privat-Besitzer unsere Landflächen de facto für das Allgemeininteresse gratis zur Verfügung stellen müssen. Dieses Vorgehen ist in unserem Sinne eine indirekte Enteignung, die es möglich macht dass der Staat als Garant de „l'Intérêt public“, die Kosten des Allgemeininteresse, nur gewisse Eigentümern überträgt.

Ein solches Vorgehen ist verfassungswidrig und verstößt gegen sämtliche verfassungsmäßige und fundamentale Grundregeln, welches wir nicht so annehmen werden!

Aus all diesen Gründen sind wir, Unterzeichneter Luc & Jessie Knepper-Kieffer, Norbert & Ernestine Knepper-Reiff und Jean-Marie Knepper, für unseren landwirtschaftlichen „Knepper Betrieb“ zuständig, kategorisch dagegen dass unsere obengenannten Flächen gelegen in Mamer-Nord „Engelsratt-Werwelslach“ in eine Naturschutzzone eingegliedert werden.

Hochachtungsvoll,

Luc & Jessie Knepper-Kieffer

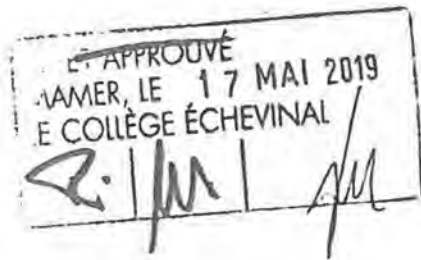
Jean-Marie Knepper

Norbert & Ernestine Knepper-Reiff

Detaillierte Aufzistung der Kadaster-Parzellen im Naturschutzzonengebiet

Kadaster-Nummer	Grösse In AR	
100	24.70	
104	7.20	
104 2	7.90	
105/163	10.00	
105/164	9.90	
113/709	6.40	
114/1995	12.60	
114/3336	27.65	
257/1273	41.00	
257/1274	37.80	
258/2608	42.00	
108/1992	19.80	
108/1993	10.90	
109/1214	9.70	
109/1215	5.60	
194	1.65	
230/1996	77.50	
231	54.20	
257/2005	39.70	
257/2006	15.20	
257/2007	16.70	
257/2008	31.40	
259/2610	48.10	
272/1581	13.80	
275	11.80	
276	11.40	
279	40.90	
280	19.60	
46/2605	30.50	
46/2606	30.40	
107/1991	31.20	
38/1933	7.50	
28/1934	19.50	
73/4615	32.67	
84/1830	25.70	
85/1831	26.40	
111/1994	34.05	
110	8.50	
45	64.70	} ersteigert am 11. Dezember 2018 für 60.000,00 EUR
88	30.40	} ersteigert am 11. Dezember 2018 für 60.000,00 EUR
98	27.40	} ersteigert am 11. Dezember 2018 für 95.000,00 EUR
99	24.30	
41	39.00	} privat gekauft am 27. Dezember 2018 für 140.000,00 EUR
42	31.80	
43/2518	66.00	
260/2611	73.80	
Gesamtfläche in den Zonen A und B	1258.92	

Mamer, den 6. Mai 2019



Collège échevinal de la commune de
Mamer
1, Place de l'Indépendance
L-8252 Mamer

Betreff: Opposition Naturschutzgebiet „Engelsratt/Werwelslach“

Mit diesem Schreiben bekunde ich, Unterzeichneter Madame Lotty Marx-Hewertz
aus Mamer, 12, rue Kneppchen, L-8254
meine Beschwerden betreffend Ihres Vorgehens in der Zone „Engelsratt/Werwelslach“, wo jetzt ein
Naturschutzgebiet entstehen soll. Aus folgenden Ursachen, können wir nicht mit ihrem Projekt
einverstanden sein.

- 1) Was steht mir als Verpächter meiner Parzellen als Entschädigung zu?
- 2) Was darf mein Pächter (Landwirt) auf diesen Flächen noch bewirtschaften?
- 3) Warum bietet uns der Staat oder die Gemeinde nicht den Ankauf beziehungsweise Austausch dieser Flächen an?
- 4) Warum betrifft es genau diese Flächen gelegen in der Gemeinde Mamer, und die Flächen gelegen auf der Seite Kehlen und Olm sind nicht betroffen?
- 5) Wie werden die Kadaster-Nummern, die in den 2 verschiedenen Zonen liegen (A und B) behandelt und ausgemessen?
- 6) Wer kommt auf für den enormen Wertverlust?

Durch den sicherlich großen Wertverlust, die obengenannten Gründe und andere Unklarheiten sind wir formell dagegen, dass unsere Flächen liegend im Gebiet „Eweleck, Loerlach, Engelsratt, Werwelslach“ (alle unsere Kadaster-Nummern sind ^{sich} auch bekannt) in die obengenannte Naturschutzzone eingegliedert werden.

Hochachtungsvoll
Lotty Marx-Hewertz

KRIEGER ASSOCIATES



Luxembourg – Diekirch

Georges KRIEGER
Isabelle HOMO
Sébastien COUVREUR
Avocats Associés
Sevin GUVENCE
Virginie ADLOFF
Christophe LASSEE
Aurélie PETERSEN
Romain BLICCI
Stephanie ADAM

Avocats à la Cour

Elic DOHOGNE *
Norina DOZZO
Stephanie BOLDRIN
Raffaello FERRANDINO

Avocats

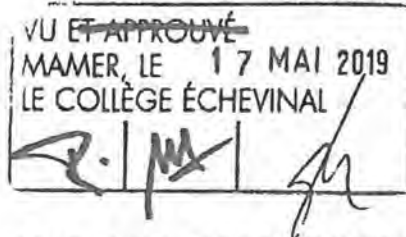
Philippe LUDOVISY
Juriste
* Avocat liste IV

Administration communale de Mamer
1, Place de l'Indépendance
L-8252 Mamer

Attn. du Collège des bourgmestre et échevins

Par fax : 31003172

Luxembourg, le lundi 6 mai 2019



RECOMMANDE AVEC AVIS DE RECEPTION ET TELECOPIE

Conc. : Immobilière MATCH SA / ZPI
Votre réf. : Avis publié en date du 8 avril 2019
Notre réf. : GK/SC/319199

Monsieur le bourgmestre, Messieurs les échevins,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que la société IMMOBILIERE MATCH SA, établie et ayant son siège social à L-8018 Strassen, 140, rue du cimetière, m'a chargé de la sauvegarde de ses intérêts dans le cadre de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt/Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen.

La création de cette zone protégée d'intérêt national a pour effet d'imposer des charges et de grever de servitudes le terrain susmentionné de ma mandante, jusqu'à le rendre totalement inconstructible.

Dès lors, au vu de la création d'une telle *servitude non aedificandi*, ma mandante tient à émettre plusieurs objections portant sur l'avant-projet de règlement grand-ducal.

Les objections de ma mandante sont reprises ci-dessous.

I. Quant à la prise en compte de la présente réclamation

À titre préalable, il y a lieu de relever que l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles instaure une procédure d'enquête publique.

L'instauration d'une procédure d'enquête publique n'est pas sans conséquence puisque celle-ci tire son fondement dans les dispositions de la loi modifiée du 31 juillet 2005 portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998.

Au vu de la création d'une zone protégée d'intérêt national impliquant la création d'une *servitude non aedificandi* sur les terrains de ma mandante, les objections soulevées dans la présente doivent être prises en considération dans le cadre de la procédure d'enquête publique instituée en vertu de l'article 40 précité.

Je tiens notamment à préciser que le non-respect de cette prise en considération peut entraîner l'annulation du règlement grand-ducal précité pour vice de procédure.

En effet, suivant la jurisprudence des juridictions administratives, il a été retenu que :

« L'obligation d'information telle que consacrée par la Convention d'Aarhus poursuit l'objectif de permettre au public et, en particulier, aux personnes concernées, de faire valoir leurs arguments et suggestions relatifs à des considérations environnementales à un stade précoce afin qu'ils puissent être pleinement pris en considération dès l'élaboration des premiers projets de plans et programmes. Dans cette optique, l'annulation des décisions prises en violation de ces règles ne saurait entraîner leur annulation qu'au cas où celui qui s'en prévaut peut faire état d'éléments qui auraient pu et dû être pris en considération

à un stade précoce de la procédure et qui auraient été de nature à influencer sur le contenu des plans et programmes à élaborer »¹. (Ma mandante souligne).

Dès lors, conformément aux dispositions précitées, la décision à intervenir devra être portée par tous moyens appropriés à la connaissance de ma mandante.

II. Quant à la délimitation de la ZPIN

Il ressort de l'exposé des motifs de l'avant-projet de règlement grand ducal précité ce qui suit :

« la future réserve naturelle est à considérer comme une des zones noyau à haute valeur biologique de la zone Natura2000 « Lu0001018-Vallée de la Mamer et de l'Eisch » (...). Ainsi, le classement du site « Engelsratt/Werwelslach » est à considérer comme mesure réglementaire pour la mise en œuvre du réseau Natura2000 en vertu des articles 34, 35 et 37 de la loi du 18 juillet 2018 (...), et comme telle sera grevée de servitudes et de charges prévues par l'article 42 de la même loi ».

Or, si en théorie le classement en ZPIN est à considérer comme mesure réglementaire pour la mise en œuvre du réseau Natura2000, les deux zones (Natura2000 et ZPIN) ne concordent pas ; cela est visible sur l'extrait graphique mapgeoportail suivant :

¹ C.A. 30 juin 2011, n° 28076C du rôle, C.A. 10 mai 2012 n° 29598C et 29618C du rôle, T.A. 09 mai 2016 n° 35263 du rôle.



En effet, la ZPIN est bien plus étendue que la zone Natura2000 alors qu'elle a vocation, d'après l'exposé des motifs, à mettre en œuvre le réseau Natura2000.

Aucun motif ne justifie cette non-concordance des deux zones.

En l'occurrence, le sud du terrain de ma mandante n'avait pas été intégré dans la zone spéciale de conservation « Natura 2000 » alors qu'il est majoritairement concerné par la ZPIN.

Cette remarque pose la question fondamentale des critères de sélection utilisés par le ministère de l'Environnement pour déterminer quel terrain sera frappé par une servitude et quel terrain ne le sera pas.

De plus, la délimitation de la ZPIN se situe en bordure d'urbanisation (habitations, commerces, équipements publics, réseaux de transport), ce qui vient renforcer les questionnements sur le choix de la délimitation.

Partant ma mandante réclame la révision de la délimitation précitée afin de voir sa parcelle sortie de cette zone non aedificandi.

III. Violation des articles 38 et 3.8° de la loi du 18 juillet 2018 précitée et de l'article 10bis de la Constitution

L'article 38 précité est de la teneur suivante :

« Art. 38. Identification des zones protégées d'intérêt national

(1) Des parties du territoire peuvent être définies et déclarées zones protégées d'intérêt national, sous forme de réserve naturelle, sous forme de paysage protégé, ou sous forme de corridor écologique en vue d'assurer soit la sauvegarde des habitats ainsi que la sauvegarde des espèces, soit la sauvegarde du paysage ou le bien-être humain, soit la connectivité écologique.

(2) Les zones Natura 2000 peuvent être déclarées, en tout ou en partie, zones protégées d'intérêt national.

(3) Cette désignation peut s'orienter selon le plan national concernant la protection de la nature établi conformément à l'article 47 ou selon un plan ou projet ou programme élaboré en exécution de la législation concernant l'aménagement du territoire ».

A la lecture des dispositions de l'avant-projet de RGD, on s'aperçoit qu'il y a une distinction entre partie A de la zone protégée et partie B de la zone protégée.

En effet, la partie B est exempte de certaines servitudes énumérées à l'article 4 de l'avant-projet de RGD.

Cet article 4 permet donc aux fonds situés dans la partie B, d'être soustraits aux interdictions formulées.

Or, la création d'une « partie A » et d'une « partie B » respectivement la création d'un régime commun et d'un régime dérogatoire ne se base sur aucune disposition légale.

L'article 38 de la loi ne prévoit que la possibilité de créer des zones protégées d'intérêt national sous la forme de réserve naturelle, sous forme de paysage protégé ou de corridor écologique.

La création d'un régime dérogatoire, ainsi que l'intégration de certaines parcelles non désignées comme zone protégée d'intérêt communautaire dans une zone protégée d'intérêt national, repose sur des critères non-justifiés, illégaux et sont contraires au principe constitutionnel d'égalité.

Par ailleurs, ladite ZPIN dont question étant déclarée sous la forme de réserve naturelle, il y a lieu de se référer à la définition d'une réserve naturelle (article 3.8° de la loi du 18 juillet 2018) : « *site nécessitant une protection particulière en raison de la richesse, de la rareté ou de la spécificité de ses habitats ou de ses espèces sauvages* ».

En l'espèce, le terrain de ma mandante ne répond pas à la définition précitée, il s'agit d'un simple champ, un terrain agricole n'accueillant aucun biotope. D'ailleurs, d'autres terrains au sud de la parcelle de ma mandante se trouvent dans une situation identique mais n'ont pas été intégrés dans la ZPIN, comme cela est visible sur l'image aérienne suivante :



L'intégration de la parcelle de ma mandante comme ZPIN sous forme de réserve naturelle ne repose sur aucun critère valable et est contraire au principe constitutionnel d'égalité.

Il est donc impératif que la délimitation de la zone protégée d'intérêt national soit conforme aux articles 38 et 3.8° de la loi précitée ceci afin de ne pas grever illégalement le terrain de ma mandante d'une multitude de charges et de servitudes.

Il semble que les délimitations de la ZPIN ont été tracées à main levée. Or, eu égard aux limitations apportées au droit de propriété que le classement implique, le ministère doit pouvoir justifier pourquoi un terrain est classé et un autre ne l'est pas.

IV. Violation de l'article 42 de la loi du 18 juillet 2018 précitée et de l'article 16 de la Constitution

L'article 42 de la loi précitée est de la teneur suivante :

« le règlement grand-ducal déclarant une partie du territoire zone protégé d'intérêt national pourra imposer, afin de ne pas porter atteinte à la zone protégée d'intérêt national au sens des objectifs de l'article 39, au propriétaire ou au détenteur les charges et grever les fonds des servitudes suivantes : (...) »
(ma mandante souligne).

En l'espèce, il n'est pas justifié en quoi la parcelle de ma mandante porterait atteinte à la ZPIN si elle n'était pas grevée des servitudes énumérées à l'article précité. En effet, ma mandante ne voit pas par exemple en quoi une construction autorisable sur sa parcelle classée actuellement en zone agricole, porterait atteinte à ladite ZPIN.

Ce qui précède porte atteinte au droit de propriété de ma mandante en ce que nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité.

Ma mandante ne pourrait donc être privée de son droit de propriété que pour cause d'utilité publique, tel que fixé par la loi, à savoir dans le but de ne pas porter atteinte à la ZPIN, plus particulièrement afin de ne pas porter atteinte à la rareté ou spécificité des habitats ou espèces sauvages.

En l'espèce, cette privation de son droit de propriété ne s'explique aucunement de sorte qu'il y a lieu d'abandonner l'insertion de la parcelle de ma mandante dans la ZPIN.

Ma mandante se réserve le droit de compléter la présente endéans le délai légal.

Copie de la présente est transmise au Conseil d'Etat et à la ministre de l'Environnement, pour leur bonne information.

Veillez agréer, Monsieur le bourgmestre, Messieurs les échevins, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

p. Me Georges KRIEGER emp.
s. Me Raffaëla FERRANDINO

Monsieur Julien RIES
4, rue de Kehlen
L-8394 Olm

Olm, le 07 Mai 2019

Et

Monsieur Norbert KAYL
10, rue de l'Indépendance
L-8327 Olm



Collège des Bourgmestre et Echevins
Commune de Mamer
1, Place de l'Indépendance
B.P. 50
L-8201 Mamer

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Objet : Objections contre le projet de classement des parcelles N°2 de la Commune de Mamer, section E de Capellen, et n°46/796 de la Commune de Mamer, section E de Capelle, en zone protégée d'intérêt nationale sous forme de réserve naturelle, faites en vertu de l'article 40 (3) de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
Vos réf. : 26072

Nous sommes propriétaires de parcelles visées par le projet sous objet.

Monsieur KAYL est propriétaire de la parcelle n°46/796, située en zone B du projet (lieudit « Briederfeld »).

Monsieur RIES est propriétaire de la parcelle n°2, située en zone A du projet, et il exploite la parcelle n°46/796.

Cela prouve notre qualité à agir.

Tout d'abord, nous relevons que la zone A du projet constitue d'ores et déjà une zone protégée pour être classée Zone Natura 2000.

La loi permet de déclarer une zone Natura 2000 en zone protégée d'intérêt national (ci-après ZPIN) suivant une procédure légale qui, en l'espèce, n'a pas été respectée.

En effet, l'Etat a ajouté, par sa lettre du 04 avril 2019, des parcelles à l'avant-projet du règlement Grand-ducal qui vous avait été initialement communiqué le 14 mars 2019, en arguant d'une erreur matérielle.

Cela est faux et formellement contesté au vu du nombre de parcelles ajoutées qui s'élève, sauf erreur ou omission, à 40 parcelles.

De plus, cette lettre du 04 avril 2019 n'a pas été communiquée avant la présentation publique du dossier ayant eu lieu le 1^{er} avril 2019, et nombre de personnes n'ont pas été personnellement informées du fait que leur(s) parcelle(s) est(sont) incluse(s) dans le projet de création de ZPIN.

Ce vice de procédure s'applique également concernant la zone B du projet.

En outre, le projet de création de la ZPIN équivaut à une expropriation déguisée.

En effet, de par l'interdiction visée à l'article 4, point 3°, est interdite « la circulation à pied en dehors des chemins existants », cependant, « cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leur ayants droits ».

Or, cette exception est insensée, respectivement impraticable, alors que pour accéder à nos parcelles respectives, nous sommes contraints de passer par d'autres sur lesquelles nous n'avons aucun droit légal, sauf à l'Etat de mettre en place des servitudes de passages légales pour chaque propriétaire afin d'assurer l'accès à sa parcelle par lui-même et ses ayants droits.

Nous vous rappelons qu'en cas d'interdiction de circuler à pied en dehors des chemins existants, toute personne est passible d'amendes, et si l'accès à sa parcelle propre exige de traverser celle qui appartient à un tiers, nous nous retrouvons de facto en situation de contravention.

En d'autres termes, sauf à bénéficier d'un chemin existant, nous nous retrouvons privés d'accès à notre parcelle, donc privés des attributs (d'ores et déjà restreints) de notre propriété, en conséquence de quoi, il y a expropriation déguisée, sans juste et préalable indemnisation.

Ensuite, concernant la parcelle n°46/796, nous constatons que le dossier de classement élaboré par la société ZEYEN BAUMANN ne justifie nullement que cette parcelle soit classée en ZPIN.

Vous devez savoir qu'une partie de la parcelle était une terre labourable il y a encore quelques années, qu'elle est exploitée par Monsieur RIES depuis des décennies.

Sur notre seule volonté, son affectation a été modifiée.

Nous avons décidé de ce changement dans un but écologique afin d'en faire un champ où tout engrais chimique, herbicide et pesticide sont exclus de tout usage ; ce qui est le cas depuis de nombreuses années.

Nous constatons que dans le dossier de classement, il est proposé pour le lieudit « Briderfeld », une mesure de protection pour le rapace MILAN et son habitacle, en suggérant un espace qui n'a pas été retenu par le Ministère.

Nous constatons encore que, relativement à cette zone, seules les parcelles qualifiées de champs ont été retenues à l'exclusion des terres labourables, qui pourtant étaient incluses dans la zone référencée cartographiquement par la société susmentionnée.

Notre position avant-gardiste sur la préservation de nature est donc aujourd'hui sanctionnée par ce projet : en effet, si nous n'avions pas fait ce changement d'affectation et si nous utilisions des engrais, pesticides et herbicides, la parcelle n°46/796 n'aurait pas été concernée par ce projet.

Ensuite, nous constatons qu'une infime partie du lieudit « Briderfeld » est qualifiée de « *Mässig artenreiches Grünland* » (Dossier de Classement, Réserve Naturelle « Engelsratt / Werwelslach » ZPIN18, page 30).

Ce rapport fait bien état d'une légère potentialité de la zone.

Or, à l'étude de la carte, il s'avère que la parcelle n°46/796 n'est pas concernée par cette zone.

Il en résulte que cette parcelle est à exclure du projet puisque non concernée par une prétendue potentialité : seul le couloir retenu sur la carte n°7 dudit dossier (page 37) pourrait justifier un reclassement, mais pas tout le lieudit, et encore moins la parcelle n°46/796.

Nous affirmons donc que ce projet de classement de la parcelle n°46/796 dans la ZPIN n'est ni justifié, ni fondé.

En outre, il est superfluitaire étant donné que la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles organise d'ores et déjà des mesures générales de préservation en son article 17 (1).

Il est donc incontestable qu'aucun élément factuel ou légal ne permet d'inclure la parcelle n°46/796 dans une ZPIN.

Ce projet a pour seul but d'aboutir à une expropriation déguisée et à une inégalité devant la loi due à une différence de traitement en propriétaires de champs et ceux, propriétaires de terres labourables.

En conséquence, et pour les motifs ci-avant exposés, nous nous opposons formellement à l'inclusion des parcelles n°2 de la Commune de Mamer, section E de Capellen, et n°46/796 de la Commune de Mamer, section E de Capellen dans le projet de création de la ZPIN « Engelsratt / Werwelslaach ».

La présente vous est adressée sous la réserve expresse du droit d'introduire tout recours judiciaire et sans reconnaissance préjudiciable.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, en nos salutations distinguées.

Pour faire valoir ce que de droit.

Monsieur Julien RIES



Monsieur Norbert KAYL



COMMUNE DE
MAMER

08 MAI 2019

ENTRÉE

VU ET APPROUVÉ
MAMER, LE 17 MAI 2019
LE COLLÈGE ÉCHEVINAL

Collège échevinale de la commune de
Mamer

1, Place de l'Indépendance

L-8252 Mamer

Betreff: Opposition Naturschutzgebiet „Engelsratt/Werwelslach“

Mit diesem Schreiben bekunde Ich, Unterzeichneter LETSCH - KIMMES, JOYANE LETSCH
aus BONNEVILLE
meine Beschwerden betreffend Ihres Vorgehens in der Zone „Engelsratt/Werwelslach“, wo jetzt ein
Naturschutzgebiet entstehen soll. Aus folgenden Ursachen, können wir nicht mit ihrem Projekt
einverstanden sein.

- 1) Was steht mir als Verpächter meiner Parzellen als Entschädigung zu?
- 2) Was darf mein Pächter (Landwirt) auf diesen Flächen noch bewirtschaften?
- 3) Warum bietet uns der Staat oder die Gemeinde nicht den Ankauf beziehungsweise Austausch dieser Flächen an?
- 4) Warum betrifft es genau diese Flächen gelegen in der Gemeinde Mamer, und die Flächen gelegen auf der Seite Kehlen und Olm sind nicht betroffen?
- 5) Wie werden die Kadaster-Nummern, die in den 2 verschiedenen Zonen liegen (A und B) behandelt und ausgemessen?
- 6) Wer kommt auf für den enormen Wertverlust?

Durch den sicherlich großen Wertverlust, die obengenannten Gründe und andere Unklarheiten sind **wir formell dagegen**, dass unsere Flächen liegend im Gebiet „Eweleck, Loerlach, Engelsratt, Werwelslach“ (alle unsere Kadaster-Nummern sind auch bekannt) in die obengenannte Naturschutzzone eingegliedert werden.

Kimmes

Setz

Edouard Reiff
29a, rue des Romains
L-8041 Strassen



Commune de Mamer
Monsieur Marc Thill
1, Place de l'Indépendance
B.P. 50
L-8201 Mamer



Strassen, le 7 mai 2019

Concerne : Projet zone protégée « Engelsratt-Werwelslaach » à Mamer

Monsieur Thill,

Me référant à votre courrier du 21 mars 2019, relatif au projet de zone protégée « Engelsratt – Werwelslaach » à Mamer, je soussigné, Edouard Reiff, manifeste mon désaccord par rapport au classement de mes parcelles situées le long du C.R. 102 en direction de Kehlen. Je vous joins pour information une image avec les parcelles relatives soulignées en jaune (extrait du geoportail.lu).

Cet avis est également partagé par mon locataire, Monsieur Thill Josy de Dippach, exploitant les parcelles en question, qui en a été dûment informé.

Veuillez recevoir, Monsieur Thill, l'expression de mes meilleures salutations.

Edouard Reiff

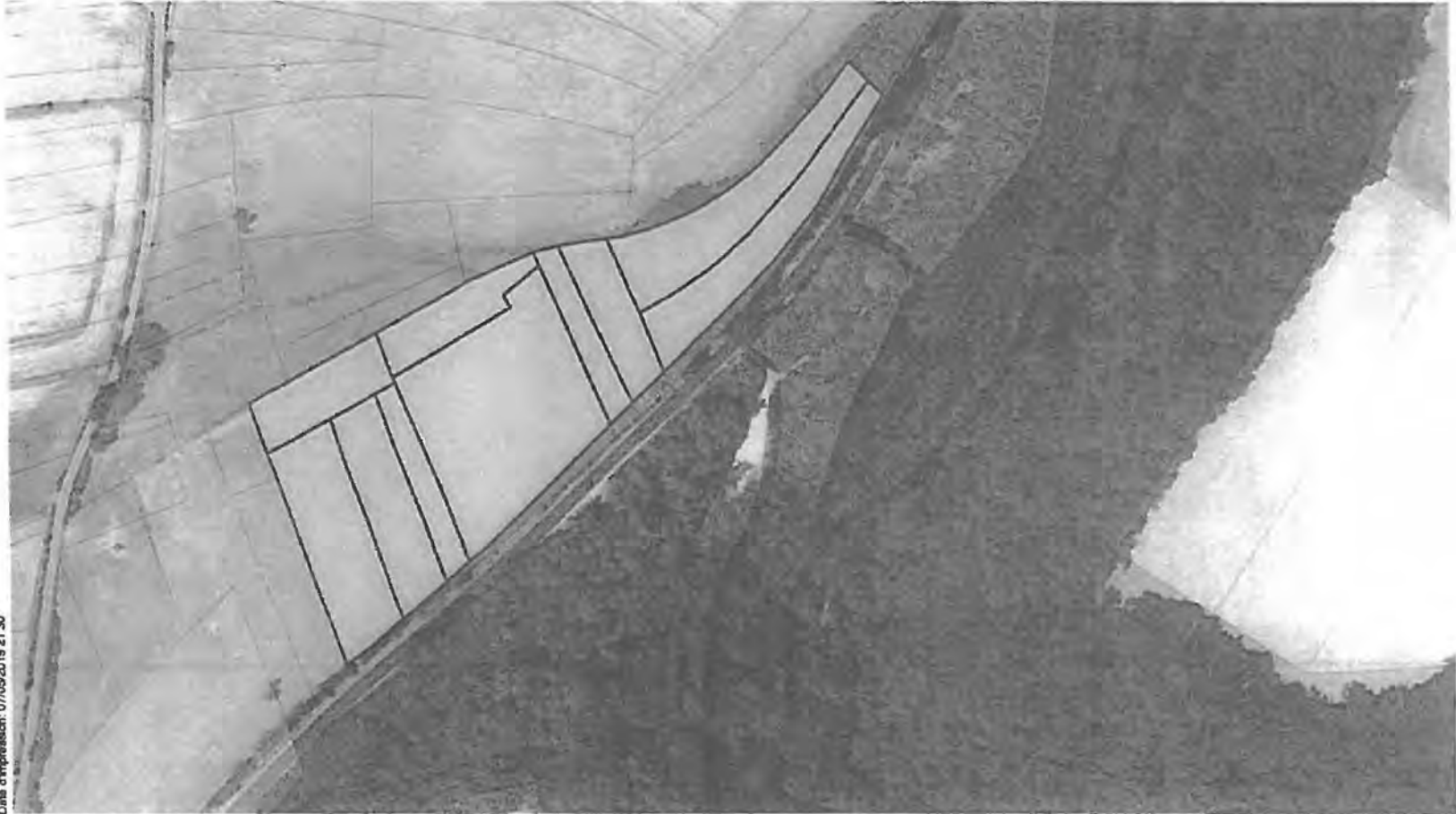
A handwritten signature in black ink, appearing to be "E. Reiff".



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration du cadastre
et de la topographie

REIFF EDOUARD

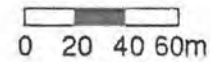
map.geoportail.lu
The official geoportal for the Grand-Duchy of Luxembourg



Date d'impression: 07/05/2019 21:30

www.geoportail.lu offers spatial data & services provided by Luxembourg government bodies. Responsibility: Despite the great care taken by the official instances regarding the exactitude of the published data, the authorities cannot assume any responsibility regarding fidelity, exactitude, up-to-dateness, reliability and integrity of these informations. Information without legal value.
Copyright: Administration du Cadastre et de la Topographie. <http://g-o.lu/copyright>

Approximate scale 1: 2500



<http://g-o.lu/3/70DG>



Légende



1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...
7. ...
8. ...
9. ...
10. ...

- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006

[Order an extract](#)

196/0

Municipality : MAMER
Section : A de MAMER-NORD
cadastral parcel number : 196/0
Capacity : 0ha 12a 30ca
Place name : IN RUPLESCHT
Nature : grassland
Last measurement : 0
Link to measurements :

[Order an extract](#)

197/4624

Municipality : MAMER
Section : A de MAMER-NORD
cadastral parcel number : 197/4624
Capacity : 0ha 58a 61ca
Place name : IN RUPLESCHT
Nature : farmland
Last measurement : 1602
Link to measurements :

- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006

[Order an extract](#)

77/4622

Municipality : MAMER
Section : A de MAMER-NORD
cadastral parcel number : 77/4622
Capacity : 0ha 09a 35ca
Place name : LOHRBERG
Nature : farmland
Last measurement : 1602
Link to measurements :

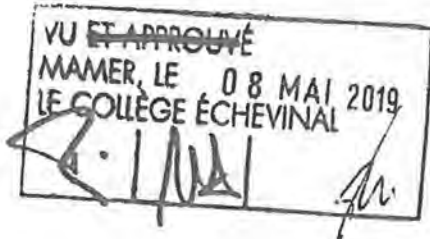
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006

[Order an extract](#)

77/4620

Municipality : MAMER
Section : A de MAMER-NORD
cadastral parcel number : 77/4620
Capacity : 0ha 13a 51ca
Place name : LOHRBERG
Nature : farmland
Last measurement : 1602
Link to measurements :

- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006
- * No 01602 MES_TYPE_P 20/02/2006



Collège échevinale de la commune de
Mamer

1, Place de l'Indépendance

L-8252 Mamer

Betreff: Opposition Naturschutzgebiet „Engelsratt/Werwelslach“

Mit diesem Schreiben bekunde Ich, Unterzeichneter Fernand Arthur Niederhorn
aus Mamer Edras et Willy Kaiser - Niederhorn
meine Beschwerden betreffend Ihres Vorgehens in der Zone „Engelsratt/Werwelslach“, wo jetzt ein
Naturschutzgebiet entstehen soll. Aus folgenden Ursachen, können wir nicht mit ihrem Projekt
einverstanden sein.

- 1) Was steht mir als Verpächter meiner Parzellen als Entschädigung zu?
- 2) Was darf mein Pächter (Landwirt) auf diesen Flächen noch bewirtschaften?
- 3) Warum bietet uns der Staat oder die Gemeinde nicht den Ankauf beziehungsweise Austausch dieser Flächen an?
- 4) Warum betrifft es genau diese Flächen gelegen in der Gemeinde Mamer, und die Flächen gelegen auf der Seite Kehlen und Olm sind nicht betroffen?
- 5) Wie werden die Kadaster-Nummern, die in den 2 verschiedenen Zonen liegen (A und B) behandelt und ausgemessen?
- 6) Wer kommt auf für den enormen Wertverlust?

Durch den sicherlich großen Wertverlust, die obengenannten Gründe und andere Unklarheiten sind wir formell dagegen, dass unsere Flächen liegend im Gebiet „Eweleck, Loerlach, Engelsratt, Werwelslach“ (alle unsere Kadaster-Nummern sind auch bekannt) in die obengenannte Naturschutzzone eingegliedert werden.

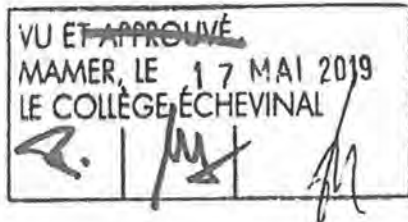
Hochachtungsvoll

*F. Niederhorn
H. Kellert*

Wiederhorn

Niederhorn A

Nospelt, den 8. 5. 2019



Collège échevinal de la commune de
Mamer

1, Place de l'Indépendance

L-8252 Mamer

Betreff: Opposition Naturschutzgebiet „Engelsratt/Werwelslach“

Mit diesem Schreiben bekunde Ich, Unterzeichneter Engel-Claude
aus Nospelt 49 rue Suisse 1120 Mamer L-8252
meine Beschwerden betreffend Ihres Vorgehens in der Zone „Engelsratt/Werwelslach“, wo jetzt ein
Naturschutzgebiet entstehen soll. Aus folgenden Ursachen, können wir nicht mit ihrem Projekt
einverstanden sein.

- 1) Was steht mir als Verpächter meiner Parzellen als Entschädigung zu?
- 2) Was darf mein Pächter (Landwirt) auf diesen Flächen noch bewirtschaften?
- 3) Warum bietet uns der Staat oder die Gemeinde nicht den Ankauf beziehungsweise Austausch dieser Flächen an?
- 4) Wie werden die Kadaster-Nummern, die in den 2 verschiedenen Zonen liegen (A und B) behandelt und ausgemessen?
- 5) Wer kommt auf für den enormen Wertverlust?

Durch den sicherlich großen Wertverlust, die obengenannten Gründe und andere Unklarheiten sind wir formell dagegen, dass unsere Flächen liegend im Gebiet „Eweleck, Loerlach, Engelsratt, Werwelslach“ (~~alle unsere Kadaster-Nummern sind auch bekannt~~) in die obengenannte Naturschutzzone eingliedert werden. ist 291793 Grösse 1,63 ha Ort „Bruderfeld“

Hochachtungsvoll,

Claude Engel



natur&emwelt
FONDATION
HËLLEF FIR D'NATUR

5, route de Luxembourg
L-1899 Kockelscheuer
T: (+352) 29 04 04-1

F: (+352) 29 05 04
secretariat@naturemwelt.lu
www.naturemwelt.lu

Ministère de l'environnement,
du climat et du développement durable

Madame Carole Dieschbourg
Ministre

L-2918 Luxembourg

Concerne : future zone protégée " Engelsratt/Werwelslach " - terrains de natur&emwelt
Fondation Hëllef fir d'Natur

Madame la Ministre,

C'est avec grand plaisir que nous avons pris connaissance de l'engagement de la
procédure de classement de la zone susmentionnée située entre Kehlen et Mamer. La
fondation y est propriétaire d'une partie des prés humides qui sont repris dans la zone
A - zone centrale de la future zone protégée, mais aussi d'un bosquet situé en dehors
de la délimitation proposée. Il s'agit des parcelles cadastrales suivantes :

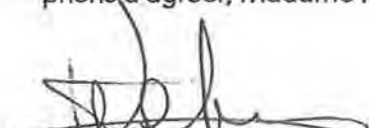
Commune	section	lieu-dit	numéro cadastr.	surface
Mamer	A- Mamer Nord	Hinterste Rohr	22/0	25,80 ar
Mamer	A- Mamer Nord	Hinterste Rohr	27/1235	25,80 ar
			Total	51,60 ar


Nous estimons que ce bosquet a un intérêt comme couloir écologique reliant le massif
forestier de *Engelsratt* près de Mamer, à la forêt *Eilbësch* au sud de Kehlen, à la zone
Natura 2000 de la vallée de la Mamer et de l'Eisch à l'est. Cette structure écologique
qui assure la continuité de la ripisylve de la *Kielbaach* vers le bois *Engelsratt* est
notamment important pour l'habitat de différentes espèces de chauve-souris.

Les 2 plans en annexe illustrent nos propos.

En tant qu'association de protection de la nature, nous vous proposons d'intégrer les
deux parcelles du tableau ci-dessus dans la future zone protégée.

En espérant que vous donnerez une suite favorable à notre demande, nous vous
prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expressions de nos salutations distinguées.


Gilles Weber
directeur


Patrick Losch
président

copie à M. Gilles Biver, MECDD

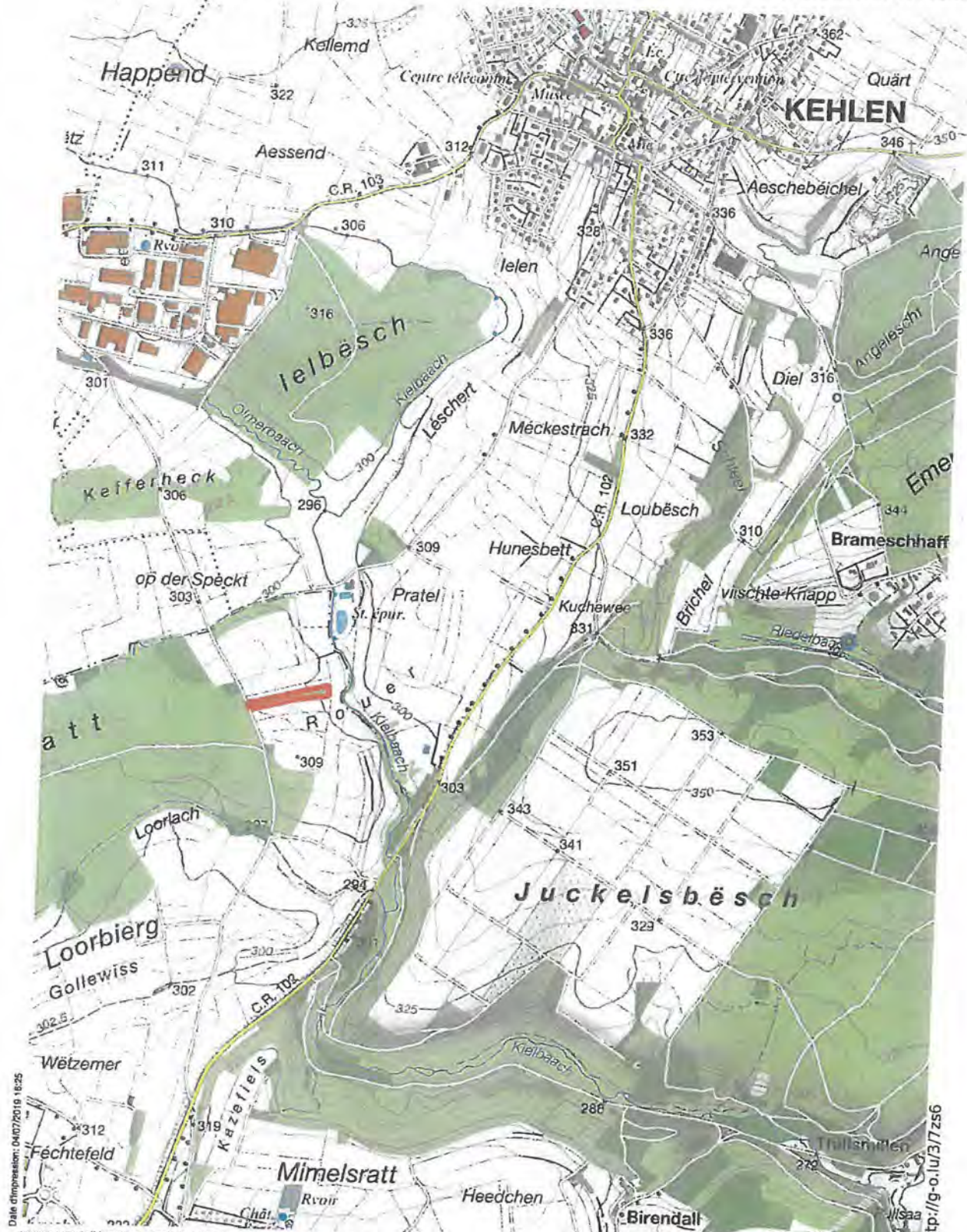
CCPL IBAN LU89 1111 0789 9941 0000

RCS n° G26

Etablissement d'utilité publique (arrêté grand-ducal du 18.11.1983) bénéficiant de la déductibilité fiscale des dons (arrêté grand-ducal du 22.03.1984)
natur&emwelt Fondation Hëllef fir d'Natur - Sous le Haut Patronage de Son Altesse Royale le Grand-Duc

zesumme fir d'natur



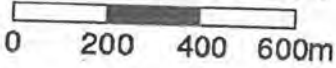


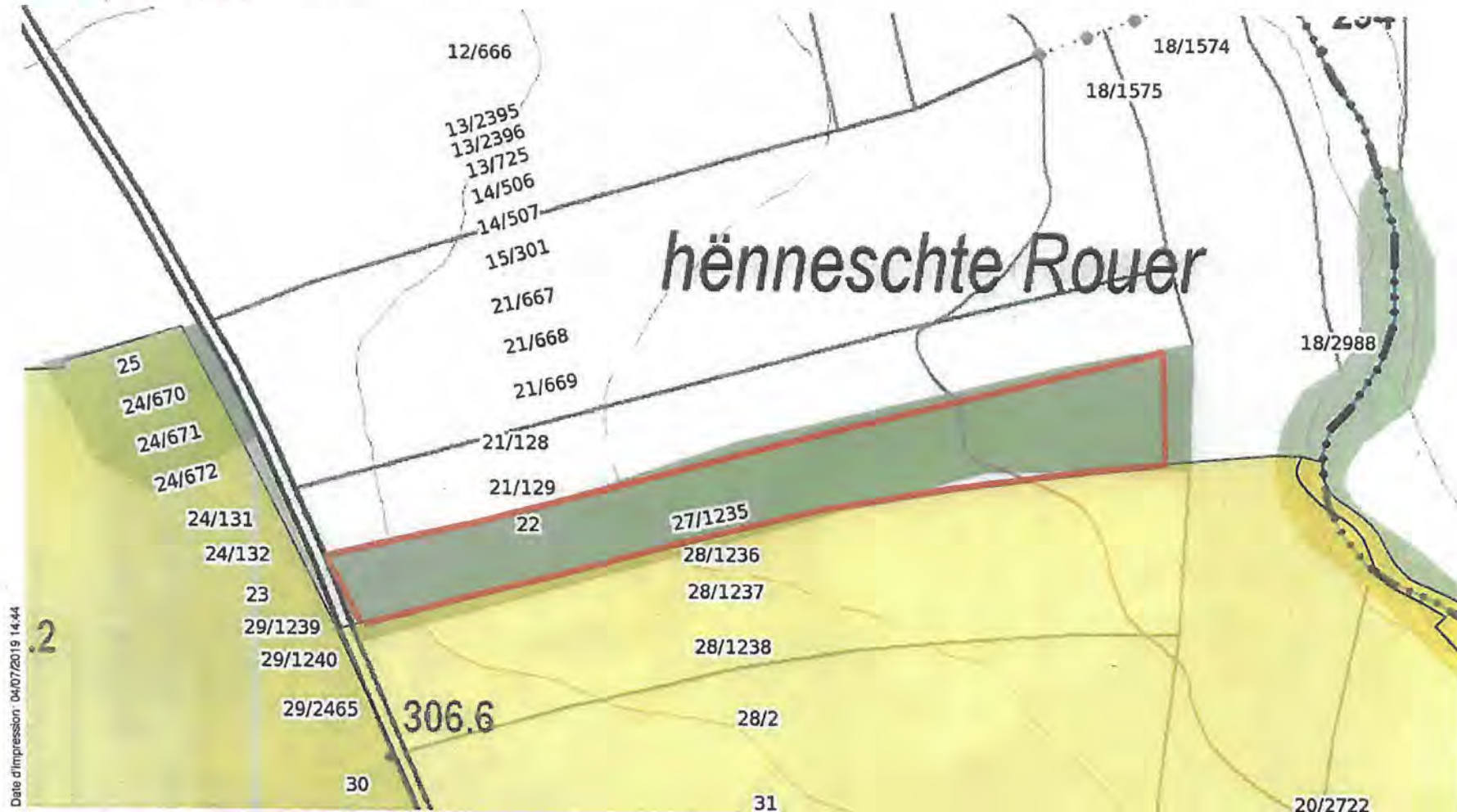
Date d'impression: 04/07/2019 16:25

<http://g-o.lu/377z56>

www.geoportail.lu est un portail d'accès aux informations géolocalisées, données et services qui sont mis à disposition par les administrations publiques luxembourgeoises. Responsabilité: Malgré la grande attention qu'elles portent à la justesse des informations diffusées sur ce site, les autorités ne peuvent endosser aucune responsabilité quant à la fidélité, à l'exactitude, à l'actualité, à la fiabilité et à l'intégralité de ces informations. Information dépourvue de foi publique. Droits d'auteur: Administration du Cadastre et de la Topographie. <http://g-o.lu/copyright>

Echelle approximative 1: 15000





Date d'impression: 04/07/2019 14:44

www.geoportail.lu est un portail d'accès aux informations géolocalisées, données et services qui sont mis à disposition par les administrations publiques luxembourgeoises. Responsabilité: Malgré la grande attention qu'elles portent à la justesse des informations diffusées sur ce site, les autorités ne peuvent endosser aucune responsabilité quant à la fidélité, à l'exactitude, à l'actualité, à la fiabilité et à l'intégralité de ces informations. Information dépourvue de foi publique.
Droits d'auteur: Administration du Cadastre et de la Topographie. <http://g-o.lu/copyright>

Echelle approximative 1:1500



<http://g-o.lu/3/AAmc>





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration du cadastre
et de la topographie

Engelsratt/Werwelslach

map.geoportail.lu
Le géoportail national du Grand-Duché du Luxembourg



Date d'impression: 04/07/2019 14:47

www.geoportail.lu est un portail d'accès aux informations géolocalisées, données et services qui sont mis à disposition par les administrations publiques luxembourgeoises. Responsabilité: Malgré la grande attention qu'elles portent à la justesse des informations diffusées sur ce site, les autorités ne peuvent endosser aucune responsabilité quant à la fidélité, à l'exactitude, à l'actualité, à la fiabilité et à l'intégralité de ces informations. Information dépourvue de foi publique.
Droits d'auteur: Administration du Cadastre et de la Topographie. <http://g-o.lu/copyright>

Echelle approximative 1:15000



<http://g-o.lu/3/absl>





à Madame la Ministre de
l'Environnement

N/Réf: PG/BG/03-07

Strassen, le 10 mars 2020

Avis

sur l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « *Engelsratt/Werwelslach* » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen

Madame la Ministre,

Les auteurs de l'avant-projet sous avis prévoient la désignation sous forme de réserve naturelle de la zone « *Engelsratt/Werwelslach* » d'une surface totale de 181,93 ha, dont 101,76 ha en zone A et 75,18 ha en zone B. Selon le dossier de classement la future réserve naturelle comprend en tout 95,39 ha de terres agricoles (74,06 ha de prairies et pâturages et 21,33 ha de terres arables). La zone projetée se chevauche en partie avec la zone protégée d'intérêt communautaire LU0001018 Vallée de la Mamer et de l'Eisch (zone « Habitats »). Une partie de la zone projetée (forêt) figurait déjà sur la liste « DIG » de 1981.

Au niveau du dossier de classement qui accompagne l'avant-projet sous avis, les auteurs de ce dernier soulignent expressément que l'état de conservation favorable de la zone projetée est en lien direct avec les modes d'exploitation actuels des surfaces agricoles. Les dispositions réglementaires proposées par les auteurs de l'avant-projet sous avis sont à analyser à la lumière de ce constat.

Il est prévu de grever 95,39 ha de terres agricoles de servitudes resp. d'imposer aux propriétaires resp. exploitants agricoles concernés des charges qui représentent un dommage réel pour ces derniers, sans aucune contrepartie de quelque nature que ce soit. La Chambre d'Agriculture reste d'avis qu'il n'est pas équitable de procéder de cette manière. Conscient de l'importance à accorder à la protection de la nature, le secteur agricole revendique toutefois que celle-ci ne mette pas en cause la viabilité des exploitations agricoles.

Si, au cours de la procédure de délimitation de la réserve naturelle, il a été décidé de tenir compte du tracé d'une future connexion entre le C.R. 102 et le C.R. 109 (causant non seulement une perte de biodiversité, mais représentant aussi une source potentielle de pollution), la Chambre d'Agriculture requiert que les auteurs de l'avant-projet sous avis tiennent dûment compte des objections formulées par les différents exploitants agricoles concernées. Sans vouloir prétendre à l'exhaustivité, la Chambre d'Agriculture se doit de formuler quelques observations au sujet de l'intégration de certaines parcelles agricoles dans la future réserve naturelle.

- Parcelles (FLIK) P0908912, P0157087, P0453359, P0157116, P0501524 et P0761243: Ces parcelles sont à exclure de la zone A du fait qu'elles ne contiennent pas de biotopes et que le dossier de classement ne fait ressortir aucun élément justifiant leur intégration dans la future réserve naturelle.
- Parcelle (FLIK) P0781654: Uniquement 15 ares des 83 ares de cette parcelle sont classés comme biotope. Le fait que l'ensemble de la parcelle soit intégré dans la zone A nous semble démesuré.

La Chambre d'Agriculture note que l'article 3, point 3° interdit le « *rejet d'eaux usées* » et se demande dans ce contexte dans quelle mesure cette interdiction vaut pour le bassin de rétention situé en dehors de la réserve naturelle (entre les parcelles FLIK P0900533 et N0157183). En effet, il semble que ce bassin alimenté par la zone industrielle située au sud de la future réserve naturelle soit sous-dimensionné et que des quantités notables de boues soient déversées régulièrement dans un fossé qui traverse la future réserve naturelle.

La Chambre d'Agriculture réitère sa revendication de maintenir le droit d'entretenir des drainages existants (cf. article 4, point 2°). Les drainages existants (ainsi que les fossés de drainage) ont été mis en place pour rendre certaines parcelles cultivables. Une interdiction tant du curage des fossés que de l'entretien des drainages aurait comme conséquence de rendre à moyen terme les terres incultivables et de rendre impossible la production de fourrages dont ont besoin les agriculteurs pour nourrir leurs bovins. Interdire le curage respectivement l'entretien des drainages induira à moyen terme une perte considérable pour les exploitants agricoles concernés et risque, à long terme, de changer le régime hydrique des terrains de manière à les rendre inaptes à l'exploitation agricole.

C'est pourquoi la Chambre d'Agriculture appelle les auteurs de l'avant-projet sous avis à renoncer à interdire le curage resp. l'entretien des drainages existants dans la future réserve naturelle. La Chambre d'Agriculture est d'avis qu'il devrait être possible de trouver, ensemble avec les exploitants concernés, des solutions permettant d'entretenir les fossés et drainages dans le respect des objectifs de protection de la future réserve naturelle.

Il y a d'ailleurs lieu de signaler dans ce contexte une incohérence majeure : Alors que les auteurs de l'avant-projet sous avis interdisent via l'article 4, point 2° l'entretien de drainages existants, ils disposent que l'interdiction dont question au niveau du point 4° de l'article 3 ne s'applique pas « *aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des constructions existantes* ». Quant aux installations existantes visées au niveau du point 6° de l'article 3, leur entretien resp. renouvellement est soumis à autorisation. Si la présence de certaines installations/constructions est apparemment assimilée à un droit acquis, la Chambre d'Agriculture ne voit pas pourquoi il en serait autrement dans le cas d'un drainage existant. La Chambre d'Agriculture est d'avis que la disposition de l'article 4, point 2° dans sa forme actuelle, est discriminatoire !

D'une manière générale, la Chambre d'Agriculture est d'avis que les interdictions de l'avant-projet sous avis vont largement au-delà de ce qui est justifié d'un point de vue scientifique. Ceci nous amène à demander un allègement substantiel des contraintes agronomiques formulées au niveau de l'article 3. Notons dans ce contexte que le dossier de classement accompagnant l'avant-projet sous avis ne prévoient pas d'interdictions généralisées au niveau de l'exploitation agricole. Il fait clairement ressortir que les populations des espèces visées par l'avant-projet sous avis dépendent avant tout de mesures de gestion de la végétation présente.

Partant, la Chambre d'Agriculture demande à ce que les auteurs de l'avant-projet sous avis fassent abstraction, sur les parcelles non classées comme biotopes, de toute interdiction ayant trait à la fertilisation des parcelles agricoles (y inclus le chaulage). Une interdiction de fertilisation généralisée aura des conséquences néfastes pour les agriculteurs concernés - et

elle risque de compromettre en fin de compte l'aptitude de ces surfaces à l'exploitation agricole, même l'agriculture biologique n'étant plus possible sans fertilisation organique. La Chambre d'Agriculture plaide en tout état de cause en faveur d'une approche axée davantage sur des mesures volontaires. Les contrats « biodiversité » conclus dans la zone noyau de la réserve naturelle témoignent en effet de la disposition des agriculteurs à s'investir au niveau de la protection de la nature.

Les auteurs de l'avant-projet sous avis entendent interdire le sursemis en zone A (article 4, point 8°). Si le retournement de prairies et pâturages permanents peut être considéré comme une mesure impactant de façon négative les objectifs de protection, il n'en est pas de même du sursemis. Certes, le sursemis peut être pratiqué en tant que mesure d'entretien régulière pour assurer une qualité supérieure des fourrages. Un tel sursemis pourrait à la limite contrecarrer certains objectifs en matière de développement du potentiel écologique d'une réserve naturelle. À notre avis, il ne saurait toutefois avoir un impact négatif sur l'état de conservation actuel de celle-ci.

La Chambre d'Agriculture pourrait consentir à une réglementation de ce type de sursemis à l'intérieur de la zone A. Par contre, la Chambre d'Agriculture ne saurait accepter une disposition qui priverait l'exploitant de toute possibilité de remettre une prairie en état, notamment suite à des dégâts dus au gibier (sangliers), aux campagnols ou aux conditions climatiques (dégâts d'hiver resp. sécheresses estivales). Dans ce type de situations, le sursemis est une condition sine qua non pour maintenir la parcelle dans un état apte à l'exploitation agricole et pour empêcher le développement d'adventices (p.ex. rumex, ortie, chardon, séneçon de Jacob, etc.). Signalons, dans ce contexte, l'obligation découlant de la législation tant européenne que nationale (« conditionnalité ») de prendre des mesures pour empêcher justement la propagation de ces adventices. Le sursemis y apparaît comme une mesure de choix (et sans pesticides !). C'est pour ces raisons que la Chambre d'Agriculture demande de faire abstraction, sur les parcelles non classées comme biotopes, de l'interdiction du sursemis en zone A.

Les interdictions généralisées proposées ne sont guère nécessaires pour protéger les habitats des espèces visées par l'avant-projet sous avis. Elles visent avant tout à faire évoluer la végétation de l'ensemble des surfaces agricoles dans une direction précise, l'objectif étant de faire augmenter, à long terme, le nombre d'hectares de biotopes. Or, la Chambre d'Agriculture ne saurait accepter une extensification généralisée telle que proposée par les auteurs de l'avant-projet. De l'avis de notre chambre professionnelle, il suffit largement, pour protéger les habitats en cause, d'interdire le retournement des prairies et pâturages et de continuer à encourager (!) la mise en œuvre de mesures positives sur base volontaire. Etant donné que les mesures les plus efficaces pour protéger les habitats des espèces visées par l'avant-projet sous avis relèvent avant tout du domaine de la gestion de la végétation, la Chambre d'Agriculture se croit en droit de demander un allègement substantiel des servitudes proposées.

* * *

La Chambre d'Agriculture ne peut approuver l'avant-projet de règlement grand-ducal sous avis que sous condition de la prise en compte des remarques formulées dans le présent avis.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre plus haute considération.


Vincent Glaesener
Directeur





Réf.: 17/4

Diekirch, le 27 octobre 2020

MECDD 004524 29OCT2020

A
Madame la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable

Concerne : Création de la zone protégée d'intérêt national « Engelsratt-Werwelslach »

Brm.- Transmis à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable à toutes fins utiles.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le directeur

Frank WOLTER



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la nature et des forêts

Administration de la nature et des forêts	
Direction	
Entrée	22 OCT. 2020
Réf F.....	N°.....

Diekirch, le 22 octobre 2020

Monsieur le Directeur de l'Administration
de la nature et des forêts
Diekirch

20200527_Transmis ZPIN Engelsratt-Werwelslach.docx

Concerne : Création de la zone protégée d'intérêt national « Engelsratt-Werwelslach »

Brm. - Transmis à Monsieur le Directeur de l'Administration de la nature et des forêts aux fins
voulues.

Martine Neuberg
Chef du Service des forêts



Diekirch, le 22 octobre 2020

A Monsieur
Le Directeur de la nature et des forêts
par la voie hiérarchique

Concerne : observations et recommandations relatives à l'enquête publique de la zone protégée « Engelsratt-Werwelslach » émises par les conseils communaux de Mamer et de Kehlen

Monsieur le Directeur,

Veillez recevoir les remarques et observations concernant les délibérations des conseils communaux de Mamer et de Kehlen, ainsi que les réclamations adressées aux conseils communaux dans le contexte de l'enquête publique pour le classement de la zone « Engelsratt-Werwelslach » en tant que zone protégée d'intérêt national, avec la prière de bien vouloir transmettre ces remarques à Madame la Ministre de l'Environnement du Climat et du Développement durable, Madame Carole DIESCHBOURG.

Observations du conseil communal de la commune de Mamer:

La première observation du conseil communal de Mamer concerne la question de l'erreur matérielle au niveau du relevé parcellaire, suite à laquelle Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et Développement durable a saisi la commune de Mamer avec une nouvelle version de l'avant-projet de règlement grand-ducal en date du 4 avril 2019 pour enquête publique qui redressait ladite erreur matérielle. Il y a lieu de mettre en évidence qu'une réunion d'information n'est pas obligatoire en vertu de la législation y relative, que la délimitation telle que présentée lors de la réunion d'information était identique à celle approuvée au Conseil de Gouvernement et puis soumise à l'enquête publique, et que l'enquête publique a eu lieu en parfaite conformité avec la législation y relative.

Malgré tout, le conseil communal de la commune de Mamer se pose la question si la procédure d'information et de participation du public au processus décisionnel en matière

environnementale et conforme à la Convention d'Aarhus a eu lieu. Ceci concernant, il importe de souligner que la procédure de l'enquête publique a eu lieu en parfaite conformité à la législation en vigueur et que les dispositions y relatives ont été respectées intégralement.

Alors que le dossier, l'avant-projet de règlement grand-ducal et la délimitation y relatifs soumis à l'enquête publique étaient complets et ne contenaient aucune erreur matérielle, il est néanmoins proposé de retirer toutes les parcelles cadastrales concernées de la délimitation de la future zone protégée et d'adapter la délimitation pour écarter tout doute quant à la conformité de la procédure de l'enquête publique et de retenir le parcellaire cadastral de l'avant-projet de règlement grand-ducal tel que communiqué par Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et Développement durable à la commune de Mamer en date du 14 mars 2019.

Une deuxième observation concerne la critique que la délimitation de la future zone protégée dépasse celle de la zone Natura2000.

La délimitation de la zone protégée telle que proposée, se justifie par des arguments scientifiques et le fait qu'afin de pouvoir protéger la zone noyau de la future zone protégée qui représente une grande cuvette de forêts, herbages, biotopes et habitats plus ou moins humides, il est nécessaire de déclarer une zone tampon qui a pour fonction d'atténuer les effets environnants sur la zone noyau et notamment de filtrer ou atténuer les différentes émissions et intrants de provenance externe et qui risquent d'impacter significativement la zone noyau avec ces biotopes et habitats. Par ailleurs, l'article 38 de la loi du 18 juillet 2018 précise que dans son premier paragraphe que des parties du territoire peuvent être déclarées en tant que zone protégée. Dans ce premier paragraphe ne figure aucun renvoi vers le second paragraphe qui insinuerait qu'uniquement des parties des zones Natura2000 pourraient être déclarées en tant que zone protégée d'intérêt national. S'il est vrai qu'en vertu du second paragraphe de l'article 38 mentionné ci-dessus, les zones Natura2000 peuvent être déclarées en tout ou partie, zone protégée d'intérêt national, cette formulation n'implique pas l'obligation que la délimitation de ces deux types différents de zones de protection doit nécessairement être liée. Finalement, le troisième paragraphe clarifie la situation en disposant que la désignation des zones protégées d'intérêt national [et leur délimitation] peut s'orienter par rapport au contenu du plan national concernant la protection de la nature. La zone « Engelsratt/Werwelslach » figure bel et bien dans le plan national concernant la protection de la nature et son annexe E « zone d'intérêt national », référencée sous le code « 18 ». D'ailleurs, l'annexe E indique que la zone protégée d'intérêt national « Engelsratt/Werwelslach » se chevauche avec la zone Natura2000 « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » et comme mentionné dans l'exposé des motifs, la déclaration de la zone « Engelsratt / Werwelslach » est effectivement à considérer comme une mesure réglementaire pour ladite zone Natura2000, mais non exclusivement : le dossier de classement identifie clairement des objectifs de conservation d'intérêt national pour lesquels la zone protégée « Engelsratt / Werwelslach » est projetée d'être déclarée. A cet effet, il est renvoyé à l'exposé des motifs et au dossier de classement.

Reste la question sur l'extension de la zone B en direction de Olm et de Kehlen. Le dossier de classement décrit la valeur écologique du paysage au sud de la zone projetée et identifie un certain nombre d'espèces rares y présentes, dont notamment le Milan noir, le Milan royal et

la Pie-grièche écorcheur, mais aussi certains biotopes ou herbages mésophiles et finalement l'importance de la partie B en tant que zone tampon est soulignée.

Les dernières observations ont trait aux interdictions concernant les différents types de traitements agricoles formulées dans les articles 3 et 4. Ces observations sont traitées par réclamants dans les commentaires qui suivent.

Au vue des différentes observations des réclamants une nouvelle délimitation des parties A et B est proposée en annexe du présent document.

Lettre FREYMANN Norbert

Monsieur FREYMANN est propriétaire des parcelles cadastrales 63/1551, 64, 64/2, 65, 66 68, 69, 70, 78/968, 83/2684, 191/2400, 192, 221,

La parcelle 63/1551 est l'unique parcelle de Monsieur Freymann qui se situe en partie A. Selon Monsieur Freymann cette parcelle 63/1551 a toujours été gérée de façon conventionnelle et il désire pouvoir continuer à entretenir son fossé de drainage. A ce propos, il est important de préciser que cette parcelle se situe à moins de 3 mètres du cours d'eau en provenance du Werwelslach, un affluent de la Kielbaach. Tout drainage amène les eaux et les intrants diffus de manière directe au cours d'eau risquant des pollutions des cours d'eau en aval.

Par ailleurs Monsieur Freymann réclame que ces autres parcelles soient intégrées dans la partie B. Après vérification des parcelles appartenant à Monsieur Freymann il apparaît que toutes ces parcelles sont contenues dans la partie B.

Lettre HILGERT Roger/ HILGERT Frères SCiv

Monsieur HILGERT Roger est exploitant de la parcelle FLIK P0761243 qui contient les parcelles cadastrales suivantes: 55/2729, 56/2723, 56/2724, 57/2863, 57/2864, 58, 59, 60, 61, 62, 63/1550.

Monsieur HILGERT s'oppose au classement de son exploitation en partie A de la future zone protégée car selon lui ces superficies ne contiennent aucun biotope protégé et il s'agirait uniquement de terres arables gérées en prairie de fauche. Par contre Monsieur Hilgert serait en faveur d'un classement de ces superficies en partie B car selon-lui les restrictions prévus seraient moins contraignantes que pour la partie A.

Après vérification de la localisation de ces parcelles cadastrales il apparaît qu'uniquement une partie de ces parcelles se trouvent directement en contact avec le cours d'eau (BK12), biotope protégé au niveau national, et pour lesquelles il faudra de toute façon respecter une distance de 10 mètres du cours d'eau même en partie B.

Afin de venir à l'encontre des réclamations de Monsieur Hilgert concernant le droit de pouvoir fertiliser ces prairies de fauche, toutes les parcelles situées au nord de la parcelle FLIK P0761243 à savoir les parcelles cadastrales 56/2723, 56/2724, 57/ 2863 (partie), 57/2864, 58 (partie) et 59 et qui ne se trouvent pas en contact direct avec le cours d'eau, seront transférées dans la partie B de la nouvelle délimitation. Les autres parcelles 55/2729,

60, 61, 62, 63/1550 restent dans la partie A car directement attenante au cours d'eau. Tout intrants diffus de manière directe au cours d'eau risquant des pollutions des cours d'eau en aval.

Lettre HILGERT Marcel SCHMIT Marie-Jeanne

Monsieur HILGERT Marcel et Madame SCHMIT Marie-Jeanne s'opposent au classement de la zone protégée.

Les parcelles 3, 4, 5, 9, 10, 11, 12 et 13 indiquées dans le courrier sont introuvables au niveau cadastrale et non comprises dans l'avant-projet de règlement grand-ducal.

Lettre CLOOS & KEMP

En tant que bailleur de Madame LETSCH-KIMMES Charlotte et Thomas PIRON, Monsieur CLOOS Paul s'oppose à ce que les parcelles 86/2892, 385/2891, 386/2893, 372/2965, 372/2966, 375/2522, 375/8, 376/2009 et 379/2890 soient classées en zone protégée.

Après vérification de la localisation de ces parcelles il ressort que la parcelle 86/2892 est introuvable au niveau cadastral, il devrait cependant s'agir de la parcelle 386/2892. Au vue de la nouvelle délimitation les parcelles cadastrales 372/2965, 372/2966, 375/2522 et 375/8 sont exclues de la nouvelle délimitation. Les parcelles 376/2009, 379/2890 385/2891, 386/2892, 386/2893 sont transférées dans la partie B. Une exploitation similaire à la situation existante devrait rester possible.

Lettre natur&ëmwelt, section Mamer

Natur&ëmwelt, fondation Hëllef fir d'Natur est propriétaire des parcelles cadastrales 126/3338, 127/2740, 127/2741, 398/1200, 400/2498.

Dans son courrier la section Mamer de natur&ëmwelt, propose une extension de la partie B de la future zone protégée en direction de Kehlen et de Olm. La section s'oppose au projet de construction routier concernant le raccordement du C.R. 109 au C.R. 102. Selon cette association, le projet routier engendrera la perte de superficies agricoles et permettra une extension de la zone industrielle actuelle.

Lettre natur&ëmwelt, fondation Hëllef fir d'Natur

Natur&ëmwelt, fondation Hëllef fir d'Natur est également propriétaire des parcelles cadastrales 22/0 et 27/1235 et propose à ce que ces parcelles soient également intégrées dans la délimitation de la future zone protégée.

Etant donné que ces parcelles sont adjacentes à la délimitation actuelle et qu'il s'agit de biotopes protégés, il est proposé d'intégrer ces parcelles dans la nouvelle délimitation sous la partie A.

Lettre PIER Anne

Madame PIER est propriétaire des parcelles cadastrales 246, 248 249/2, 250/830 et 250/2001.

Madame PIER s'interroge sur le fait que ses mêmes parcelles sont aussi bien situées en partie A qu'en partie B, ce qui rend une différenciation au niveau du type de traitement difficile.

Afin de faciliter une gestion de ces superficies la parcelle cadastrale 249/2 sera transférée en entier dans la partie B tout comme une partie de la parcelle 248. Cependant la parcelle 246 et une partie de la parcelle 248 contiennent une multitude de biotopes protégés, notamment une prairie maigre de fauche (6510), une prairie à molinie (6410) ainsi qu'une prairie humide (BK10) resteront intégralement dans la partie A. Pour ces superficies protégées au niveau national et européen l'article 4 point 9 de l'avant-projet de règlement grand-ducal interdit l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage. Cette interdiction se justifie par le fait que pour ces biotopes protégés, comme le démontre également le dossier de classement, tout intrant a des répercussions négatives sur leur état de conservation. Par conséquent, il est primordial de garder ces superficies en partie A.

Toutes les autres parcelles sont intégralement comprises dans la partie B.

Lettre BIVER Roland

Monsieur BIVER Roland est propriétaire de la parcelle cadastrale 2765/2319. Il propose que la partie marécageuse de cette parcelle soit mise sous contrat agro-environnementale ou contrat biodiversité et qu'en compensation pour le restant de cette parcelle il puisse continuer sa gestion agricole comme auparavant.

Au vu de l'exploitation actuellement présente et de la configuration du parcellaire, il est proposé d'améliorer et ajuster la délimitation de la partie A uniquement à la zone comportant une magnocariçaie (BK04) ainsi qu'une bande de 10 m de largeur longeant la rivière. Le restant de ladite parcelle sera ôtée de la délimitation de la zone protégée.

Lettre KNEPPER-KIEFFER Luc et Jessie, KNEPPER-REIFF Norbert et Ernestine et KNEPPER Jean-Marie

Monsieur KNEPPER Luc est propriétaire des parcelles cadastrales 45, 84/1830, 85/1831, 110, 111/1994.

Monsieur KNEPPER Norbert est propriétaire des parcelles cadastrales, 100, 104, 104/2, 105/163, 105/164, 113/709, 114/1995, 114/3336, 257/1273, 257/1274, 258/2608, 38/1933, 38/1934, 46/2605, 46/2606, 73/4615, 88, 98, 99, 107/1991, 108/1992, 108/1993, 109/1214, 109/1215, 194, 230/1996, 231, 257/2005, 257/2006, 257/2007, 257/2008, 259/2610, 272/1581, 275, 276, 279, 280.

Monsieur KNEPPER Jean-Marie est propriétaire des parcelles cadastrales 25, 41, 42, 43/2518, 2/3335, 260/2611.

Les trois propriétaires s'opposent à ce que leurs parcelles soient classées en tant que zones protégées pour les raisons suivantes: crainte que ces superficies ne puissent plus servir à l'affouragement du bétail ainsi qu'à l'épandage du fumier et du purin, crainte de ne plus pouvoir labourer les champs ainsi que de ne plus pouvoir utiliser les prés pour le pâturage, crainte de la dépréciation de leurs terrains, entre coupage de parcelles cadastrales en

différentes zones de protection, crainte que ces parcelles puissent faire partie de la partie A dans un temps ultérieur.

Après analyse des terrains dont les trois réclamants sont propriétaires, il ressort que l'intégralité de ces superficies se trouvent en partie B à l'exception des parcelles cadastrales 38/1933 et 38/1934 de Monsieur KNEPPER Norbert qui sont boisées et se situent en lisière de forêt en partie A, tout comme les parcelles cadastrales 25 et 2/3335 de Monsieur KNEPPER Jean-Marie qui se situent en milieu ouvert.

Etant donné que la quasi-totalité de ces trois propriétés se situe en partie B, au vu des restrictions prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal une exploitation similaire voire identique à la situation existante devrait être possible, dans le sens que l'article 3 point 16 interdit uniquement le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux, le retournement ou le réensemencement.

Uniquement trois parcelles à savoir les parcelles cadastrales 275, 276, 279 abritent des biotopes protégés des milieux humides selon l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018. Il s'agit notamment d'une prairie maigre de fauche (6510), d'une prairie humide (BK10) ainsi que des friches humides (BK11) qui se situent le long d'un cours d'eau (BK12). Pour ces superficies protégées au niveau national et européen l'article 4 point 9 de l'avant-projet de règlement grand-ducal interdit l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage. Cette interdiction se justifie par le fait que pour ces zones humides, comme le démontre également le dossier de classement, tout intrant a des répercussions négatives non seulement sur les biotopes protégés, mais également sur le cours d'eau en aval. Par conséquent, il est primordial de préserver ces biotopes dans un bon état de conservation.

Ainsi aucune modification ne s'impose au niveau de l'avant-projet de règlement grand-ducal.

Lettre KRIEGER ASSOCIATES

Le cabinet KRIEGER Associates, établi et ayant son siège social à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt et conseil juridique de la société IMMOBILIERE MATCH S.A. dont la mandante est propriétaire de la parcelle cadastrale 409/4194, conteste l'intégration de sa propriété dans la future zone protégée « Engelsratt-Werwelslach » et souhaite présenter plusieurs réclamations conformément à l'art. 40 de la loi modifiée du 18 juillet 2018.

Une première objection conteste le fait que par la désignation de la future zone protégée ce terrain sera rendu inconstructible.

Une autre remarque soulève la question sur la délimitation de la future zone protégée, dont l'étendue est supérieure à celle de la zone Natura2000 ainsi que des critères de sélection utilisés par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable pour la désignation de ces deux zones protégées.

Par la suite une autre observation concerne la création d'une « partie A » et d'une « partie B » respectivement la création d'un régime commun et d'un régime dérogatoire, lequel selon le cabinet KRIEGER ne se base sur aucune disposition légale.

A cet égard, il est renvoyé au dossier de classement et aux explications fournies ci-dessus: la zone tampon est censée protéger la zone noyau, ce qui explique également la différence dans les formulations des restrictions. En vertu des articles 39 et 42 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, des charges, servitudes et interdictions pourront être imposées aux propriétaires ou aux détenteurs afin de ne pas porter atteinte à la zone protégée et aux objectifs de conservation de ladite zone. Dans cette zone, les scientifiques ont jugé utile de différencier la zone protégée en deux parties avec des régimes de servitudes et interdictions différentes. Aucune disposition dans la loi mentionnée ne fait obstruction à une telle démarche. Cette approche a d'ailleurs été poursuivie dans de nombreuses autres zones protégées sans que ceci n'a été contesté par aucune instance.

Finalement le cabinet KRIEGER conteste la valeur écologique de cette parcelle, laquelle selon le cabinet, ne repose sur aucun critère valable.

Pour ce qui est de la première objection concernant la zone non constructible, fait est de constater que selon le PAG de la commune de Mamer l'intégralité de la parcelle cadastrale 409/4194 ne se situe pas dans une zone urbanisée ou destinée à être urbanisée mais dans une zone destinée à rester libre. Par ailleurs le PAG tient également compte de la zone Natura2000 qui occupe près de deux tiers de cette parcelle.

En ce qui concerne la valeur écologique de la parcelle sub-mentionnée, cette superficie accueille l'émergence voire la source du cours d'eau (BK05 et BK12), qui traverse en aval le Werwelslach, et qui fait donc partie du bassin versant de cette rivière. Il va donc de soi que cette parcelle présente un intérêt écologique élevé non seulement pour tous les aspects ayant trait à la protection de cette source, mais également pour la protection du lieu-dit Werwelslach qui, avec sa multitude de biotopes protégés au niveau national et européen, constitue l'un des objets principaux de la désignation de ladite zone.

Afin de venir à l'encontre des réclamations du cabinet KRIEGER, la limite de la zone protégée sera adaptée dans la partie située au sud de façon à exclure les parties de la parcelle cadastrale 409/4194 qui ne contiennent pas la source du cours d'eau, ni la bande de protection le long du cours d'eau.

Lettre RIES Julien et KAYL Norbert

Monsieur RIES Julien est propriétaire de la parcelle cadastrale 2 qui se situe en partie A. Monsieur KAYL Norbert est propriétaire de la parcelle cadastrale 46/796 qui se situe en partie B.

La parcelle cadastrale 2 se situe dans la partie A de la future zone protégée. Il s'agit d'une étroite bande forestière de 1260 ares située en lisière de forêt dont l'accès reste assuré par la servitude de passage (article 4 point 3°). Contrairement aux affirmations mentionnées dans le courrier de Messieurs RIES et KAYL. Tous les ayants-droits gardent leur droit d'accès.

En ce qui concerne la parcelle cadastrale 46/796, la nouvelle délimitation propose une exclusion de cette parcelle cultivée en tant que champ.

Lettre REIFF Edouard

Monsieur REIFF Edouard est propriétaire des parcelles cadastrales 76/2399, 76/4665, 77/4620, 77/4622, 196, 197/4624, 198/4630, 198/4632, 199/176, 200/4634.

Monsieur REIFF Edouard et son exploitant Monsieur THILL Josy s'opposent au classement de ces parcelles en zone protégée, or ces superficies se situent dans le bassin versant de la Kielbaach. Afin de garantir une protection minimale de ce cours d'eau contre tout intrant, la nouvelle délimitation prévoit uniquement une bande de protection le long de ce ruisseau.

Par conséquent dans la nouvelle délimitation les parcelles cadastrales 76/4665, 197/4624, 198/4630, 198/4632, 199/176 et 200/4634 seront exclues en entier et les parcelles cadastrales 76/2399, 77/4620, 77/4622 et 196, seront exclues en partie de la nouvelle délimitation.

Lettre type envoyée par plusieurs propriétaires privés:

Les propriétaires suivants ont envoyé une lettre type qui comporte des questions sur l'indemnisation, le rachat, respectivement l'échange de superficies intégrées dans la future zone protégée ainsi que sur les types d'intervention qui restent permises tout comme l'entrecoupage de parcelles cadastrales en partie A et B. Par ailleurs ce courrier soulève la question sur la désignation d'une zone tampon en direction de Kehlen et de Olm ainsi qu'une opposition formelle à ce que leurs propriétés soient classées en zone protégée.

Lettre HILGERT Henri (ne figure pas parmi les propriétaires selon le relevé parcellaire)**Lettre GENGLER Maria**

Madame GENGLER Maria est propriétaire des parcelles cadastrales 87/2466, 87/2467, 218, 219, 220, 223, 224/1777, 227, 228, 250/2002, 250/2003, 251/1937. L'intégralité de ces superficies se trouvent en partie B. Une exploitation similaire voire identique à la situation existante devrait rester possible.

Lettre MARX-HEUERTZ Lotty

Madame MARX-HEUERTZ Lotty est propriétaire des parcelles cadastrales 1, 247/1493, 258/2609, 266, 267/1691, 268/832, 269/1295, 269/1296, 269/1297, 269/1580, 270/3341, 278.

L'intégralité de ces superficies se trouve en partie B, à l'exception de la parcelle 1 qui se situe en lisière de forêt et qui est boisée ainsi que de la parcelle 247/1493 qui abrite des biotopes protégés selon l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018, notamment une prairie maigre de fauche (6510) ainsi qu'une prairie humide (BK10) directement en abord d'un cours d'eau (BK12) Pour ces biotopes protégés au niveau national et européen l'article 4 point 9 de l'avant-projet de règlement grand-ducal interdit l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage. Cette interdiction se justifie par le fait que pour ce type de zones humides, comme le démontre le dossier de classement, tout intrant a des répercussions négatives non seulement sur les biotopes protégés mais également sur le cours d'eau en aval. Par conséquent il est primordial de préserver ces biotopes dans un bon état de conservation.

A noter que dans le cadre de la nouvelle délimitation les parcelles cadastrales 266 et 267/1691 seront exclues en partie de la nouvelle délimitation.

Lettre LETSCH-KIMMES, LETSCH Josiane

Madame LETSCH Josianne est propriétaire des parcelles cadastrales 331/2423 et 332/2030 qui seront exclues de la nouvelle délimitation.

Monsieur LETSCH Marcel (KIMMES) est propriétaire des parcelles cadastrales 103/2887, 256, 331/2422, 385/2891 et 386/2892.

La parcelle 331/2422 sera exclue de la nouvelle délimitation. Les parcelles 385/2891 et 386/2892 seront transférées de la partie A dans la partie B dans la nouvelle délimitation. Les parcelles 103/2887 et 256 restent en partie B. Une exploitation similaire à la situation existante devrait rester possible.

Lettre NIEDERKORN Fernand et Arthur, KAISER-NIEDERKORN Edmée et Willy

Messieurs NIEDERKORN Fernand et NIEDERKORN Arthur et Madame KAISER-NIEDERCORN sont propriétaires des parcelles cadastrales 86/1832 et 86/1833.

L'intégralité de ces superficies se trouve en partie B. Une exploitation similaire à la situation existante devrait rester possible.

Lettre ENGEL Claude

Monsieur ENGEL Claude est propriétaire de la parcelle cadastrale 29/793 qui sera exclue de la nouvelle délimitation.

Observations du conseil communal de la commune de Kehlen:

Le conseil communal de Kehlen émet à l'unanimité des voix un avis favorable à l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle la zone « Engelsratt-Werwelslach » et demande à ce que la désignation de la future zone protégée ne compromette pas le projet d'apaisement du trafic dans la région centre-ouest.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués

Pour l'Administration de la nature et des
forêts



Danièle Murat

Copie à:

- Monsieur Gilles BIVER, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Annexes:

- Délibération et avis au public de la commune de Mamer
- Délibération et avis au public de la commune de Kehlen
- Rectificatif-Avant-projet de règlement grand-ducal du 4 avril 2019
- Avant-projet de règlement grand-ducal modifié suite à l'enquête publique, version «track changes»

Avant-projet de Règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Engelsratt / Werwelslach » sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34, 35 et 37 à 45 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu l'avis émis par les conseils communaux des communes de Mamer et de Kehlen après enquête publique ;

Vu les avis ... [Chambre d'agriculture, Chambre des métiers et Chambre de commerce] ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national, la réserve naturelle « Engelsratt / Werwelslach », sise sur le territoire des communes de Mamer et de Kehlen, partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » référencée sous le code LU0001018.

Art. 2. La zone protégée d'intérêt national « Engelsratt / Werwelslach » d'une étendue totale de ~~181,93~~ 152,18 hectares, se compose de deux parties :

1° la partie A, d'une étendue de ~~101,76~~ 99,16 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la commune de Mamer, section A de Mamer-Nord et section E de Capellen, et de la commune de Kehlen, section A de Kehlen et section B d'Olm, sous les numéros :

a) Commune de Mamer, section A de Mamer-Nord :

1, 2/1825, 2/3335, 3/1826, 4/1827, 4/1828, 19, ~~22~~, 23, 24/131, 24/132, 24/670 partie, 24/671, 24/672, 25, ~~27/1235~~, 29/1239, 29/1240, 29/2465, 30, 37, 38/1933, 38/1934, 48/4608, 48/4609 partie, 49/4611, 51/2727, 51/2760 partie, 55/2729, ~~56/2723~~, ~~56/2724~~, 57/2863 partie, ~~57/2864~~, 58 partie, ~~59~~, 60, 61, 62, 63/1550, 63/1551, 89/1836 partie, 89/1837, 90/1287, 90/1288 partie, 90/1289, 90/1290, 91/1379, 92/1380 partie, 115, 116/1409, 117/1410, 117/1411, 117/1907, 118/1469, 118/2736, 118/2737, 118/2963, 118/2964, 120/2738, 120/2739, 121, 122, 123/4192, 124/172, 126/2827, 126/2828, 126/3338, 127/2740, 127/2741, 170/2458, 173/4193, 234/1997 partie, 235/1114, 239/2493, 240/2556, 241, 242, 243, 244, 245/3340, 246, 247/1493, 248 partie, ~~249~~, ~~249/2~~, ~~255~~, ~~375/2522~~, ~~375/8~~, ~~376/2009~~, ~~379/2890~~, ~~385/2891~~, ~~386/2892~~, ~~386/2893~~, ~~389/2021~~, ~~390/743~~, ~~391/2~~, ~~391/438~~, ~~392/2023~~, ~~392/2024~~, ~~393/2846~~, 393/2847, 394/2038, 394/846, 394/847, 395/1583, 395/1584, 396/1250, 396/1251, 397/1794, 397/2497 partie, 398/1199 partie, 398/1200, 398/673,

400/2498, 401, 402, 404/1904, 404/1905, 405/1612, 405/1613, 409/4194 partie, 410/4195 partie ;

b) Commune de Mamer, section E de Capellen :
1, 2, 7/78, 8 partie, 21/792 partie, 45/79, 77/657 ;

c) Commune de Kehlen, section A de Kehlen :
2765/2319 partie, 2765/2320, 2765/5234, 2772/5235 ;

d) Commune de Kehlen, section B d'Olm :
203, 217/367, 217/368, 204/1419, 205 ;

2° la partie B, d'une étendue de ~~75,18~~ 53,02 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la commune de Mamer, section A de Mamer-Nord et section E de Capellen, sous les numéros :

a) Commune de Mamer, section A de Mamer-Nord :

18/1574 partie, 18/1575 partie, 18/2989, 20/1878, 20/2722, 28/1236, 28/1237, 28/1238, 28/2, 31, 32/2517, 33, 34, 35/508, 35/509, 36/2604, 38/425, 39/426, 39/427, 39/428, 40/1195, 40/1196, 41, 42, 43/2518, 45, 46/2605, 46/2606, 47, 47/2, 47/3, 47/795, 48/1935, 49/1768, 50, ~~56/2723, 56/2724, 57/2863~~ partie, 57/2864, 58 partie, 59, 64, 64/2, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, ~~73/4613, 73/4614, 73/4615, 76/2399~~ partie, ~~76/4665, 77/4620~~ partie, ~~77/4622~~ partie, 78/801, 78/968, 79/2607, 81/1770, 81/1771, 81/2562, 81/3, 82/1577, 83/2684, 83/2685, 84/1830, 85/1831, 86/1832, 86/1833, 87/1880, 87/2466, 87/2467, 88, 89/1836 partie, 92/1380 partie, 92/1881, 92/1983, 92/677, 94/1984, 94/1985, 95/1986, 98, 99, 100, 101/2886, 103/2887, 104, 104/2, 105/163, 105/164, 106/1990, 107/1991, 108/1992, 108/1993, 109/1214, 109/1215, 110, 111/1994, 113/709, 114/1995, 114/3336, 114/3337, 191/2400, 192, 193/1293, 193/2468, 193/2469, 193/3, 194, 195, 196 partie, ~~197/4624, 198/4630, 198/4632, 199/176, 200/4634, 200/4635, 202, 202/4636, 203, 204, 204/4637, 205, 206, 207, 208, 212/4698,~~ 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224/1777, 225/1778, 226, 227, 228, 229, 230/1996, 230/3339, 231, 234/1997 partie, 236/1998, 236/1999, 237/2000, ~~248~~ partie, ~~249, 249/2,~~ 250/2001, 250/2002, 250/2003, 250/830, 251/1937, 252/831, 254, 256, 257/1273, 257/1274, 257/2004, 257/2005, 257/2006, 257/2007, 257/2008, 258/2608, 258/2609, 259/2610, 260/2611, 260/2612, ~~263/1417, 265/2519~~ partie, 266 partie, 267/1691 partie, 268/832, 269/1295, 269/1296, 269/1297, 269/1580, 270/3341, 272/1581, 272/1582, 275, 276, 278, 279, 280, ~~281, 282/2401, 283/1606, 284/494, 285, 286/495, 287/2494, 287/733, 288/1607, 290/1927, 331/2422, 331/2423, 332/2030, 354~~ partie, ~~356/4474~~ partie, ~~358/1494, 358/2888, 359, 361/2889, 363, 364, 366/841~~ partie, ~~371/4530~~ partie, ~~372/2841~~ partie, ~~372/2842~~ partie, ~~372/2843~~ partie, ~~372/2844~~ partie, ~~372/2845~~ partie, ~~372/2965, 372/2966, 410/4195~~ partie, 376/2009, 379/2890, 385/2891, 386/2892, 386/2893, 389/2021, 390/743, 391/2, 391/438, 392/2023, 392/2024, 393/2846

b) Commune de ~~Kehlen~~ Mamer, section E de Capellen :

~~29/793,~~ 42/795 partie, ~~46/796, 72/662~~ partie, 73/663, 74/128, 76/130, 76/131.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée d'intérêt national est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Sont interdits dans l'intégralité de la zone protégée, partie A et partie B :

- 1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai ou l'extraction de matériaux ;
- 2° le dépôt de déchets ;
- 3° les travaux susceptibles de modifier le régime hydrique ou dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées, la dégradation, la destruction ou la pollution des sources ;
- 4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception des installations légères d'affut de chasse et de ruches apicoles ; en outre, cette interdiction ne s'applique pas :
 - a) à la mise en place de miradors ;
 - b) aux interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des constructions existantes ;
 - c) aux abris légers nécessaires à l'exploitation agricole ou apicole de la zone protégée, dans la seule partie B.

Les exceptions visées sous les points a) à c) restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, désigné ci-après comme « le ministre » ;
- 5° le changement d'affectation des chemins communaux, ruraux ou forestiers, ou des pistes cyclables ;
- 6° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés, sauf dans les chemins consolidés existants ; les interventions nécessaires à l'entretien ou au renouvellement des installations existantes restent soumises à autorisation préalable du ministre ;
- 7° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- 8° toute coupe rase en forêt feuillue sur des surfaces dépassant 0,3 hectare ;
- 9° toute coupe rase de peuplements de résineux dépassant 0,5 hectare ;
- 10° la perturbation, la capture ou la mise à mort d'animaux appartenant à la faune sauvage indigène, à l'exception de ceux considérés comme gibier, sans préjudice des dispositions afférentes de la législation sur la chasse ;
- 11° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies munies d'un revêtement à base de macadam, d'asphalte ou de béton ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
- 12° l'usage d'avions, drones ou autres engins télécommandés ;
- 13° la circulation à vélo et à cheval en dehors des chemins existants, sauf dans le cadre de l'exploitation forestière réalisée avec des chevaux de traits ;
- 14° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi précitée du 18 juillet 2018, ou encore à une distance inférieure à 10 mètres à partir de la crête des berges des cours d'eau permanents ou temporaires ;
- 15° le renouvellement des prairies et pâtures permanentes par l'emploi d'herbicides totaux, le retournement ou le réensemencement.

Art. 4. Sont en outre interdits dans la seule partie A de la zone protégée :

- 1° le dépôt de matériaux, à l'exception des grumes sur les lieux d'entreposage ;
- 2° le drainage et l'entretien de drainage ;
- 3° la circulation à pied en dehors des chemins existants ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
- 4° la circulation avec chien non tenu en laisse, sans préjudice de l'exercice de la chasse ;
- 5° la circulation surfacique avec des engins motorisés dans le contexte de l'exploitation forestière, à l'exception de la circulation des engins sylvicoles sur les chemins existants ou sur des layons de débardage distancés les uns des autres de 40 mètres au minimum ;
- 6° l'appâtage du gibier sur les biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi précitée du 18 juillet 2018 ;
- 7° l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages et de parties de ces plantes appartenant à la flore indigène, sans préjudice de l'exploitation agricole, ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée ;
- 8° le sursemis des prairies et pâtures permanentes ;
- 9° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage ;
- 10° la transformation de peuplements de feuillus en peuplements de résineux ou l'augmentation du taux de recouvrement de résineux dans la strate arborée des peuplements de feuillus, ainsi que la plantation de résineux ou d'autres essences allochtones.

Art. 5. Au sein de la partie A, une partie des forêts soumises au régime forestier sera gérée comme réserve forestière intégrale avec une surface minimale de 30 ha. Un plan de gestion spécifique de la réserve naturelle « Engelsratt / Werwelslach » ou le plan de gestion de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de la Mamer et de l'Eisch » déterminera l'emplacement de la partie réserve forestière intégrale.

Art. 6. Les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mesures prises :

- 1° dans l'intérêt de la conservation, la gestion et la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national ;
- 2° dans le cadre de la réalisation du réseau cyclable national conformément à la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux ;
- 3° dans l'intérêt du maintien et de la restauration du patrimoine historique et culturel dans la zone protégée d'intérêt national.

Toutes ces mesures visées sous 1° à 3° restent toutefois soumises à autorisation préalable du ministre.

Art. 7. Notre ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et notre ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché du Luxembourg.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances

